

## MARDI 21 NOVEMBRE 2017

*"JOURNALISTE: personnage qui ne connaît pas les sujets dont il parle."*

- = Transition 2017 – 4/4 : Éléments pour un programme et une éthique de transition (V. Mignerot) p.1
- = Elections présidentielles de 2022 : Un programme « collapsologiste » en avant-première ! p.29
- = The Newsroom et le climat : quand la fiction énonce le vrai p.41
- = Pourquoi je ne continue pas dans la recherche p.44
- = La planète ne parvient pas à réduire sa consommation de charbon p.46
- = Sur une planète exsangue, les frontières se ferment (Michel Sourrouille) p.48
- = 23 années à se contenter de regarder la planète brûler (Michel Sourrouille) p.49
- = PRODUITS PETROLIERS : LE FLOP APRES LE CLAPOTIS... (Patrick Reymond) p.50
- = Dislocation... (Patrick Reymond) p.51

### SECTION ÉCONOMIE

- = La BCE veut bloquer les comptes bancaires en cas de crise financière (Philippe Herlin) p.54
- = Une monnaie résistante au vol légal (Simone Wapler) p.55
- = Réforme fiscale : stimuler l'un en affaiblissant l'autre (Bill Bonner) p.57
- = La crise du profit continue de saper le système (Bruno Bertez) p.61
- = Appel à la grève !! Halloween, Black Friday, ces fêtes... (Charles Sannat) p.66
- = Espagne : le système des retraites est déjà en crise, personne n'en parle (WolfStreet) p.70
- = L'arrivée des micro-drones assassins (Mish) p.71
- = Sommes-nous condamnés à répéter le passé ? (Pierre Templar) p.73



## Transition 2017

# 4/4 : Éléments pour un programme et une éthique de transition

[NYOUZ2DÉS: UN TEXTE EXCEPTIONNEL DE VINCENT MIGNEROT.

Voilà quelqu'un qui a compris notre situation sur terre. Vincent Mignerot a ce don qui fait que, en lisant ses textes, nous nous sentons subitement plus intelligent. À lire et relire.]

*Réformer l'écologie pour nous adapter à la réalité*



*Mécanique des esprits libres – Manon Aubry, 2016*

Vincent Mignerot Juillet 2017

**Le corpus de textes “Transition 2017” est composé de 4 articles :**

1/4 : [La réalité n'existe pas](#)

2/4 : [Écologie et post-vérité](#)

3/4 : [Mythologie écologique](#)

**4/4 : [Éléments pour un programme et une éthique de transition](#)**

L'ensemble de ces articles, publiés entre juillet et septembre 2017 sur le site de l'association Adrastia fait l'objet d'un livre, [disponible dès à présent en suivant ce lien](#).

## **Éléments pour un programme et une éthique de transition**

La protection de l'environnement paraît impossible et notre espèce semble même dotée de capacités dont la fonction est de l'illusionner sur ses capacités et son avenir. Une adaptation à un nouveau contexte écologique est pour autant inévitable et imposera que nous réformions certains de nos préconçus, afin d'éviter en particulier que nos propres capacités ne viennent aggraver le contexte de déclin généralisé.

**Mots clés :** déclin, effondrement, principe de responsabilité autonome, résilience, capitalisme, démocratie

### **Plan :**

[1 Le déclin et ses déclinaisons](#)

[2 Performation](#)

[2.1 Destruction de l'équilibre écologique vital](#)

[2.2 Résilience](#)

[3 Principe de responsabilité autonome](#)

[3.1 Conditions de la responsabilité autonome](#)

[3.1.1 Statu quo](#)

[3.1.2 Désengagement](#)

[3.2 Écologie du capitalisme](#)

[3.3 Écologie et démocratie](#)

[3.4 Jugement](#)

[3.5 Théorie écologique de l'esprit](#)

[4 Singularité écologique](#)

[5 Valeurs](#)

[6 Transition 2017](#)

## **1 Le déclin et ses déclinaisons**

« *Quiconque pense avoir des solutions pour l'avenir présuppose deux choses : qu'il connaît les lois du monde, et qu'il les maîtrise* »<sup>[1]</sup> (Vincent Mignerot)

L'état des lieux et les différentes analyses que nous opérons au cours de ces articles pourraient confirmer qu'en guise de « transition sociétale » nous nous retrouvions à devoir gérer un probable effondrement de civilisation, a minima un déclin ponctué de ruptures. Même si les inégalités d'aujourd'hui ne pourront que se réduire globalement demain (la baisse du niveau global de richesse est aussi une réduction progressive du delta entre le plus pauvre et le plus riche), elles ne disparaîtront probablement jamais et les conditions de vie sur Terre, à terme pour l'ensemble de l'humanité, seront de plus en plus contraintes et difficiles.

Aujourd'hui quantité de propositions sont faites afin de mieux préparer l'avenir, et le vocabulaire évolue : les solutionnistes désormais se clivent, aux extrêmes, entre le déni de réalité de type climato-négationniste, qui incite à la lubie technoscientiste croissanciste béate, et la candeur d'un objectif de sobriété qui survend l'optimisme en oubliant de tenir compte par exemple de ce que veut dire l'inefficacité des antibiotiques[2] dans un monde d'épidémies plus fréquentes et plus sévères[3]. À titre personnel je souscris évidemment au projet de la sobriété. Je crains simplement que les heureux de demain dans ce monde plus sobre soient les mêmes qu'aujourd'hui, que les classes et les inégalités structurent toujours les sociétés selon les critères de la défiance et du mépris. Après tout la sobriété est actuellement vécue par la grande majorité des humains, qui ne la présentent pas vraiment comme un idéal et cette sobriété-là, non seulement peu d'entre nous la désirent mais nous avons tendance à tout faire pour ne pas la réaliser concrètement. Il est à craindre aussi que nous sous-estimions ce qui pourtant s'engage déjà, dans le prolongement de ces réflexes qui nous accompagnent lors des périodes de crise depuis que nous avons quitté l'état naturel : repli communautaire, choix de gouvernances autoritaires (y compris ultra-libérales), désignation arbitraire d'un ennemi commun coupable à lui seul de toutes nos fautes collectives.

D'une façon générale, et ce même si certains d'entre nous sont plus conscients des risques, nous préférons nous projeter dans l'avenir « toutes choses égales par ailleurs », en l'investissant éventuellement comme une simple réduction de la richesse, sans vraiment anticiper l'augmentation du stress qui ne pourra qu'accompagner la descente, ni comment ce stress pourra stimuler certains de nos pires travers.

Si, comme nous l'avons vu, le solutionnisme semble reposer sur une interprétation orientée voire erronée des données scientifiques, il faut envisager aussi que le réel n'ait que faire quoi qu'il en soit de notre avis sur la question de notre propre avenir et que la réduction de nos potentialités d'action et d'existence ne puisse être contrée en aucune façon. Si la perspective globale semble claire, quelle latitude d'action nous reste-t-il ? Et si nous ne pourrions prédire comment la simplification de nos sociétés pourra s'opérer dans le détail, quel discours, quel cadre moral, quelle éthique pourrions-nous adopter afin de minimiser les risques et agir en fonction des événements, non en fonction d'une interprétation qui nous arrangerait, mais nous illusionnerait ?

## 2 Performance

« Les verbes *performatifs* seraient ceux qui non seulement décrivent l'action de celui qui les utilise, mais aussi, et en même temps, qui impliqueraient cette action elle-même. »<sup>[4]</sup>

Comme nous l'avons vu précédemment, le réajustement entre nos pensées, nos récits, les émotions qu'ils portent et les effets véritables de nos actions paraît être la condition sine qua non à l'avancée vers une adaptation réaliste au monde de demain. Les extensions de notre esprit que sont les mots auront donc une influence majeure sur notre abord de l'avenir. Nous devons comprendre à tout le moins qu'ils constituent à ce jour encore souvent une médiation bancal, voire un handicap pour comprendre le réel et y faire face.

Si nous souhaitons utiliser les mots qui correspondent le mieux au déroulement des événements, non des jeux sur la polysémie ou des expressions oxymoriques dénuées de sens qui procurent des échappatoires pour l'esprit, nous pourrions envisager a minima deux ajustements terminologiques très directement liés à notre façon de qualifier notre action et le cadre dans lequel elle s'opère.

### 2.1 Destruction de l'équilibre écologique vital

Nous avons plusieurs fois utilisé l'expression « destruction de l'équilibre écologique vital ». Le terme « destruction » est particulièrement fort, mais il est utilisé de façon circonstanciée.

Il faut tout d'abord préciser ce que signifie pour nous l'équilibre écologique vital : il est, pour l'humain, l'ensemble des conditions qui autorisent sa vie biologique et sa reproduction. La définition d'ailleurs est la même pour la vie dans son ensemble, mais il faut préciser que si nous portons atteinte à l'équilibre écologique vital pour nous, humains et pour quantité d'autres espèces, il est peu probable que nous impactions notre milieu au point d'empêcher totalement demain la vie d'exister sur Terre. L'équilibre écologique vital est composé donc de l'ensemble des facteurs nécessaires à la vie humaine, borné par un delta de variabilité qui ne doit pas être dépassé pour des conditions de vie pérennes. Nous avons besoin d'eau par exemple pour l'agriculture et l'élevage ou même simplement pour la cueillette et la chasse, mais trop d'eau (champs inondés) ou pas assez d'eau (sécheresse) sont directement hostiles à notre existence. Sécheresse et inondation plus intenses et fréquentes sont déjà des effets mesurés du réchauffement climatique d'origine anthropique. Notre corps ne vit correctement par ailleurs qu'en-dessous d'un certain seuil de température, au-delà son métabolisme est impacté. Les températures maximales inédites enregistrées ces dernières années en Inde, en Australie, au Moyen Orient, qui atteignent ou dépassant parfois 50 °C constituent un risque immédiat pour notre biologie. Comme toutes les communautés d'êtres vivants, nous cohabitons aussi avec des agents pathogènes, des parasites qui provoquent des

maladies et entraînent parfois des décès. Aujourd'hui la médecine, pour la part des humains qui en profite le mieux parvient à pallier ces agressions, à soigner et sauver des vies humaines.[5] Les risques d'augmentation de la virulence de ces pathogènes, pour cause de destruction de la richesse régulatrice des écosystèmes, conjugués à la réduction de nos moyens de nous défendre engendrera très certainement demain plus de décès qu'aujourd'hui.

L'extinction de la biodiversité est aujourd'hui 100 à 1000 fois plus rapide que le rythme naturel. De même, la vitesse du changement climatique est 170 fois plus élevée que la variabilité historique.[6]

Notre impact sur l'environnement est strictement une « destruction de l'équilibre écologique vital », c'est-à-dire, puisqu'en aucun cas nous évoluons « hors de la nature », une destruction directe de nos potentiels d'existence. Si nous voulons correctement qualifier les événements en cours, oublions le « changement climatique », la « diminution du nombre des espèces » ou encore « l'augmentation des événements extrêmes ». Ce que nous agissons *détruit* notre avenir, et la vitesse de cette destruction est bien trop au-delà des capacités biosphériques de régénération pour que nous puissions euphémiser le processus. La trajectoire que nous suivons, mesurée à l'appui et marges d'erreur considérées est bien celle d'une désertification de la planète, qui est déjà en cours et dont personne ne peut estimer de l'ampleur à terme. Il est possible qu'à la fin de ce siècle ne restent cultivables qu'une portion congrue des terres fertiles d'aujourd'hui.

## 2.2 Résilience

La résilience est une notion très largement utilisée en écologie, pour ce qu'elle permet de penser la capacité de nos sociétés à se relever après un choc, après une rupture. Bien que nombre de mots soient souvent utilisés de façon polysémique et que leur sens initial puisse se perdre avec le temps, leur étymologie et l'histoire de leur évolution restent assurément profondément ancrés en nous. La résilience, qui vient du latin « resilio », qui a aussi donné « résilier » se définit aujourd'hui de façon générale comme « *la capacité pour un corps, un organisme, une organisation ou un système quelconque à retrouver ses propriétés initiales après une altération* ». [7]

Si nous tenons à questionner la notion de résilience en écologie c'est parce qu'elle est, par définition, totalement passive, et que cette passivité paraît incompatible avec les perspectives de gestion des événements. La résilience est à l'opposée même de la performance. Lorsqu'elle est dite, lorsqu'elle est proposée rien ne peut s'engager car elle qualifie une propriété intrinsèque aux systèmes qu'elle décrit, qu'ils soient des matériaux, des ensembles d'organismes vivants ou des organisations sociétales. On est résilient ou on ne l'est pas et il est impossible pour un système d'agir sur ses propriétés pour les rendre du jour au lendemain résilientes. Bien sûr nous entendons aujourd'hui la résilience comme une capacité que nous pourrions développer, mais ça n'est pas ce

qu'en dit la définition stricte, et si les propriétés initiales d'un système ne comprennent pas au départ la résilience, après avoir absorbé un choc ces propriétés n'apparaîtront pas par magie, ou alors il aura fallu transformer les propriétés du système... ce qui ne serait plus de la résilience parce qu'il n'y aura pas eu de retour aux propriétés initiales.

Nous ne retrouverons jamais, à chaque étape des temps à venir, nos propriétés initiales, nous n'allons pas « rebondir », la résilience ayant aussi cette signification, usitée d'ailleurs de longue date.[8] Si lors de la descente nous subissons des ruptures, celles-ci ne provoqueront pas un sursaut ensuite de la société, elles la feront muter, elles la transformeront sur tous les plans : économiques, politiques, moraux... de telle sorte que l'image même du rebond nous leurre sur le déroulé à venir des événements.

Parmi les ouvrages salutaires qui traitent de l'avenir et des aménagements que nous devons mettre en œuvre, nous recommanderons assurément le Petit traité de résilience locale. [9] Mais nous questionnerons ici aussi l'effet, plus ou moins conscient, que pourrait provoquer chez le lecteur l'utilisation du mot « résilience » pour engager un changement de comportement ou une transformation sociétale. Ce livre n'aurait-il pas eu un impact plus fort, en engageant directement à l'action, s'il s'était intitulé « Petit traité d'adaptation locale » ? La question qui se pose est de savoir si le grand-public pourrait accéder à la thématique de l'effondrement si celle-ci utilisait des mots plus directement incitateurs. Les forces du déni sont puissantes et nous reconnaissons que le terme « résilience », pour l'instant, est peut-être encore utile pour transmettre le message.

Nous ne pouvons pas totalement disqualifier l'usage du mot « résilience » car il fait partie du vocabulaire de l'écologie, et que son sens partiellement réinterprété a déjà imprégné notre inconscient. Mais nous souhaitons souligner qu'il se positionne probablement dans le récit sur l'avenir en substitution de la terminologie de l'adaptation qui, elle, porte exactement la réalité de l'action telle qu'elle va se dérouler, sans aucun détour polysémique, sans aucune euphémisation et de façon immédiatement engageante et active.

Si nous reprenons la réalité du processus en cours, soit la destruction de l'équilibre écologique vital, et que nous réintégrons ce qu'engage la gestion pour nous de ce processus, nous pouvons désormais parler de l'avenir dans toute sa réalité opératoire :

Nous n'allons pas vivre demain une sobriété heureuse au cœur de sociétés résilientes.

*Nous allons nous adapter tant bien que mal à un monde largement détruit.*

### **3 Principe de responsabilité autonome**

« *Quand on pense qu'il suffirait que les gens n'achètent plus pour que ça ne se vende pas.* » (Coluche)[10]

Comme nous l'avons vu dans l'article précédent, nous sommes tous les agents de notre impact environnemental. L'argument ne tient plus de dire qu'il incombe à un autre que

soi la responsabilité de cuire notre alimentation, porter chaussures et vêtements, d'utiliser notre voiture, de consommer de la viande (trop de viande), de partir en vacances ou d'utiliser les nouvelles technologies, quelles qu'elles soient.

Si nous acceptons que l'hypothèse de la substitution causale est valide dans la réflexion sur la question écologique, en particulier pour comprendre comment l'espèce humaine procède pour être à la fois parfaitement informée des risques et accélérer son emprise dévastatrice alors que le mur de l'effondrement se dresse déjà devant elle, nous pourrions proposer un nouveau principe, qui ne changera probablement pas notre destinée collective mais qui pourrait aider à dessiner un nouvel horizon éthique : le *principe de responsabilité autonome*.[\[11\]](#)

Dans la perspective d'une transformation de nos sociétés devant l'écueil écologique le principe de responsabilité autonome devrait s'énoncer comme une évidence, après la disqualification de la substitution causale. Ce qui annule totalement la validité de la défausse de responsabilité est bien qu'elle est... utilisée par tous. Si tout le monde se défausse, tout le monde est responsable. Nous avons envisagé [dans l'article précédent](#) qu'il existerait certainement autant une stratification de la substitution (celui du dessus ou du dessous, dans la hiérarchie sociale, est la cause des problèmes) qu'une externalisation (une entité surnaturelle, une autre communauté...). Notre capacité à construire des narrations de substitution est si grande et si bien distribuée que nous pourrions reprendre et modifier légèrement la citation de Descartes pour l'adapter à notre propos (et l'écho du propos original ne serait pas tout à fait perdu) : *la chose du monde la mieux partagée ça n'est pas le bon sens, c'est la mauvaise foi*.[\[12\]](#)

L'application du principe de responsabilité autonome, c'est-à-dire assumer pleinement la responsabilité destructrice de toutes nos actions, permettrait la réappropriation totale du choix et la disqualification complète de toute illusion entretenue artificiellement par le modèle culturel d'appartenance, quel qu'il soit. Ce principe serait valable tant sur le plan analytique ou théorique que pour une communauté ou une classe qui, sur le sujet de l'écologie, ne pourrait plus se décharger sur une autre communauté ou classe.

Avant d'estimer de ce que le principe de responsabilité autonome remettrait en question dans notre analyse habituelle des causes de nos problèmes (quels sont les coupables que nous visons communément et opportunément), estimons de ce à quoi engage d'assumer ses responsabilités.

### **3.1 Conditions de la responsabilité autonome**

Pour les décideurs, les puissants comme pour tout un chacun, il n'y a selon les propositions que nous faisons ici aucune échappatoire : la protection de l'environnement est impossible, toute action humaine participe à la destruction de l'équilibre écologique vital.

Les débats autour de l'écologie qui tentent de déterminer qui serait plus responsable

qu'un autre sont stériles, ils sont au-delà même de la démobilisation : ils entretiennent, ils perpétuent le statu quo. De fait, comme nous l'avons vu, le lien entre ce qui permet l'existence et l'écologie est binaire : l'action impacte, elle est un chemin vers la destruction de la planète, la non action est un recul dans la compétition, elle est un chemin vers la destruction de soi.

Comment situer nos comportements demain, si nous ne pouvons plus ni protéger l'environnement, ni croire que nous ne sommes pas coupables de sa destruction ?

### 3.1.1 Statu quo

Si nous maintenons le statu quo adaptatif, même en toute conscience, les règles sont simples et le principe de responsabilité autonome renvoie directement aux lois de la physique et à l'écologie au sens strict : continuer à participer à la société de consommation, que cette consommation soit « verte » ou non, qu'elle se fasse à partir d'énergies renouvelables, d'hydrocarbures ou de nucléaire revient strictement à détruire l'avenir, sans aucune esquiv possible.

Le jus d'orange et le café du matin, le cartable du petit dernier, un simple vélo et les légumes bio eux-mêmes s'ils ne proviennent pas de votre propre potager (et encore, un potager n'est vraiment pérenne qu'avec des engrais puisque la totalité de la matière organique qu'il produit n'y retourne pas)... tout ce qui est issu de l'emprise humaine sur le monde implique une dérégulation de l'exploitation de l'énergie et des ressources. Rien de ce qui est produit par l'humain ne peut participer au maintien de l'équilibre écologique vital et nous rappellerons à nouveau que les estampilles vertes, bio et même « perma » (pour permaculture) ou Low-Tech[13] ne disent rien des effets rebond[14] : consommer, même écolo, a eu jusqu'à aujourd'hui des effets contre-intuitifs mais bien mesurés : l'énergie consommée par l'humanité, hors crises économiques, qui ont eu lieu contre notre volonté, est toujours restée maximale,[15] et ce malgré l'apparition du discours écologique. Il n'y a pas de consommation vertueuse.

Nous rappellerons aussi que regarder un documentaire télévisé sur l'écologie ou discuter de protection de l'environnement sur internet non seulement ne protège pas l'environnement mais pourrait même participer à ces fameux effets rebond : notre culpabilité expiée d'avoir fait un effort pourrait nous aider à ne pas changer globalement nos niveaux de vie. Internet, qui concentre tant notre attention est bien la technologie la plus destructrice de l'environnement qui soit car elle est strictement dépendante de toute l'infrastructure technico-capitaliste et consumériste indispensable à son fonctionnement et à son financement. Toute utilisation d'internet pour parler d'écologie est un non-sens absolu.

Le principe de responsabilité autonome n'empêche en rien le choix du statu quo adaptatif. Il dit simplement que la consommation est toujours le fait de celui qui consomme, que celui-ci agit concrètement la destruction de l'avenir et que tout discours qui dissimulerait cette causalité stricte est un mensonge.

### 3.1.2 Désengagement

Le procès de l'action est aisé mais se départir à la fois de l'action destructrice et du mensonge associé n'est pas sans exposer à des difficultés, qui auront été celles peut-être qui ont empêché jusqu'à aujourd'hui la plupart d'entre nous de vraiment changer de comportement.

Si l'on souhaite avec sincérité changer le monde pour le bénéfice de la « protection de l'environnement », ou pour préparer celui de demain, la meilleure façon de s'extraire de la civilisation thermo-industrielle, par rejet simple ou par désir de favoriser sa chute c'est le désengagement, c'est-à-dire la réduction de ses avantages en réduisant le flux d'énergie et de richesse qui passe par soi-même, ce qui participera à ralentir l'ensemble. Dans ce but il ne suffit pas de changer sa consommation, ce qui ne change rien ou pas grand-chose au bilan énergétique et économique à cause des effets rebond, il faut aussi *réduire ses revenus*. Le désengagement implique également, afin de ne pas se confronter à un trop grand désarroi lors de la « sortie du système », de contribuer à construire un modèle économique de substitution, dont il faut savoir à l'avance qu'il n'offrira assurément pas les mêmes avantages immédiats que le précédent (sécurité, santé, confort général).

Tout est à créer à propos d'un nouveau modèle de société pour demain, et celui-ci ne se construira probablement que devant le fait accompli, étant donnés les retards que nous cumulons et que nous avons diagnostiqués dans le premier chapitre. Il est facile par ailleurs d'estimer de ce que veut dire réduire son niveau de vie, nous pouvons tous l'imaginer aisément. S'engager volontairement et durablement dans une réduction de ses revenus et participer à l'élaboration d'un projet de société pour demain relève d'un tel niveau de courage, en particulier lorsqu'on est responsable d'une famille, que d'aucuns qualifieront de héros ceux qui franchissent le pas et s'y tiennent vraiment.

Il est une étape dans le désengagement qui est très rarement évoquée mais qui change radicalement l'effet de ce désengagement et le rend vraiment héroïque, hors de tout discours : un désengagement du système consumériste contemporain implique de quitter la solidarité qu'il permet, qui passe en particulier par les systèmes d'assurance.

Les sujets absents des débats sont parfois les plus importants de ces débats. Parmi les éléments de solidarité qui sont de purs produits de la société de consommation et auxquels la quasi-totalité des populations des pays les plus riches sont rattachés figurent diverses assurances : responsabilité civile, assurances santé (dont sécurité sociale), assurance habitation, automobile etc. Le fonctionnement des assurances est assez simple : un grand nombre de cotisants génère un capital dans lequel est puisée la valeur qui permet de sécuriser l'assuré en cas de problème de santé, d'accident de la vie, de dommage matériel, de vol. Mais la possibilité pour un citoyen d'être assuré au mieux et à moindre coût dépend d'un point essentiel : le capital créé par les cotisations, insuffisant à lui seul au regard de nos exigences est augmenté par spéculation boursière, c'est-à-dire prise de risque sur les marchés monétaires mondialisés, ceux-là même qui

dépendent strictement de l'optimisation de la destruction de l'équilibre écologique vital qui permet la création de richesse.

Nous ne dirons en aucun cas ici que le système de protection tel qu'il existe actuellement est pérenne mais il semble important de rappeler que notre niveau de confort est directement lié à ces assurances. Ce sont nos assurances qui nous permettent d'avoir le temps de penser à l'écologie plutôt qu'au risque de manquer de nourriture ou de perdre un enfant en bas âge à cause d'une maladie bénigne, à l'instar de nos ancêtres et d'une grande partie de la population humaine d'aujourd'hui. Notons qu'un système d'assurance non boursier serait possible mais serait moins performant dans la compétition pour le service rendu à chaque citoyen, il ne pourrait donc probablement pas émerger aujourd'hui, à cause d'un trop faible nombre de cotisants et d'un coût trop élevé.

Si nous souhaitons honnêtement parler de désengagement, il nous faut penser au découplage entre la solidarité et les marchés en commençant par réduire la demande, c'est-à-dire en quittant par exemple la sécurité sociale pour les plus courageux, a minima en la sollicitant le moins possible, en particulier pour les opérations onéreuses. Il faut entendre aussi que même en choisissant de vivre sans assurance personnelle ou familiale, le simple fait d'habiter un pays dont les autres citoyens bénéficient d'une couverture en cas de risque assure une sécurité pour soi-même, car un accident qui arriverait à cause d'un tiers, ou encore une catastrophe écologique serait pris en charge pour tout ou partie. Vivre sans assurance dans un pays assuré revient à rester connecté aux marchés et à la finance. Il est à noter que l'assurance chômage, en France, est aussi dépendante des marchés puisque son déficit est compensé par des emprunts d'états et que le RSA (Revenu de Solidarité Active), financé par la solidarité nationale via les départements et les impôts, a également besoin d'une société économiquement performante pour être garanti.

Afin de préciser mieux encore ce qu'implique un désengagement, il faut rappeler que si vivre assuré est déjà vivre très au-dessus du niveau de vie de la plupart des humains sur Terre, nous nous offusquons volontiers que seul 1 pourcent des humains détienne 50 pourcents des richesses.[\[16\]](#) Il est estimé pourtant qu'il suffit de posséder un peu moins de 10 000 euros de capital (10 000 USD, avril 2017) pour faire partie des 20 pourcents des humains les plus riches, qui sont aussi les plus destructeurs de la planète.[\[17\]](#) 10 000 euros est le prix d'une petite voiture ou une petite partie du remboursement d'un bien immobilier.

Plus globalement encore, un réel désengagement implique de quitter tout avantage, tout confort qui dépend d'une infrastructure qui nécessite d'être entretenue. Quiconque vit dans un pays où marcher sur un chemin de terre signifie être un agriculteur ou en avoir fait le choix pour le loisir fait partie des humains les plus riches et destructeurs de l'environnement, le goudron étant un pur produit de l'industrie pétrolière mondialisée, d'ailleurs assez peu pérenne (les routes doivent être réparées très régulièrement, leur

durée de vie n'excède pas quelques décennies, quelques années sous climats difficiles : trop froid... trop chaud). Il a été montré qu'au Canada, le « niveau de vie » d'un sans-abri dépasse le niveau de soutenabilité écologique par le simple fait qu'il vive dans un pays dont l'entretien de l'infrastructure (abris, routes, réseaux d'assainissement des eaux, infrastructure d'approvisionnement et distribution alimentaire...) est énergivore et consommatrice de ressources. Les conclusions de l'étude sont généralisables à l'ensemble des pays riches et en développement.[\[18\]](#) Être un sans-abri dans un pays où la nourriture est surabondante, l'aumône plus conséquente qu'ailleurs et où les vaccins ont réduit la dissémination des maladies est avoir des privilèges sur une grande partie du reste de l'humanité.

Les systèmes d'assurance et l'ensemble des infrastructures qui font nos sociétés et protègent les humains les plus privilégiés rejoignent directement la description de l'évolution de l'humanité que nous avons faite [dans l'article « Écologie et post-vérité »](#) : assurances et infrastructures génèrent de la stabilité adaptative là où il n'y en a naturellement aucune, stabilité artificielle qui semble avoir été une quête humaine ancestrale. Le désengagement véritable, hors discours, est bien celui qui réexpose à cette variabilité, c'est-à-dire notamment à une alimentation sans garantie (de surcroît sur une planète en cours de désertification), à l'absence d'abri solide pour dormir et se protéger des intempéries, au risque de mourir d'une otite ou d'une écorchure qui se sera infectée.

Lorsqu'on envisage le désengagement, il faut prendre garde à distinguer dans les discours ce qui n'est viable qu'artificiellement de ce qui pourra être pérenne. Sans aucun doute l'ensemble des expériences de transition de chacun participera à la construction de demain. Mais il nous faut entendre que le désengagement total, qui n'est absolument en rien comparable avec ce que l'écologie populaire entend, ne se décide pas à la légère et que ne pas l'opérer totalement est toujours entretenir l'ancien système, qui spéculer sur chacun de ceux qui utilisent, notamment, sa monnaie.[\[19\]](#)

Le désengagement est un risque existentiel immédiat pour soi, ne pas se désengager c'est irrémédiablement détruire l'avenir de tous. Les choix pour l'avenir se réduisent en la nécessité d'assumer l'irréductible inscription de l'humain en tant que vivant parmi les vivants, parfaitement soumis aux lois de l'évolution et de la physique. Nous avons oublié, parce que nous avons été trop longtemps protégés par ce que nous appelons le progrès, que la vie sans technique élaborée, sans infrastructure complexe ni système d'assurance c'est être en bonne santé ou mourir, et que si en tant qu'humain on préfère la vie cela implique inévitablement la destruction de l'équilibre écologique vital.

## **3.2 Écologie du capitalisme**

S'il ne nous sera pas aisé de composer entre le statu quo et le désengagement, et que cela nous exposera à une dissonance cognitive – émotionnelle – perpétuelle, nous pourrions travailler notre honnêteté en tentant d'abandonner certains modes de défausse qui sont les plus banals et les plus vains, que nous penserons même totalement contre-productifs.

Parmi les applications courantes de la substitution causale, l'attribution au capitalisme, au libéralisme, à la finance... de la responsabilité des travers de nos sociétés est des plus fréquentes.

Aussi brillante soit-elle, une critique du capital ou de ses instruments qui ne peut trouver audience que chez ceux qui vivent dans une économie capitaliste réduit de fait sa portée. Si nous acceptons quelque qualité heuristique à l'hypothèse de la substitution causale, nous entendrons désormais que cette critique pourra être utilisée par les différents acteurs de cette société pour justifier de leurs opérations en son sein et se délester de ce qu'ils en sont responsables. Nous comprendrons alors mieux pourquoi le capital ne s'est jamais aussi bien porté que depuis qu'il a été dénoncé. Le capitalisme n'est probablement en rien une cause en soi, bien plus un moyen, dont la finalité est le marché, auquel nous sommes tous connectés. Il est possible qu'à aucun moment de l'histoire le capital ait été la cause des inégalités ou de la destruction de l'environnement, il pourrait parfaitement n'avoir été que la réponse structurelle à une demande de développement partagée par une communauté dans son entier (augmentation des salaires, retraites, assurances, propriété...), cette communauté dissimulant les effets délétères de cette demande (guerres, inégalités, destruction de l'environnement...) par substitution causale et rejet de responsabilité. La confusion entre les causes et les moyens pourrait être aussi une articulation essentielle de l'hypothèse de la substitution causale, et l'effet contre-productif de la dénonciation erronée du capitalisme en tant que cause viendrait de ce qu'en informant le système de ses défauts, le système se renforcerait d'autant. La polarisation du conflit autour de la problématique la maintiendrait au lieu de la résoudre.

Nous pourrions tenter l'expérience. Beaucoup de textes qui dénoncent le capitalisme ne perdent pas leur sens lorsqu'on y remplace « capitalisme » par « consumérisme » (ou plus largement par « augmentation du niveau de confort, de santé et de sécurité »). La critique proposée par tel ou tel auteur reste pertinente malgré le remplacement des mots – et nous ne rejeterons pas la nécessité de la critique – simplement la responsabilité se retrouve à sa juste place : diffuse dans la société, désignant la somme des comportements de tous, tout autant de ceux qui auront émis la critique que de leurs lecteurs, qui sont des entités indissociables et indissociables du système dénoncé. Il n'y a pas de critique du capitalisme sans marché, et si auteurs et lecteurs sont eux aussi des produits de ce marché, via leurs revenus et l'ensemble de leurs avantages, le travail critique arrive après-coup et son effet devient non seulement nul pour changer les choses, mais plus encore participe au bon fonctionnement du système, confirmant l'hypothèse de ce que la substitution causale serait bien un facteur de déni de responsabilité renforçant le statu quo, en aucun cas une possibilité de changement de voie adaptative collective.

Consommer goulûment de la critique du capitalisme aggrave la situation car le problème n'est pas le capitalisme, c'est la consommation.

### 3.3 Écologie et démocratie

Si, grâce à la substitution causale, nous parvenons à nous disculper de notre propre action sur une altérité dédiée, comment penser la démocratie, à l'aune de ce processus de défausse certainement ancien et lié à la satisfaction de nos intérêts en tant qu'espèce ?

Comparons tout d'abord les différences essentielles que nous comprenons entre le modèle politique réputé être un aboutissement pour l'humanité avec la façon dont circule l'information dans le vivant, en n'oubliant pas que la régulation de la vie par la vie a été un succès de solidarité pendant 4 milliards d'années :

*Qu'y a-t-il de plus démocratique, au sens de « décision prise en commun », que les interactions entre les êtres vivants, dans lesquelles l'effet de chaque action de chacun provoque une réaction, une réaction régulatrice, sur l'ensemble du système, dans toute sa complexité ?*

Lorsqu'un prédateur par exemple « prend la décision » de chasser au-delà de ses besoins immédiats, il réduit la disponibilité des proies et impacte, pour lui ou ses descendants, la possibilité de se nourrir à terme. Son choix a un effet direct sur son avenir et une régulation s'opère qui fera que son comportement ne pourra se maintenir, sous peine de disparition. D'une façon générale, si une espèce « fait le choix » de se développer au-delà de ce que son environnement peut supporter d'individus de cette espèce, le manque de ressource ou l'augmentation consécutive des prédateurs ou pathogènes liés à elle réglera la population. Dans le système vivant, tous les choix liés à l'économie des relations avec l'environnement sont régulés pour le bénéfice de l'ensemble de la vie et de sa complexité.

*Qu'y a-t-il de moins démocratique que la démocratie telle qu'elle se propose dans nos sociétés, dans lesquelles la possibilité des agents d'interagir avec l'organisation systémique de leur environnement se réduit à une question à réponse fermée, posée tous les 4 ou 5 ans ?*

L'humain a acquis la capacité de déréguler sa relation à l'environnement, c'est-à-dire de ne pas se préoccuper prioritairement des effets négatifs de son action, qu'il peut compenser en exploitant un peu plus ou différemment les ressources dont il dispose. L'humain peut par exemple se déployer démographiquement sans s'inquiéter immédiatement de la disponibilité des ressources (qu'il compensera par de nouvelles techniques) ou du risque de prédation (l'humain a exterminé l'essentiel de ses prédateurs et peut se prémunir des pathogènes). L'humain ne se préoccupe pas de savoir ce que pense le vivant dans son ensemble des « choix » dérégulés qu'il fait, et ceux-ci sont d'autant plus faciles à opérer que la cause de ces choix est extérieure à celui qui les fait, nous l'avons vu.

Nous devons nous demander alors si ce processus de consultation démocratique, ponctuel, clivé et binaire, ne constituerait pas justement un mode optimisé d'échange d'information afin que jamais aucun acteur, en particulier le consommateur,

commanditaire premier de la destruction de l'équilibre écologique vital pour son avantage, ne se voit attribuer la causalité, la responsabilité de l'impact délétère collectif. Choisir entre *pour ou contre* et ne poser la question que lors de scrutins éloignés les uns des autres ne peut en aucun cas être une réponse aux questions posées par la complexité des effets intégrés et systémiques d'une action sur le réel. Pouvons-nous entendre que si c'est bien l'action qui impacte l'environnement, non ce que nous pensons d'elle, les intermédiaires politiques, les élus et technocrates auraient finalement beaucoup moins pour rôle de réguler cette action qu'au contraire la rendre aveugle, leur seul jeu politique se réduisant à renvoyer au consommateur que si les choses ne se passent pas comme prévu ou qu'il y a des dégâts, il faudra trouver *la cause* dans l'autre camp ?

En reprenant la comparaison entre la circulation de l'information et les prises de décision collectives dans les systèmes naturels et chez les humains, il existe bien aussi chez nous un mode d'action qui soit directement connecté à ses effets sur le monde : gagner et utiliser de l'argent. Ici se place exactement le principe de responsabilité. C'est bien l'économie des interactions dans le réel, celle qui fait circuler les flux de matières et d'énergie, qui correspond à nos choix écologiques. Si ceux-ci n'ont pas pour visée d'être réduits, l'impact ne le sera jamais, et nous pouvons construire sur la réalité de nos actions n'importe quel édifice politique de substitution à la prise de décision et de défausse, cela ne changera rien à l'impact si notre niveau de vie ne baisse pas. La politique et la démocratie découplées de l'action peuvent être comprises comme des constructions culturelles factices qui n'ont pas pour but d'orienter vraiment le cours de notre évolution mais de permettre le fractionnement et la dilution du choix dit libre, ainsi que la substitution causale : le scrutin ponctuel est une commodité acceptée de tous quand c'est l'action de chaque instant qui fait la réalité économique, et donc écologique.

Une part de l'inconsistance des acteurs politique de la démocratie contemporaine vient sans doute du fait que nous ne les choisissons pas tant pour leurs capacités réelles à prendre des décisions que pour leur capacité à se laisser traverser par des décisions qui sont prises ailleurs, c'est-à-dire directement par nos choix individuels de consommateurs multipliés par notre nombre, tout en donnant l'illusion de la représentativité. En réalité, leur rôle serait bien plus la négociation du maintien de la déconnexion entre le choix factuel des sociétés qui est le maintien ou l'augmentation de leur capacités à se défendre existentiellement (puissance économique) et les contreparties de cette puissance. La puissance d'un pays proviendrait en grande partie de ce que, grâce à l'interface politique, *l'agent consommateur ne porte pas lui-même que son acte est strictement ce qui fait prendre le risque de l'augmentation des inégalités, de la guerre et procède à la destruction de l'équilibre écologique vital.*

Si en tant que consommateurs nous souhaitons réajuster nos comportements aux effets qu'ils produisent sur le monde, nous devons entendre qu'afin de lutter par exemple contre la délocalisation qui a mené à la désindustrialisation de nos pays, ce qui leur fait prendre le risque à terme d'une baisse d'autonomie, d'une augmentation du chômage, il aurait fallu que nous ne demandions pas ces avantages salariaux et sociaux qui ont

augmenté le coût du travail et que nous n'achetions pas de produits manufacturés – moins chers – provenant de l'étranger. De la même façon, si nous regrettons aujourd'hui le délabrement de nos terres agricoles, polluées aux pesticides et pour certaines désormais stériles sans apport d'engrais il nous aurait fallu consacrer à notre alimentation la plus grande part de notre budget quotidien, au détriment de l'acquisition d'autres avantages, comme au cours de l'essentiel de l'histoire de l'humanité.

Il n'est pas dans l'intérêt du politique de lutter contre ces choix de consommation, ils doivent même être promus afin d'augmenter la performance immédiate du pays dans la compétition économique, car ces choix favorisent l'enrichissement global. Mais à terme ils sont nocifs. Le processus démocratique coupe la causalité entre ces choix de consommation et leurs conséquences, laissant imaginer que la délocalisation ou l'industrialisation de l'agriculture sont des décisions « provenant d'en haut », de la gouvernance, et que nous pourrions les influencer en votant pour un camp ou pour un autre, alors que leur origine se trouve dans le besoin du consommateur et le besoin du développement d'une économie forte dans la compétition. Le processus démocratique est parfaitement fonctionnel en période de croissance et potentiellement incompatible avec un risque de déclin ou d'effondrement. Nous noterons d'ailleurs que dans l'artifice du choix droite / gauche de l'essentiel des pays dits démocratiques, aucune des deux options ne remet en cause la perspective de croissance économique, les deux faisant sur ce point les mêmes promesses.

En résumé, la démocratie propose un vote factice qui ne modifie pas la trajectoire globale de la société mais qui dissimule opportunément le fait que nous votons tous les jours très concrètement avec notre argent.

Si le processus démocratique semble si performant à optimiser notre aveuglement sur le réel, nous rappellerons qu'il est souvent présenté comme une des conditions sine qua non à la mise en œuvre d'aménagements politiques et économiques plus vertueux sur le plan environnemental. Si nous envisagions une démocratie idéale, qui exposerait clairement aux peuples que l'adaptation pour l'humain est aussi binaire que pour tout être vivant (vie ou mort) et que la protection de l'environnement est impossible, nous observerions certainement que ces peuples ajusteraient malgré tout, à cause de l'irréductible compétition, leurs choix de gouvernance à l'aune de leur consommation c'est-à-dire sans aucunement protéger l'environnement. Que la démocratie soit le chemin vers une plus grande vertu écologique est un postulat hautement spéculatif. Ne le voyons-nous pas déjà, alors que la réalité de la problématique écologique, en particulier le ralentissement économique dû à la baisse du Taux de Retour Énergétique[20] commence à toucher au portefeuille de la classe moyenne des pays dits démocratiques ?

Le principe de responsabilité autonome vient mettre en exergue les limites de la démocratie, telle qu'elle autorise la circulation de l'information dans la complexité des sociétés humaines. Si l'atout de la démocratie est d'optimiser la substitution causale et le découplage entre l'économie réelle et ses effets sur le monde, elle est strictement

contraire à l'intérêt de l'inscription de l'humain à long terme dans son environnement.

Grâce à la grille de lecture de la substitution, nous ne serons pas surpris qu'historiquement l'apparition et le développement de la démocratie soit en phase avec les périodes lors desquelles les sociétés humaines ont été les plus complexes, où les inégalités ont été les plus grandes, où l'exploitation des ressources a été maximale. Nous devons envisager l'hypothèse historique anthropologique que l'apparition de processus de choix démocratiques soit liée à la nécessité d'optimiser ce découplage entre l'action et ses effets en plaçant des intermédiaires ad hoc, de la même façon sans doute que tout ce qui fait la spécificité adaptative de l'humain relève de cette problématique de la relation à l'environnement, comme par exemple l'apparition des religions morales à partir d'un certain niveau d'énergie consommé par l'être humain ([voir l'article précédent sur les mythologies de substitution au cadre de lois naturelles](#)).[21]

Cette hypothèse de la substitution causale permettant une action qui sans elle serait bridée par le fait que l'agent devrait traiter par lui-même les effets de ses actions trouverait aussi écho à travers les célèbres expériences de Milgram,[22] qui ont montré comment des individus pouvaient opérer des maltraitances sur des humains dans la mesure où l'ordre leur était donné par un tiers. Dans l'esprit des personnes qui ont participé à l'expérience, aurions-nous pu observer comment la substitution causale aurait constitué la condition nécessaire à la prise de risque et à l'action ? Envisagerons-nous une interprétation fertile et novatrice à la *servitude volontaire*,[23] tant la substitution causale semble rendre service au sujet dans son adaptation quotidienne, pour laquelle il n'aurait peut-être pas pris tant de risque s'il n'avait pu découpler l'origine de son emprise sur le monde de sa propre personne agissante ?

Si la démocratie est bien un système de gouvernance construit sur la défausse de responsabilité, nous pourrions la comparer à une expérience de Milgram à grande échelle, dans laquelle l'action libérée ne produirait pas de décharge électrique sur une victime jouée par un comédien, mais des effets écologiques concrets sur l'environnement réel.

Les révoltes qui ont mené à l'acquisition du droit de vote ont réduit la possibilité pour les individus d'être questionnés sur leur vie ou ce qu'ils pensent de la gouvernance de leur pays, mais elles ont développé l'opportunité pour eux de se décharger de devoir prendre des précautions dans leur acquisition d'avantages matériels. Il est compréhensible que le droit de vote ait été largement une revendication populaire, il est en fait un droit élaboré à l'absolution, compatible avec la vitesse d'évolution des marchés, avec l'occultation de l'avenir et du temps long pour le bénéfice de la satisfaction immédiate, qui gratifie bien plus vite que les efforts et l'abnégation nécessaires afin de surveiller l'horizon.

Le succès du droit de vote provient aussi sûrement de ce qu'il est l'acquisition d'un avantage dans la compétition sur tous ceux dont l'action, en particulier en période d'opulence, reste bridée par la contrainte de gérer ce qu'ils sont et font par eux-mêmes,

ou à partir de cadre moraux limitant trop l'action (lois naturelles, religion, dogme politique unilatéral). Les modèles qui n'offrent pas la possibilité de l'illusion du libre choix décorrélé de toute engeance supérieure, que cette engeance soit d'origine naturelle ou une création métaphysique, sont moins performants pour la croissance économique. Nous observerons dans les temps à venir comment le retour de cadres moraux plus contraignants ne sera pas tant la preuve de leurs qualités intrinsèques que celle de la décadence de celui qui ne peut se maintenir qu'en lien avec une économie dérégulée, qui commence déjà à défaillir.

Désormais que le contexte change et expose à une décroissance forcée, tout est à écrire d'un modèle de gouvernance compatible avec un réinvestissement conscient de l'adaptation et de ses effets, c'est-à-dire une gouvernance dans laquelle le sujet qui veut protéger l'avenir de ses enfants aurait pour mission première de devoir assumer directement, dans l'instant et sans défausse possible, chacun de ses choix. Les contraintes écologiques constituent par ailleurs, par définition, une contrainte totale, qui atteindra tout du fonctionnement de nos sociétés, à tous les niveaux. Comment mettre en place une gouvernance non totalitaire devant le retour de la contrainte totale des limites environnementales ?

La démocratie de demain recueillera l'information provenant du peuple en permanence, en indexant sans discontinuité la prise de décision aux vécus, besoins et contraintes ressenties par l'ensemble des citoyens, exactement comme les marchés sont aujourd'hui directement connectés à la consommation de ces mêmes citoyens.

La démocratie de demain ne sera pas l'anarchie, dans le sens d'absence d'architecture de gouvernance. Elle sera au contraire la réconciliation avec l'absolu des lois naturelles qui gouvernent, et nous l'avons occulté, l'organisation de toutes sociétés, humaines comme animales. Ni Dieu, ni maître, uniquement les lois de l'évolution et de la physique. Une société qui saura rechercher la causalité naturelle des événements qui lui permettent l'existence sera la plus performante pour traverser l'épreuve d'un déclin ou d'un effondrement.

### **3.4 Jugement**

Le principe de responsabilité autonome, en particulier s'il parvient à disqualifier jusqu'au principe démocratique en tant qu'institutionnalisation de la décharge de responsabilité, verra peut-être un réflexe défensif archaïque se mettre en place chez les plus pusillanimes : le jugement. Privés de la possibilité de la défausse sur ce qu'ils auront opéré eux-mêmes, certains pourront adopter une position moralisatrice arbitraire et ostentatoire. Par exemple, sans avoir aucunement atteint leurs ambitions de « sauvetage de la nature », les mouvements dits d'écologie radicale sont déjà très prompts à juger les citoyens pour leur attentisme ou les politiques pour leur hypocrisie. Les techno-scientistes pour leur part ne se retiennent pas de condamner les néo-ruraux permaculteurs, les climato-négationnistes jugent quant à eux qu'ils ont seuls la bonne

définition du doute et que toute autre interprétation est servilité au « système » etc. Ce réflexe sera-t-il contrebalancé demain, pour celui qui sera jugé, par le bénéfice d'avoir retrouvé la souveraineté de ses choix, ainsi que par la dignité de ne les assumer que par lui-même ? Les juges verraient alors leur sentence se diluer et perdre toute valeur devant ce qui serait, cette fois, une authentique capacité de résilience : en acceptant le changement et l'adaptation, ceux qui écriront eux-mêmes leur existence en respectant les lois du monde conserveront leur force, ceux qui s'illusionneront encore sur une toute puissance qui n'a de valeur que par le mépris de l'autre seront incapables de surmonter les épreuves à venir.

### **3.5 Théorie écologique de l'esprit**

Pour reprendre l'idée que la substitution causale participerait aux fondements du développement de la psyché, nous pourrions considérer qu'elle serait une condition nécessaire à la pensée magique, si présente dans l'écologie. En dissociant les effets de leurs causes naturelles, tout devient possible pour l'esprit, et l'humain serait bien cette espèce capable d'être convaincue que son imaginaire a plus grande valeur de vérité que la réalité elle-même.

En préliminaire à une réflexion future, nous pourrions envisager que la substitution causale pourrait avoir participé à la construction des langages élaborés, la distinction des pronoms (ce que je fais et ce que nous faisons n'est pas ce qu'il/elle, ils/elles font), ainsi que l'articulation grammaticale de l'action verbalisée pourraient provenir de ce qu'il aura été nécessaire, dans la perspective d'un gain adaptatif par surexploitation des ressources, de négocier par le langage des narrations différenciées et différenciantes. La maîtrise d'une articulation langagière plus complexes et élaborée aurait alors permis une emprise plus sûre et plus difficile à contrecarrer par les populations aux langages plus frustes, moins capables de s'écrire une légitimation adaptative permettant la spoliation des ressources et le rejet de leur propre responsabilité.

## **4 Singularité écologique**

La perspective générale du risque d'effondrement et l'ensemble des hypothèses proposées au cours de ces articles pour comprendre la totale inefficacité de l'écologie, qu'elle soit scientifique, politique ou philosophique pour amenuiser les dégâts constituent peut-être un ensemble de propositions fausses, qui pourront être réfutées. Mais ces propositions ne font pas de promesse, leur seule ambition est de décrire les événements tels qu'ils se déroulent, non tel que nous les préférerions.

En appui sur le principe de compétition et sur le principe de responsabilité autonome, l'étude de l'écologie et désormais la collapsologie[24] (« étude de l'effondrement », indispensable étant donnés les risques), pourraient s'engager dans un nouveau projet ambitieux, mais sans doute le seul à pouvoir avoir des effets concrets : utiliser le principe de compétition à l'avantage de la mise en œuvre des aménagements attendus et

indispensables afin de minimiser les risques d'emballlement systémique, de dérive idéologique, de dérive vers la violence.

En vertu de ce principe de compétition pour l'existence, et en application stricte du principe de responsabilité autonome, il revient assurément à ceux qui envisagent un autre avenir que le déclin, ou même un avenir meilleur, d'assurer que c'est possible. Il revient aux promoteurs du développement durable, de la croissance verte, de la décroissance heureuse (démocratique et qui n'exclut personne), de la substitution des énergies en vue d'une « décarbonation » de nos sociétés, aux défenseurs d'une « énergie libre » qui assurerait un développement infini ou encore à ceux qui souhaitent provoquer la chute de la civilisation afin de permettre un « retour aux sources » salvateur etc. de démontrer qu'ils peuvent assumer leurs ambitions. La charge de la preuve est du côté de ceux qui font des promesses.

Cette mise en œuvre du principe de responsabilité autonome, parce qu'elle interdit la défaisse et contraint l'esprit à se réintéresser au réel directement perçu et à son histoire plutôt qu'à une altérité ou un futur hypothétique, paraît être la seule façon d'atteindre ce que nous appellerons la « singularité écologique », c'est-à-dire *ce moment de l'histoire à partir duquel l'ensemble des humains dominants (qui régissent ou influencent peu ou prou, directement ou indirectement, par leurs décisions ou leur niveau de vie l'adaptation de tous les autres humains) accepteraient d'admettre que le développement de l'humanité est terminé et que les conditions de confort et de santé, même pour les plus privilégiés ne pourraient que se réduire.*<sup>[25]</sup>

La singularité écologique, par l'entremise du principe de responsabilité autonome, c'est en particulier replacer face à leurs responsabilités chacun de ceux qui ont choisi d'avoir du pouvoir, de faire partie des humains qui peuvent influencer par leurs décisions le cours de l'évolution d'une communauté, ce que ne peuvent pas faire des citoyens isolés : les politiques, les industriels, les lobbys etc. Ces personnes ou groupements de personnes situés aux postes clés, en les obligeant à assumer par eux-mêmes les effets de leurs décisions, puisque leurs interlocuteurs resteront hermétiques à leur défaisse, se retrouveront contraints à attester que leurs promesses sont compatibles avec la réalité.

Bien sûr, la condition sine qua non à la mise en œuvre de cet objectif dépendra de ce que tout un chacun saura appliquer le principe de responsabilité autonome. La compétition ne devra plus s'opérer par défaisse de responsabilité, par opposition des discours indépendamment de l'action, mais justement entre la réalité des effets de l'action et les promesses faites. Les citoyens sont responsables de leur impact sur l'environnement, les décideurs sont responsables de leur propre impact ET des décisions qu'ils prennent pour la communauté. Puisqu'il est une mission claire de quiconque a le pouvoir de se préoccuper de l'avenir, il ne relèvera d'aucun prosélytisme de s'adresser aux puissants pour leur faire entendre combien notre avenir est compromis à cause de la destruction écologique vitale.

Afin d'atteindre la singularité écologique, et même si nous devons toujours négocier

entre le statu quo et le désengagement, personne ne devra plus se défaire de sa responsabilité devant l'avenir du monde. En serons-nous capables ?

## 5 Valeurs

Il n'y a pas d'inquiétude majeure à avoir sur le « comment » de l'adaptation à venir, nous saurons faire. Comme nous l'avons présenté dans les articles précédents, nous saurons faire non pas parce que nous sommes une espèce plus intelligente ou parce que notre capacité à écrire une morale artificielle que nous croyons supérieure nous attribue un destin privilégié. Nous saurons faire simplement parce que, selon le principe de compétition et de sélection, tous les possibles seront tentés et que les mauvaises idées et ceux qui les portent seront distancés ou éliminés.

Bien sûr, et nous verrons là le sujet principal de notre inquiétude, dans un contexte où les possibles se restreignent, en particulier pour l'agriculture et la santé, la perspective d'une stabilité démographique de la population après 2050 est hautement improbable. [\[26\]](#) Le taux de décès passera inévitablement un jour au-dessus de celui des naissances. Nous nous adapterons au déclin, contraints et forcés. Il est trop tôt pour estimer des capacités de l'humain à survivre à long terme à ce déclin, cette survie éventuelle étant très largement dépendante de l'état général de la biosphère et de ce que son instabilité ne contraindra pas les humains de demain au versant autodestructeur de la compétition. Si en effet la biosphère est trop endommagée et chaotique, exerçant une trop forte pression sur les populations, la stabilité adaptative à terme reste hautement hypothétique.

Ce qu'il faut faire, nous le savons déjà : il faut adapter nos sociétés à un monde contraint sur tous les fronts de leurs approvisionnements : énergie, matières premières, alimentation. Nous devons opérer cette adaptation en « dynamique de négativité », c'est-à-dire dans la perspective d'une réduction stricte de ces approvisionnements et d'une diminution de notre capacité à nous adapter, diminution qui pourra être tempérée par des paliers mais qui pourra aussi subir des accélérations (des ruptures) imprédictibles. Toutes les initiatives qui visent à anticiper la réduction des potentiels d'adaptation sont donc à promouvoir : Low-Tech, déplacements doux, circuits courts etc.

Quoi qu'il en soit, quelles que soient les échéances et notre destinée finale, et en prolongement du diagnostic que nous proposons de l'échec de l'écologie contemporaine, peut-être pouvons-nous envisager pour demain réinvestir des valeurs que l'aveuglement sur ce que nous sommes nous a fait oublier.

Nous sommes âgés de 4 milliards d'années. Nous sommes bien le résultat d'une évolution par sélection qui nous aura propulsés au sommet de la chaîne de prédation, pour notre avantage éphémère et dans la destruction irrémédiable de ces mêmes conditions d'existence qui auront permis notre apparition. Cet héritage est terrible et lourd, mais nous devons l'assumer, nous devons en être à la hauteur, que notre choix s'oriente vers le désengagement par courage, ou le statu quo par faiblesse. Si aujourd'hui les repères se fragilisent, si nos sociétés ne savent plus investir de projet

pour leur avenir, perdues qu'elles sont devant les dégâts, les pénuries et la paralysie à venir dues à la déplétion énergétique, il reste que nous pouvons malgré tout continuer à regarder haut devant, transmetteurs et intermédiaires que nous sommes de ce que l'évolution aura fait de nous.

Nous pouvons encore être dignes de cet absurde mais implacable projet évolutif : nous participons à la construction du grand lien qui tient ensemble tous les éléments qui constituent le réel instantané et historique, tout l'Univers. Nous nous rangerons à cette acception de la dignité qui nous met face à nos responsabilités : nous existons, et ce simple privilège doit nous interdire de nous rabaisser, de nous vautrer, d'user en particulier de quelque stratagème moral qui viserait à soustraire de l'existence humaine quelque humain que ce soit sur le simple critère qu'il existerait ou penserait différemment. L'évolution nous a fait riches et forts de nos différences, la dignité devant elle sera de promouvoir cette richesse afin de mieux traverser les écueils à venir, face auxquels nous serons d'autant plus forts que nos ressources culturelles et nos compétences seront diversifiées.

Être digne de l'évolution et de sa complexité obligera certains à se confronter à leurs retranchements, à faire appel en eux à des ressorts d'ouverture et de tolérance qu'ils n'auront pas encore apprivoisés, d'autant moins peut-être que le réflexe premier en période d'incertitude est souvent de se replier sur son égoïsme et sa petitesse. Nous retiendrons là encore ce que le principe de responsabilité autonome envisage pour demain : tout le monde est acteur du déclin et de l'effondrement. Prolonger la défausse et l'attribution à d'autres que soi cette responsabilité que nous partageons tous ne pourra désormais plus sortir du champ de la malhonnêteté. La valeur d'honnêteté complètera celle de dignité et toutes deux nous placeront à la fois dans l'histoire dont nous héritons et dans le temps de sa perpétuation.

Une ultime valeur nous placera dans le temps des lendemains : la vergogne. Nous comprendrons ici la vergogne comme *la crainte d'une honte future*, et nous ne serons pas surpris qu'elle ait été de ces valeurs oubliées de tous en période d'accélération de la destruction de l'environnement, quand elle a été favorablement investie à d'autres périodes de l'histoire, plus douces.

*« Sous un certain angle, la honte apparaît comme l'exact opposé de la colère. La colère est conçue par les médiévaux comme un mouvement véhément de désir ; la honte s'accompagne d'un retrait, voire d'une fuite. La première donne la satisfaction de s'être comporté conformément à ses valeurs, la seconde provoque un dégoût de soi dans la douleur d'avoir failli à ces mêmes valeurs. Il y a néanmoins des ressemblances qui peuvent faciliter les rapprochements, en particulier des signes somatiques, puisque la colère comme la honte se manifestent par le rougissement, si bien qu'il n'est pas rare qu'un rougissement de colère se mue en un rougissement de honte, et inversement. (...)*

*Selon Thomas d'Aquin, qui suit Aristote, la vergogne, (verecundia) est l'émotion de ceux qui craignent d'être exposés à la réprobation publique. Elle est une forme de honte*

*modérée ressentie par anticipation, afin de se prémunir des affres consécutives à la faute accomplie. Selon la tradition, la vergogne sied tout particulièrement aux femmes, pour qui les risques sont considérables, ainsi qu'aux jeunes gens qui sont encore en train d'apprendre à discriminer le bien du mal. »*[27] (Damien Boquet, Piroska Nagy)

Quoi que nous fassions désormais, nous sommes conscients de ce que signifie exister au regard de la question écologique et de l'avenir de l'humanité. Nos descendants hériteront de nos choix et ce que nous devons déjà assumer ils le devront également, mais chaque jour dans un monde plus difficile. La vergogne nous aidera à opérer notre adaptation, elle nous rappellera à chaque instant de nos vies que ce que nous faisons aujourd'hui sera aussi la meurtrissure, la larme d'un de nos enfants.

Agir désormais sans vergogne interdira toute noble élection dans les récits que se transmettront les humains de demain.

## **6 Transition 2017**

Nous avons proposé au cours de ces quatre textes un diagnostic de notre incapacité à modifier notre trajectoire adaptative, alors que notre niveau de connaissance des risques est suffisamment élevé. Avant même sa réalisation, le seul risque de la destruction de l'équilibre écologique vital aurait dû nous faire stopper tout développement, nous n'avons pourtant appliqué aucun principe de précaution, nous avons même continué à accélérer.

Les premières conclusions auxquelles nous avons été menés – essentiellement que la protection de l'environnement est impossible et que le principe de compétition ne peut être contourné – nous ont permis d'affiner le diagnostic en explorant ce que notre esprit est capable de comprendre et interpréter à la faveur de ses intérêts, des intérêts adaptatifs de l'espèce qui le porte.

D'aucuns interpréteront la disqualification de la possibilité de la protection de l'environnement comme un appel au statu quo, voire à l'accélération. Il n'en est évidemment rien et concernant en particulier l'extermination de la vie sauvage et la souffrance animale, nous pourrions conclure, puisque la discontinuité entre la nature et nous n'existe pas, et dans l'application à nouveau du principe de responsabilité, que nous sommes aussi les animaux que nous exterminons.

Pour l'avenir, en particulier dans l'ambition d'une réforme du cadre moral et conflictuel dans lequel l'humanité évolue habituellement, les perspectives d'action qui nous restent laissent augurer que le déclin des possibilités d'adaptation ne se traduise pas nécessairement par un emballement menant à un effondrement rancunier, violent, obscurantiste à tous égards.

Toutefois, bien que le diagnostic semble pertinent, l'application du principe de responsabilité autonome reste peut-être hors de notre atteinte. La compétition pourrait être trop grande, les dénis trop massifs, la lâcheté trop répandue. Trop peu d'entre nous

seraient capables d'accepter qu'ils agissent par eux-mêmes la destruction de leur avenir et de celui de leurs enfants. Nous devons envisager que l'organisation future des échanges entre communautés continue – jusqu'à la fin – selon la « *Loi de la dichotomie à l'axe* », c'est-à-dire dans une substitution causale qui resterait première et nécessaire dans la justification de l'action, qui structurerait encore toute relation humaine dans une opposition toujours opportune. [28] Il faut envisager qu'assumer nos responsabilités à l'unisson soit au-delà de nos capacités, ce qui attesterait que la substitution causale serait bien ce qui nous définit en propre, ce qui nous rendrait aussi incapables de nous extraire de notre condition.

Si le principe de responsabilité autonome reste inapplicable et qu'il ne résout pas la question de notre devenir collectif, il en clarifie en tout cas les modalités et permettra de nous positionner mieux, avec des repères plus solides, dans la complexité et le chaos à venir. Il permettra en particulier de nous épargner quantité d'analyses qui ne tiennent plus et dont on pourrait même estimer qu'elles favorisent rejet, déni et procrastination en appliquant à la lettre et de façon parfois aussi obscure que sophistiquée la substitution causale. Depuis que l'humain écrit, combien de textes partent du principe arbitraire et réducteur que la cause des problèmes est ici où là, industrielle, économique, financière, politique, religieuse ? L'honnêteté et le réel désir de pouvoir regarder nos enfants en face doivent pourtant nous faire admettre que la responsabilité de la destruction de l'environnement revient à l'humanité tout entière, vous, moi, nous tous, et que seule cette révélation permettra de nous confronter dans la solidarité à la construction du monde de demain.

### Notes et références :

[1] Association Adrastia : « *Nous sommes à la veille d'un basculement écologique planétaire inédit* » Interview de Vincent Mignerot par Vincent Froget, pour Le Comptoir, 2016. <https://comptoir.org/2016/05/25/association-adrastia-nous-sommes-a-la-veille-dun-basculement-ecologique-planetaire-inedit/>

[2] Préserver l'efficacité des antibiotiques, Haute Autorité de Santé, 2016. « En France, les résistances bactériennes continuent de croître, malgré la mise en œuvre d'actions visant à les limiter depuis près de quinze ans. » [http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c\\_1751877/fr/preserver-l-efficacite-des-antibiotiques](http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_1751877/fr/preserver-l-efficacite-des-antibiotiques)

[3] Le climat change, les épidémies aussi, Courrier International, 2010. <http://www.courrierinternational.com/article/2009/04/30/le-climat-change-les-epidemies-aussi>

[4] Définition CNRTL : <http://www.cnrtl.fr/definition/performative>

[5] Nous ne rejetons pas que la médecine moderne, très performante mais dépendante de sociétés riches, traite aujourd'hui de nombreuses maladies et pathologies qui n'auraient pas émergé sans l'agriculture, les grandes villes et nombre de polluants dont nos sociétés ne savent pas se passer. Nous retrouverions ici encore le syndrome de la Reine Rouge vu précédemment : nous devons aussi nous adapter aux dégâts que notre évolution a causés, ce qui participe à générer d'autres dégâts etc.

Illich Y. 1981. *Némésis médicale, l'expropriation de la santé*. Paris : Seuil

L'agriculture ou la pire erreur de l'histoire de l'humanité. Par Jared Diamond, Prof. UCLA School of Medicine. Discover-May 1987, pp. 64-66

[6] Gaffney O. Steffen W. The Anthropocene equation. First Published February 10, 2017. DOI : 10.1177/2053019616688022

[7] Wikipédia – Résilience : <https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9silience>

[8] CNRTL – Résilience : Étymol. et Hist. 1906 *résélie* (*La Vie au grand air*, 19 janv., p. 53b ds Quem. DDL t. 17); 1911 *résilience* (*Lar. mens.*, janv., p. 20). Empr. à l'angl. *resilience*, att. dans ce sens dès 1824 (*NED*), spécialisation de *resilience* « fait de rebondir » (1626, Bacon, *ibid.*), dér. de *resilient*, propr. « rejaillissant, rebondissant » (*resilient\**). Rey-Gagnon *Anglic*. 1981. <http://www.cnrtl.fr/etymologie/r%C3%A9silience>

[9] Carton H., Servigne P., Sinā A., Stevens R., 2015. *Petit Traité de résilience locale*. Éditions ECLM

[10] Coluche, Misère (sketch), 1978

[11] Si le principe de responsabilité autonome semble se faire l'héritier du « Principe responsabilité » de Hans Jonas, il diffère notamment, dans notre diagnostic de l'échec des écologies philosophiques et politiques, en ce qu'il ne prolonge pas le paradigme naturaliste et ses dérivées qui découpleraient l'humain de ce qui le définit par ailleurs, comme la technologie et ses usages, ni ne discute du droit comme d'une entité indépendante de l'action, avec laquelle il serait possible de négocier par l'intellect. Alors que le Principe responsabilité de Jonas a pu participer à la complexification de la pensée écologique sans en résoudre les questionnements fondamentaux ni obtenir de résultat pour préserver l'avenir, le principe de responsabilité autonome réduit le champ des possibles, la pensée et la responsabilité à la binarité imposée par le principe de vie : l'action impacte, l'absence d'action est la mort. L'hypothèse que nous explorons est bien que la richesse du cadre de négociation qui estime du droit humain à agir sur l'environnement ait pour objet véritable – mais non revendiqué – non pas de restaurer le cadre strict et irréductible de la binarité de la régulation mais de codifier ce cadre en langages non naturels, non compatibles avec les échanges qui régissent les interactions entre les êtres vivants, de le complexifier en espérant maîtriser les règles de cette complexification pour qu'elles se substituent au mieux aux règles naturelles afin d'éloigner de l'esprit, et de l'émotion, ce qu'agir entraîne toujours dans le réel. Humain, technologie, législation construite par l'esprit se réfèrent dans notre analyse à la totalité de l'unique et insécable système bio-anthropotechnique en évolution intégrée, le diagnostic étant justement qu'il n'est pas possible de décorrélérer intérêt humain dans l'évolution et déploiement des moyens qui lui permettent l'acquisition d'avantages, ni même de dissocier de l'action le cadre moral qui lui correspond. Voir Jonas H. 1990. Le principe responsabilité, Champs Flammarion

[12] « *Le bon sens est la chose la mieux partagée car chacun pense en être si bien pourvu, que même ceux qui sont les plus difficiles à contenter en toute autre chose, n'ont point coutume d'en désirer plus qu'ils en ont. En quoi il n'est pas vraisemblable que tous se trompent ; mais plutôt cela témoigne que la puissance de bien juger, et de distinguer le vrai d'avec le faux, qui est proprement ce qu'on nomme le bon sens ou la raison, est naturellement égale en tout homme ; et qu'ainsi la diversité de nos opinions ne vient pas de ce que les uns sont plus raisonnables que les autres, mais seulement de ce que nous conduisons nos pensées par diverses voies, et ne considérons pas les mêmes choses. Car ce n'est pas assez d'avoir l'esprit bon, mais le principal est l'appliquer bien.* » Descartes, Discours de la méthode, (1637)

[13] Bihouix P. 2014. *L'âge des low-tech : Vers une civilisation techniquement soutenable*. Paris : Seuil

[14] Paradoxe de Jevons (économiste), 1865 et postulat de Khazzoom-Brookes – Harry Saunders, 1992 :

*À mesure que les améliorations technologiques augmentent l'efficacité avec laquelle une ressource est employée, la consommation totale de cette ressource peut augmenter au lieu de diminuer.*

[15] Giraud G. Roman P. Lalucq A. Frémeaux P. 2014. *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage ?* Les Petits Matins et l'Institut Veblen

[16] Rapport thématique OXFAM, *Insatiable richesse : Toujours plus pour ceux qui ont déjà tout*. Deborah Hardoon, Chercheur expert, 2015

[17] Research Institute Thought leadership from Credit Suisse Research and the world's foremost experts, 2014, p. 98

[18] Mackenzie, H., Messinger, H., & Smith, R. (2008): *Size matters: Canada's ecological footprint, by income*. Canadian Centre for Policy Alternatives. Autre étude sur le sujet : Gutowski, T., Taplett, A., Allen, A., Banzaert, A., Cirincione, R., Cleaver, C., ... Wolf, M. (2008). Environmental Life Style Analysis (ELSA). In *IEEE*

*International Symposium on Electronics and the Environment* [4562900] DOI: [10.1109/ISEE.2008.4562900](https://doi.org/10.1109/ISEE.2008.4562900)

[19] Nous suivrons avec attention les projets de monnaie locale dont pourront émerger des monnaies de substitution si les principales venaient à défaillir.

[20] TRE = Taux de Retour Énergétique, dit aussi ERoEI pour Energy Return on Energy Invested. « *L'ERoEI est le rapport entre l'énergie récupérée et l'énergie consommée pour cette production. ERoEI = (Energie récupérée) / (Energie consommée pour la production)* ». Benoît Thévard, La diminution de l'énergie nette, frontière ultime de l'Anthropocène, Institut Momentum, Séminaire du 13 décembre 2013

[21] Baumard N. Hyafil A. Morris I. Boyer P. Increased Affluence Explains the Emergence of Ascetic Wisdoms and Moralizing Religions. Published Online: December 11, 2014  
DOI: <http://dx.doi.org/10.1016/j.cub.2014.10.063>

[22] L'expérience de Milgram est une expérience de psychologie réalisée entre 1960 et 1963 par le psychologue américain Stanley Milgram. Cette expérience cherchait à évaluer le degré d'obéissance d'un individu devant une autorité qu'il juge légitime et à analyser le processus de soumission à l'autorité, notamment quand elle induit des actions qui posent des problèmes de conscience au sujet. (Wikipédia)

[23] Etienne de La Boétie. 1997. *Discours de la servitude volontaire*. Paris : **Mille Et Une Nuits**

[24] Servigne P. Stevens R. 2015. *Comment tout peut s'effondrer*. Paris : Seuil

[25] *La singularité écologique*. Vincent Mignerot, 2015 : <http://www.theorie-de-tout.fr/2015/02/23/singularite-ecologique/>

[26] Meadows D. H. 2012. *Les limites de la croissance dans un monde fini*. Paris : Rue de l'échiquier

[27] Boquet D. Nagy P. 2015. *Sensible Moyen Âge – Une histoire des émotions dans l'Occident médiéval*. Paris : Seuil

[28] Mignerot V. 2014. *Le piège de l'existence*. Lyon : SoLo Editions – Article en ligne : <http://www.theorie-de-tout.fr/2011/07/16/dichotomie-a-laxe-et-libre-arbitre/>

## **Bibliographie de l'ensemble des textes de la série Transition 2017 :**

Andrew J. Trant, Wiebe Nijland, Kira M. Hoffman, Darcy L. Mathews, Duncan McLaren, Trisalyn A. Nelson & Brian M. Starzomski. Intertidal resource use over millennia enhances forest productivity. *Nature Communications* 7, Article number: 12491 (2016). doi:10.1038/ncomms12491

Auzanneau M. 2015. *Or noir: La grande histoire du pétrole*. Paris : La Découverte

Bartlett, L. J., Williams, D. R., Prescott, G. W., Balmford, A., Green, R. E., Eriksson, A., Valdes, P. J., Singarayer, J. S. and Manica, A. (2016), Robustness despite uncertainty: regional climate data reveal the dominant role of humans in explaining global extinctions of Late Quaternary megafauna. *Ecography*, 39: 152–161. doi:10.1111/ecog.01566

Baumard N. Hyafil A. Morris I. Boyer P. Increased Affluence Explains the Emergence of Ascetic Wisdoms and Moralizing Religions. Published Online: December 11, 2014 DOI: <http://dx.doi.org/10.1016/j.cub.2014.10.063>

Bihouix P. 2014. *L'Âge des low tech, Vers une civilisation techniquement soutenable*. Paris : Seuil

Bioaccumulation of persistent organic pollutants in the deepest ocean fauna. Alan J. Jamieson, Tamas Malkocs, Stuart B. Piertney, Toyonobu Fujii & Zulin Zhang. *Nature Ecology & Evolution* 1, Article number: 0051 (2017) doi:10.1038/s41559-016-0051

Boquet D. Nagy P. 2015. *Sensible Moyen Âge – Une histoire des émotions dans l'Occident médiéval*. Paris : Seuil

Bourg D. Papaux A. 2015. *Dictionnaire de la pensée écologique*. Paris : Presses Universitaires de France

Campbell J. 2010. *Le héros aux mille et un visages*. Toulouse. Oxus

Carton H., Servigne P., Sinaï A., Stevens R., 2015. *Petit Traité de résilience locale*. Éditions ECLM

- Descola P. 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris, Gallimard
- Diamond J. 2009. *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Paris : Folio
- Earth's Energy Imbalance: Confirmation and Implications. By James Hansen, Larissa Nazarenko, Reto Ruedy, Makiko Sato, Josh Willis, Anthony Del Genio, Dorothy Koch, Andrew Lacis, Ken Lo, Surabi Menon, Tica Novakov, Judith Perlwitz, Gary Russell, Gavin A. Schmidt, Nicholas Tausnev. *Science* 03 Jun 2005 : 1431-1435
- Faurby S. and Svenning J.-C. (2015), Historic and prehistoric human-driven extinctions have reshaped global mammal diversity patterns. *Diversity Distrib.*, 21: 1155–1166. doi:10.1111/ddi.12369
- Fressoz J.-B. Pour une histoire désorientée de l'énergie. Daniel Thevenot. *25èmes Journées Scientifiques de l'Environnement – L'économie verte en question*, Feb 2014, Créteil, France. JSE-2014 (04), 2014, Journées Scientifiques de l'Environnement. <hal-00956441>
- Fressoz J.-B. Bonneuil C. 2013. *L'événement anthropocène – La Terre, l'histoire et nous*. Paris : Seuil
- Gaffney O. Steffen W. The Anthropocene equation. First Published February 10, 2017. DOI : 10.1177/2053019616688022
- Giraud G. Roman P. Lalucq A. Frémeaux P. 2014. *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage ?* Les Petits Matins et l'Institut Veblen
- Guadalupe Monge, Francisco J. Jimenez-Espejo, Antonio García-Alix, Francisca Martínez-Ruiz, Nadine Mattielli, Clive Finlayson, Naohiko Ohkouchi, Miguel Cortés Sánchez, Jose María Bermúdez de Castro, Ruth Blasco, Jordi Rosell, José Carrión, Joaquín Rodríguez-Vidal & Geraldine Finlayson. Earliest evidence of pollution by heavy metals in archaeological sites. *Scientific Reports* 5, Article number: 14252 (2015). doi:10.1038/srep14252
- Harari Y. N. 2015. *Sapiens : Une brève histoire de l'humanité*. Paris : Albin Michel
- Illich Y. 1981. *Némésis médicale, l'expropriation de la santé*. Paris : Seuil
- Jonas H. 1990. *Le principe responsabilité*, Champs Flammarion
- Kaplan JO, Pfeiffer M, Kolen JCA, Davis BAS (2016) Large Scale Anthropogenic Reduction of Forest Cover in Last Glacial Maximum Europe. *PLoS ONE* 11(11): e0166726. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0166726>
- Katharine L Ricke and Ken Caldeira. Maximum warming occurs about one decade after a carbon dioxide emission. Published 2 December 2014 • © 2014 IOP Publishing Ltd – <http://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/9/12/124002/meta>
- La Boétie É. 1997. *Discours de la servitude volontaire*. Paris : Mille Et Une Nuits
- Lafargue, J. N. 2012. *Les Fins Du Monde De L'Antiquité à Nos Jours*. Paris : François Bourin Editeur
- Le Quellec J.-L. « En Afrique, pourquoi meurt-on ? Essai sur l'histoire d'un mythe africain », *Afriques* [En ligne], Varia, mis en ligne le 28 juillet 2015, consulté le 04 avril 2017. URL : <http://afriques.revues.org/1717>
- Levis\* C.,†, F. R. C. Costa, F. Bongers, M. Peña-Claros, C. R. Clement, A. B. Junqueira, E. G. Neves, E. K. Tamanaha... Persistent effects of pre-Columbian plant domestication on Amazonian forest composition. *Science* 03 Mar 2017: Vol. 355, Issue 6328, pp. 925-931. DOI: 10.1126/science.aal015
- MacArthur, R. and Wilson, E. O. (1967). *The Theory of Island Biogeography*, Princeton University Press (2001 reprint)
- Mackenzie, H., Messinger, H., & Smith, R. (2008): Size matters: Canada's ecological footprint, by income. Canadian Centre for Policy Alternatives. Autre étude sur le sujet : Gutowski, T., Taplett, A., Allen, A., Banzaert, A., Cirinciore, R., Cleaver, C., ... Wolf, M. (2008). Environmental Life Style Analysis (ELSA). In IEEE International Symposium on Electronics and the Environment [4562900] DOI: 10.1109/ISEE.2008.4562900
- Marion King Hubbert, American Petroleum Institute. Division of Production. Southern District, Shell Development Company. Exploration and Production Research Division. Shell Development Co., Exploration

and Production Research Division, 1956

Meadows D. H. 2012. *Les limites de la croissance dans un monde fini*. Paris : Rue de l'échiquier

Mignerot V. 2014. *Le piège de l'existence*. Lyon : Éditions SoLo

Mignerot V. 2014. *Synesthésie et probabilité conditionnelle – Lire le langage de programmation de l'Univers, accéder à une théorie de tout ?* Lyon : Éditions SoLo

Mignerot V. 2014. *Le piège de l'existence – Pour une théorie écologique de l'esprit*. Lyon : Éditions SoLo

Picq P. 2003. *Au commencement était l'homme : De Toumaï à Cro-Magnon*. Paris : Odile Jacob

Picq P. 2013. *De Darwin à Lévi-Strauss*. Paris : Odile Jacob

Roddié F. 2012. *Thermodynamique de l'évolution : Un essai de thermo-bio-sociologie*. Artignosc-sur-Verdon : Paroles éditions

Ruddiman W. F. *Climatic Change* (2003) 61: 261. doi:10.1023/B:CLIM.0000004577.17928.f8

Sara Graça da Silva, Jamshid J. Tehrani. Comparative phylogenetic analyses uncover the ancient roots of Indo-European folktales. Published 20 January 2016. DOI: 10.1098/rsos.150645

<http://rsos.royalsocietypublishing.org/content/3/1/150645>

Scherjon, Fulco, et al. "Burning the Land: An Ethnographic Study of Off-Site Fire Use by Current and Historically Documented Foragers and Implications for the Interpretation of Past Fire Practices in the Landscape." *Current Anthropology*, vol. 56, no. 3, 2015, pp. 299–326., [www.jstor.org/stable/10.1086/681561](http://www.jstor.org/stable/10.1086/681561).

Servigne P. Stevens R. 2015. *Comment tout peut s'effondrer*. Paris : Seuil

Simon L. Lewis & Mark A. Maslin. Defining the Anthropocene. *Nature* 519, 171–180 (12 March 2015)  
doi:10.1038/nature14258

Thévard B. *La diminution de l'énergie nette, frontière ultime de l'Anthropocène*. Institut Momentum, Séminaire du 13 décembre 2013

Wright D. K. (2017) Humans as Agents in the Termination of the African Humid Period. *Front. Earth Sci.* 5:4. doi: 10.3389/feart.2017.00004

Yu, H., M. Chin, T. Yuan, H. Bian, L. A. Remer, J. M. Prospero, A. Omar, D. Winker, Y. Yang, Y. Zhang, Z. Zhang, and C. Zhao (2015), The fertilizing role of African dust in the Amazon rainforest: A first multiyear assessment based on data from Cloud-Aerosol Lidar and Infrared Pathfinder Satellite Observations. *Geophys. Res. Lett.*, 42, 1984–1991. doi: 10.1002/2015GL063040.

Zickfeld K. Herrington T. The time lag between a carbon dioxide emission and maximum warming increases with the size of the emission. Published 10 March 2015 • © 2015 IOP Publishing Ltd –  
<http://iopscience.iop.org/1748-9326/10/3/031001>

## **Sites consultés :**

Association Adrastia : « *Nous sommes à la veille d'un basculement écologique planétaire inédit* » Interview de Vincent Mignerot par Vincent Froget, pour Le Comptoir, 2016. <https://comptoir.org/2016/05/25/association-adrastia-nous-sommes-a-la-veille-dun-basculement-ecologique-planetaire-inedit/>

Bardi U. L'effet Sénèque : pourquoi le déclin est plus rapide que la croissance – <http://adrastia.org/effet-seneque/> et <http://cassandralegacy.blogspot.fr/2011/08/seneca-effect-origins-of-collapse.html>

L'équation de Kaya expliquée par Jean-Marc Jancovici : <https://jancovici.com/changement-climatique/economie/quest-ce-que-lequation-de-kaya/>

La COP 21 : <http://www.gouvernement.fr/action/la-cop-21>

Le climat change, les épidémies aussi, *Courrier International*, 2010.

<http://www.courrierinternational.com/article/2009/04/30/le-climat-change-les-epidemies-aussi>

Rubrique « Culture » du site de l'association Adrastia : <http://adrastia.org/culture/>

Stanislas Dehaene, Collège de France : Le cerveau statisticien, la révolution Bayésienne en sciences cognitives : <http://www.college-de-france.fr/site/stanislas-dehaene/course-2011-2012.htm>

Synthèses des données et références sur le site de l'association Adrastia : <http://adrastia.org/synthese-donnees/>

Terrestrial Energy : <http://terrestrialenergy.com/>

Théories sur les risques d'effondrement de la civilisation industrielle, Wikipedia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9ories\\_sur\\_les\\_risques\\_d%27effondrement\\_de\\_la\\_civilisation\\_industrielle](https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9ories_sur_les_risques_d%27effondrement_de_la_civilisation_industrielle)

#### **Autres documents consultés :**

Arnsperger C. et Bourg D. Vers une économie authentiquement circulaire : <https://www.cairn.info/revue-de-1-ofce-2016-1-page-91.htm>

Bulletin of First National Census for Water. Ministry of Water Resources, P. R. China. <http://www.mwr.gov.cn/2013pcgb/merge1.pdf>

Chambaz G. *Introduction à la collapsologie : Déclin ou effondrement ?* <http://adrastia.org/introduction-collapsologie-chambaz/>

Écologie politique : défi de la durabilité pour les démocraties – MOOC par D. Bourg et G. Salerno : <https://www.coursera.org/learn/ecologie-politique/lecture/xr5jk/v2-principes-et-caracteristiques-representatives-le-citoyen-juge-mis-a-rude>

Hublin J.-J. Paléanthropologue français. Cours au Collège de France : L'aube de l'anthropocène : <http://www.college-de-france.fr/site/jean-jacques-hublin/course-2016-12-13-17h00.htm>

IPCC / GIEC : RT.2.1.1. Variation du dioxyde de carbone, du méthane et du protoxyde d'azote atmosphériques : [https://www.ipcc.ch/publications\\_and\\_data/ar4/wg1/fr/tssts-2-1-1.html](https://www.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/wg1/fr/tssts-2-1-1.html)

L'agriculture ou la pire erreur de l'histoire de l'humanité. Par Jared Diamond, Prof. UCLA School of Medicine. Discover-May 1987, pp. 64-66

L'huile de palme : Aspects nutritionnels, sociaux et environnementaux. État des lieux du Fonds français pour l'alimentation et la santé, page 9

La moitié des vertébrés a disparu en 40 ans – Rapport Planète Vivante 2016 : [http://www.wwf.fr/vous\\_informer/rapport\\_planete\\_vivante\\_2016/](http://www.wwf.fr/vous_informer/rapport_planete_vivante_2016/)

Préserver l'efficacité des antibiotiques, Haute Autorité de Santé, 2016. « En France, les résistances bactériennes continuent de croître, malgré la mise en œuvre d'actions visant à les limiter depuis près de quinze ans. » [http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c\\_1751877/fr/preserver-l-efficacite-des-antibiotiques](http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_1751877/fr/preserver-l-efficacite-des-antibiotiques)

Radiative forcing of carbon dioxide, methane, and nitrous oxide: A significant revision of the methane radiative forcing. Department of Meteorology, University of Reading, Reading, UK. CICERO Center for International Climate and Environmental Research, Oslo, Norway. Correspondence to: K. P. Shine, [k.p.shine@reading.ac.uk](mailto:k.p.shine@reading.ac.uk). First published: 27 December 2016. DOI: 10.1002/2016GL071930

Rapport thématique OXFAM, *Insatiable richesse : Toujours plus pour ceux qui ont déjà tout*. Deborah Hardoon, Chercheur expert, 2015

Research Institute Thought leadership from Credit Suisse Research and the world's foremost experts, 2014, p. 98

Scénario négaWatt : <https://negawatt.org/Scenario-negaWatt-2017>

Shift Project : <http://decarbonizeurope.org/>

Skeptical Science. Climate Change: The 40 Year Delay Between Cause and Effect: <https://skepticalscience.com/Climate-Change-The-40-Year-Delay-Between-Cause-and-Effect.html>

UFR de Mathématiques et Informatique, Université Paris Descartes. Inférence bayésienne : <http://www.math->

[info.univ-paris5.fr/~lerb/rouanet/travaux\\_statistiques/domaines\\_4.html](http://info.univ-paris5.fr/~lerb/rouanet/travaux_statistiques/domaines_4.html)

Vannier J. Directeur de recherche – CNRS, L'explosion Cambrienne :  
<http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosevol/decouv/articles/chap2/vannier.html>

## Élections présidentielles de 2022 : Un programme « collapsologiste » en avant-première !

Association Adrastia novembre 2017

Dans [sa déontologie](#), l'association Adrastia indique *“qu'elle se revendique apolitique, mais qu'elle pourra s'intéresser à l'étymologie du terme « politique » pour questionner les modes de gouvernance en période de crise et d'effondrement”*.

L'article que nous publions aujourd'hui rentre parfaitement dans ce cadre. Sans définir de véritable programme, il s'agira de proposer des pistes de réflexion qui pourront servir à mieux anticiper des perspectives économiques, sociales et de gouvernance complexes, sensibles, fragiles, au cœur d'un contexte de risque d'effondrement de civilisation. Chacun pourra s'inspirer des idées rassemblées dans ce texte pour avancer.

Nous tenons à remercier Florin Malafosse pour son initiative et pour son travail de recueil d'information.



*Synthèse d'échanges proposée par Florin Malafosse, chargé de mission « Territoire à énergie positive » dans le Trièves (38), spécialiste en rien mais intéressé de près aux questions énergétiques en général et à la rénovation thermique en particulier.*

*« Printemps 2022, alors que 5 années de Macronisme s'achèvent douloureusement dans un climat social tendu, les signes de l'effondrement sont plus que jamais visibles : le système économique survit à coup de plans de sauvegardes massifs de la finance internationale, les canicules successives de 2019 et 2021 ont marqué une succession de 6 années consécutives les plus chaudes jamais enregistrées, et l'association Négawatt a renoncé à actualiser son fameux scénario de transition énergétique, qui ne permet plus*

*d'issue satisfaisante à l'horizon 2050... »*

Après une année de promesses électorales de tous bords, force est de constater qu'un certain nombre de problèmes de fond ont été très peu pris en compte alors que les enjeux qu'ils soulèvent sont très lourds de conséquences à moyen terme. Et le moyen terme, en 2022, deviendra vite du court terme.

### **Pourquoi une approche « collapsologiste »**

Depuis 1972 et le rapport du club de Rome, nombre d'analystes pointent l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini, et les recherches sur la fin de la croissance se multiplient au rythme de l'émergence des premiers signes d'effondrement de notre société. Ceux-ci peuvent être environnementaux (crise de la biodiversité, réchauffement climatique, stérilisation des sols, raréfaction des ressources métalliques, énergétiques, etc...) ou sociaux économiques (crises financières, augmentations des inégalités, crises sociales cachées derrière des guerres religieuses ou la montée des extrémismes). C'est l'analyse croisée de ces facteurs qui fait la richesse de l'approche « collapsologiste »[\[1\]](#), qui s'intéresse à l'effondrement de notre modèle de société, et qui prouve que notre futur proche sera très... différent !

A la question du « quand ? » surviendra cet effondrement, la prospective réalisée en 1972 s'est jusqu'ici montrée étonnamment juste par rapport aux difficultés de l'exercice, et ces recherches annonçaient un effondrement global (y compris démographique...) aux alentours de 2030[\[2\]](#).

Un autre moyen pertinent de prendre la mesure de ces changements majeurs qui nous attendent est la lutte contre le réchauffement climatique engagée à dire d'élus depuis la COP21, c'est à dire en décembre 2015. La trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre a été chiffrée et validée au moins au niveau national.

A quoi s'est-on engagé ? À contenir le réchauffement global à 2°, ce qui est déjà lourd de conséquences sur notre environnement, et dramatique dans certains pays déjà peu gâtés en termes de climat. Pour atteindre cet objectif, la France doit diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, voire 6 selon certains experts, et pas en 2049, mais dès aujourd'hui car les GES s'accumulent et ces objectifs intègrent une baisse régulière de nos émissions. Le problème auquel nous sommes confrontés, c'est que nous ne savons pas bien découpler la croissance économique et les émissions de GES, en tous cas pas du tout à la mesure des enjeux. Le premier exemple criant : substituer les énergies fossiles par des renouvelables, et le parc de véhicules par des véhicules électriques est un tel effort industriel qu'il se traduirait à court terme par une augmentation substantielle de nos émissions, en complet désaccord avec les objectifs annoncés. Et cela sans aborder la question des ressources énergétiques et métalliques nécessaires à cet effort industriel, dont le coût financier et environnemental est exponentiel à mesure de leur raréfaction. Les engagements pris par nos représentants inscrivent bien la France dans une décroissance de ses émissions de GES et donc de son

niveau de vie d'un facteur de 3 à 5 d'ici à 2050 (si tant est que nos représentants tiennent leurs engagements, mais c'est une autre question).

Étonnamment, l'ensemble des candidats à la présidentielle de 2017 promettaient la poursuite de la croissance, chacun à sa façon. Aucun n'a envisagé de préparer le pays aux chocs qui l'attendent, qui sont souvent bien identifiés mais pas toujours mis en lien, et qui impliquent une prise de conscience massive et des changements de comportements radicaux. D'où l'idée d'imaginer un programme électoral non pas de transition, mais de préparation à la résilience de la société française à une série de chocs l'amenant à une décroissance aussi forcée que brutale.

### **Une première ébauche collective**

Le présent exercice n'est pas le programme d'un parti. C'est un travail collectif visant à illustrer la réalité d'un projet de résilience de société et à montrer la radicalité dans laquelle s'inscrit la préparation d'un avenir raisonnable à défaut d'être désirable...

Tout est parti d'une perche dans [un groupe Facebook « Transition 2030 »](#) dédié aux discussions sur l'effondrement de la société thermo-industrielle : *« Printemps 2022, vous êtes le candidat "collapsologiste" à l'élection présidentielle, quelles mesures promettez-vous aux français ? »*

Voici une synthèse des propositions des membres de ce groupe, laissant la place à tous les contributeurs qui se sont emparés du sujet. Les contributions sont reformulées et parfois regroupées pour faciliter la lecture.

Si elles sont forcément incomplètes, elles permettent cependant de mesurer le travail nécessaire à un projet complet ! Je ne souscris pas personnellement à l'ensemble de ces propositions, parfois contradictoires, mais pour chacun des axes je vous propose une analyse, qui n'engage que moi, et j'essaie de proposer des pistes de réflexion qui méritent chacune un travail approfondi.

### **Agriculture-Alimentation**

- « réforme agraire : Retour à des parcelles agricoles de taille humaine (10ha, à moduler en fonction des cultures) en s'appuyant sur les SAFER, et investissement massif dans une conversion de l'agriculture parée à affronter un effondrement (évolution de la formation en agriculture mettant en avant les pratiques de permaculture, d'agroforesterie et les cultures anciennes, fonds de recherche agronomique plus en lien avec les savoirs traditionnels). »
- « Remettre progressivement 10 millions de français aux champs sans mécanisation lourde par un meilleur accès aux terres agricoles pour des petits paysans ou les jardins vivriers, en proposant un plan de formation très large. »
- « Réduire la part de l'élevage, et diminuer la part de viande dans l'alimentation. »
- « Développer un système de polyculture-élevage et d'agriculture vivrière

organique couplée à de grandes cultures mécanisées grâce à l'huile de colza avec des engrais fabriqués à l'énergie éolienne. »

- « Imposer des tickets de rationnement sur la viande et autre pour forcer les gens à consommer moins de produits issus des animaux, tout en faisant un travail de pédagogie pour expliquer. »

On voit bien la cible, mais les modalités pour l'atteindre restent floues... Les objectifs visés s'appuient sur une révolution culturelle dans le secteur de l'agriculture à tous les niveaux, avec un avantage considérable : les exemples existent et fonctionnent il faut les systématiser.

La question du foncier est une préoccupation prioritaire étant donnée l'inertie de changement des systèmes fonciers. Les collectivités peuvent être un opérateur pertinent pour installer des fermes communales, permettre l'accès aux habitants à des parcelles dans des jardins partagés...

Quant à la part de viande : les cuisines collectives peuvent montrer l'exemple, et il faut réglementer plus durement l'élevage industriel pour que la qualité augmente considérablement, au risque d'une hausse des coûts qui doit s'accompagner de barrières douanières pour ne pas stimuler les importations de viande low-cost au détriment de nos exploitations. Les « tickets de rationnement » peuvent être une mesure annoncée pour un plus long terme, en accompagnement d'une forte sensibilisation aux impacts de nos différents modes d'alimentation.

### **Aménagement du territoire / logement**

- « Fin de la métropolisation, pour permettre un exode urbain massif indispensable à la nouvelle donne agricole et éviter la scission du territoire en deux entités :
  - d'un côté de grosses métropoles connectées, desservies par tous les services, chères et vectrices d'exclusion sociale, très peu résilientes.
  - des périphéries rurales de plus en plus abandonnées, où sont peu à peu supprimés trains, soins médicaux, poste, écoles, commerces de base, mais qui sont les zones productives.»
- « Rééquilibrer et mailler le territoire le mieux possible, en redonnant plus de poids à toutes les villes "moyennes" et en réorganisant des bassins de vie autour, à une échelle où une intelligence collective peut émerger et avoir prise sur un territoire et ses ressources. »
- « Obligation de mettre des arbres partout en ville au maximum. Utiliser les toits comme champs urbains, végétaliser les parois des immeubles pour garder la fraîcheur dans les villes. Grand programme de protection de la biodiversité : plantation d'arbres par les scolaires, les habitants... »
- « Sanctuarisation des terrains non bâtis par des taxes importantes sur les certificats d'urbanisme »

- « Aide massive à la rénovation thermique basée au maximum sur des éco-matériaux et matériaux issus du recyclage (cartons – plastiques – tissus...) »
- « Stopper les cimenteries et passer aux earthships pour le neuf ou autres habitats transitoires cellulaires. Imaginer une RT 2025 basses émissions. »
- « Mobiliser les architectes sur la multifonctionnalité des bâtiments : Réfléchir, lors de la conception/ construction, aux différents usages d'un bâtiment, puis à sa réutilisation/destruction. Lorsqu'un quartier évolue, au lieu de multiplier les équipements, une crèche peut devenir au cours du temps une école, ou une bibliothèque, ou une ressourcerie, ou une ferme urbaine, etc... Tout ça doit s'apprendre en école d'architecture.

Les réformes de décentralisation ont encore de beaux jours devant elles, et les récentes politiques urbanistiques de densification sont peut-être déjà obsolètes. Reste à trouver un équilibre satisfaisant entre la réduction des trajets des habitants et la possibilité de cultiver en ville.

La construction neuve doit être considérablement ralentie, par des taxes et le gel des grands projets d'investissements publics, malgré la crise du secteur des travaux publics induite (et les pressions des lobbyistes du secteur...), pour favoriser les grands programmes de rénovation. Celle-ci doit s'appuyer sur des matériaux biosourcés afin de permettre le stockage de carbone et diminuer les émissions de GES des travaux : Un bonus/malus CO<sub>2</sub> sur les matériaux pourrait être envisagé pour les rendre compétitifs.

Reste qu'à défaut de bâtiments performants, il sera toujours possible de mettre un ou deux pulls, ce qui reste le moyen le plus sobre de tenir au chaud les corps.

## **Mobilité**

- « Annoncer des limitations de vitesse à 30 en agglomération, 60 sur route et 80 sur autoroute dès 2030, et réduire immédiatement les vitesses à 30, 80 et 110 km/h. Ces annonces doivent arriver très rapidement pour que les constructeurs automobiles proposent le plus rapidement possible des véhicules plus légers, bien moins gourmands, et économes en ressources.»
- « création d'un centre de R&D : rénovation et optimisation de véhicule existant low tech avec bridage du moteur à 80 km/h. »
- « Fixer un plafond croissant pour l'immatriculation des véhicules thermiques (voitures, bateaux, avions), annoncer une limitation des cylindrées des voitures à 600 cc »
- « Interdire immédiatement des courses automobiles, et plus largement des sports mécaniques, ou alors brider les véhicules à 600 cc sur des parcours adaptés »
- « taxation des transports aériens, ou rapprochement progressif de la taxation du kérosène avec celle du diesel et de l'essence »
- « Interdiction du financement public des nouvelles infrastructures de transport

routier ou aérien »

- « Mise en place d'une prime de 10000 € à qui rend son permis de conduire. Il n'y a pas de raison qu'on ait ce type de prime pour un véhicule électrique, alors que rendre son permis est un acte bien plus pertinent, et cela permet de se doter d'un vélo super efficace. »

L'idée de la prime au sevrage est intéressante dans la mesure où elle invite à radicalement changer de paradigme. Par ailleurs, un signal fort sur des contraintes très prochaine de réductions de vitesse et de puissance est le meilleur moyen de faire évoluer le parc de voitures vers de la sobriété. Plutôt que l'interdiction des sports mécaniques dès 2022, le bridage des moteurs peut permettre d'entraîner dans la démarche les fans de sport mécanique en leur apportant de nouveaux défis et en profitant de leurs innovations dans le domaine.

En tout cas il est impératif que les collectivités ne dépensent plus le moindre euro pour faciliter la circulation automobile ou aérienne et qu'elle se concentre sur l'entretien des réseaux, ferrés notamment. On pourrait même imaginer le développement de voies ferrées sur les autoroutes pour redéployer le train à des coûts moindres en infrastructures.

## Gouvernance

- « La première mesure pourrait-être une révision totale des indicateurs, à commencer par le PIB, et intégrant les externalités négatives dans l'évaluation des politiques publiques (création d'une « cour des comptes environnementaux ? ») »
- « Le système démocratique a atteint un certain nombre de limites qui empêchent de mettre en place une politique efficace de résilience, il doit évoluer. Il pourrait être remplacé par des jurys citoyens tirés au sort pour toute décision, avec un panel équilibré d'hommes et de femmes, en fonction de l'âge et de l'origine géographique, ainsi que de la catégorie socio-professionnelle. »
- « Plutôt que sans cesse se comparer à l'Allemagne ou au Royaume Uni, il serait pertinent de mobiliser d'autres modèles comme le Bhoutan par exemple pour ouvrir un peu le débat. »
- « Le gouvernement, et ses ministères, pourront fortement s'inspirer de la feuille de route proposée par les Nations Unies avec ses 17 grands items<sup>[3]</sup>. »
- « La France doit sortir de l'Union Européenne pour avoir les coudées franches. »
- « Construire l'Europe de l'énergie. Penser conservation, coopération, long terme, union et intérêt collectif en opposition avec le système actuel qui favorise concurrence et dérégulation conduisant à la pénurie : aucun acteur n'a intérêt à investir, tous veulent une offre inférieure à la demande, garante de prix élevés, et de «retour pour l'actionnaire ». »

Sans rentrer dans le détail de l'évolution nécessaire de nos institutions, l'ouverture à de nouveaux modèles de développement ou des nouvelles manières de le mesurer

impliquerait des débats surréalistes entre candidats mainstream et collapsologiste :

« Votre programme amènerait la France à la ruine économique ! Oui et je le revendique... »

Quant à la gouvernance internationale, entre aller vite seul, ou aller loin ensemble, il va falloir trouver l'équilibre. Il semble évident aujourd'hui que l'Europe telle qu'elle existe ne permet absolument pas de développer une politique de résilience à l'effondrement, alors à moins d'insuffler un vent de changement complet de modèle à l'échelle européenne, cela paraît difficile de s'appuyer sur cette institution.

## Société

- « Faciliter les jardins et maisons partagés, intergénérationnels, créer des « lieux communs » pour mutualiser au maximum les équipements (laveries, ateliers partagés, ludothèques...) »
- « Interdiction de toutes pratiques polluantes non indispensable (feux d'artifices, sport automobiles, emballages plastiques, engrais et pesticides chimiques, publicité, chasses d'eau...) »
- « Favoriser les écoles type Montessori ou autres pour apprendre aux enfants à être débrouillards et empathiques, ou s'appuyer dès aujourd'hui sur les écoles publiques en formant différemment les instituteurs et institutrices, ce qui pourrait être plus efficace. »
- « Obliger le compostage en restauration collective, l'inciter fortement chez les habitants, en individuel ou collectif »
- « Autoriser le suicide des personnes âgées et handicapées comme cela se fait à l'étranger, ou dit autrement assister la fin de vie, par exemple en proposant l'accueil dans des structures spécialisée »
- « Réquisition des locaux tertiaires inutiles pour en faire des centres d'accueil pour réfugiés »
- « Fin de la politique encourageant à faire plus d'enfants, avec une information maximum sur la contraception et le suivi après grossesse pour inciter à espacer les grossesses, pouvant aller jusqu'à une prime pour la vasectomie ou la ligature des trompes. »
- « Promouvoir les fêtes dans les rues, l'art, les rencontres sportives de quartier, des équipements sportifs et culturels en accès libre, des ludothèques et bibliothèques gratuites et ouvertes en permanence.»
- « Préparation des citoyens aux catastrophes en faisant la promotion des outils existants<sup>[4]</sup>.»

Les interdictions sont à manier avec des pincettes si l'on souhaite partager le plus largement possible un projet de société, pour autant certaines pratiques sont à abandonner peu à peu. Cela pourrait faire l'objet de débats nationaux permettant

d'alerter sur les impacts réels de ces pratiques : préférez-vous des pubs dans vos boîtes, des feux d'artifices ou des courses automobiles ?

Quelques débats éthiques, sur la fin de vie notamment, évoqués de longue date mais sur lesquels rien ne bouge vraiment, permettraient de rendre plus sobre notre système de santé, là où aujourd'hui la tendance est parfois à la surmédicalisation. Cependant, il peut être pertinent de ne pas mettre en avant des postures sociétales clivantes qui ont tendance à masquer les débats de fond, au grand bonheur des médias (prime à la vasectomie...). D'autant qu'une contributrice alerte à juste titre que « donner des primes pour une atteinte invasive à l'organisme n'est pas judicieux au regard de conséquences de marchandisation de l'acte ».

Une question majeure de société n'a pas été abordée dans les contributions : la question des modalités d'accueil des réfugiés climatiques, ou même simplement économiques car l'un va souvent avec l'autre. A mon sens, les siècles de consommation des ressources des empires coloniaux, l'ingérence politique et économique qui accompagne encore la décolonisation aujourd'hui et notre contribution très importante aux dérèglements environnementaux que nous connaissons nous confèrent un devoir d'accueil sans limites. C'est un immense défi qui attend les futurs responsables publics, qui, s'ils échouent, risquent de se rendre acteurs d'insolubles conflits sociaux internes et entre États.

### **Approvisionnement énergétique – eau**

- « taxer très fortement et progressivement les énergies fossiles à la hauteur du nombre incalculable de coûts cachés qu'elles entraînent à plus ou moins long terme. »
- « Sortir du nucléaire. Ce qui signifie donner une nouvelle tâche aux travailleurs du nucléaire : nous fabriquer les outils et les méthodes permettant de surveiller toutes ces usines pour les siècles des siècles... Cela évite de mettre tous ces gens au chômage et c'est encore eux qui savent le mieux comment ça marche. »
- « Limitation arbitraire à 3kW de puissance électrique par foyer, afin d'organiser le rationnement et d'anticiper la pénurie »
- « Prévoir à terme des cartes de rationnement de carburants. »
- « Interdiction sévère de l'utilisation de l'énergie pour tout ce qui est luxe et loisir. »
- « Taxer le mésusage de l'énergie (comme le mésusage de l'eau) »
- « Nationalisation des forêts avec un plan de gestion global et soutenable. »
- « Re-nationaliser EDF et GDF, en imposant un monopole garant de l'intérêt collectif. »
- « Tarification progressive de l'eau. »
- « doublement des réseaux de distribution d'eau : un pour l'eau potable et un autre pour les usages opératoire (lavages, arrosages etc).»

Brider la consommation, taxer davantage l'énergie, voire interdire certains usages est indispensable. Il est cependant dangereux de précariser les ménages les plus pauvres et cela implique de prendre des mesures complémentaires : paiement des charges du logement par le bailleur, ou interdiction du chauffage électrique pour les logements énergivores en location par exemple.

L'énergie, au même titre que l'eau, ou que la forêt, apparaît comme un bien commun dont la gestion doit revenir à la communauté. L'échelle nationale n'est d'ailleurs pas forcément la bonne maille pour la gestion des ressources qui peut être plus pertinente à l'échelle d'un bassin de vie. C'est finalement peut-être aux riverains de faire le choix du prolongement de la vie d'une centrale nucléaire plutôt qu'à l'Etat.

### **Ressources – Industries**

- « Standardiser 3 à 10 types de plastique pour permettre une gestion simple de son recyclage. Il faut rendre les usages plus nobles, et aller à l'essentiel dans leur composition, quitte à se passer des colorations inutiles. »
- « Éviter le plastique dans tout ce qui est emballage et standardiser les formes de contenant en verre (blanc, pas de verre coloré pour faciliter le recyclage) et le garder pour des usages spécifiques[5]. ».
- « Lutter contre l'obsolescence programmée par des lois de qualification de la production industrielle, et faire muter tout l'appareil productif pour passer à une économie de la réparation et de l'entretien. »
- « Mettre en place des Cahier des Charges Énergétiques (Coût de construction / Coût de Vie / Coût de maintenance par pièce (si nécessaire) / Coût de Recyclage. Le tout avec des coefficients d'incertitudes et justifications, contrôlés par une Direction Générale des Audits Énergétiques. »
- « Il faut que les entreprises proposent 3 types de maintenance (fin de vie) à leur produits :
  - Gestion interne de la maintenance et du recyclage de leur produits
  - Sous-traitance de la maintenance et du recyclage à des entreprises en leur fournissant des protocoles opératoires
  - Fourniture en open-source des manuels de maintenance et garantie des pièces de maintenance pour 10ans »
- « Toute construction doit être conçu comme recyclable à l'échelle humaine. En appliquant ces principes on crée de nombreux emplois et de la R&D pour des dizaines d'années »

Il est peu probable que les consommateurs changent d'eux-même leurs habitudes d'achat vers des produits plus durables de manière massive. Le secteur de l'industrie doit donc être fortement réglementé pour améliorer la durabilité et les possibilités de recyclage des produits manufacturés.

Par contre, ces nouvelles normes vont à l'encontre des stratégies industrielles de la majeure partie des grands groupes aujourd'hui. Cela implique un véritable combat contre les lobbys industriels qui dépasse les frontières tant les échanges de produits manufacturés sont aujourd'hui mondialisés. Ces normes doivent impliquer un contrôle de la production de l'extraction des ressources au recyclage, en passant bien sûr par les conditions de production.

Le coût de ces produits manufacturés va en contrepartie augmenter considérablement, impliquant une sobriété forcée dans leur consommation. C'est cohérent avec la stratégie d'ensemble de réduction de la consommation mais peut vite impliquer un développement important des inégalités pour les ménages précaires.

## **Finances**

- « Prise en charge par les usagers des infrastructures routières et aériennes, en faisant financer l'entretien des infrastructures par les taxes sur les carburants ou les immatriculations. »
- « Reprise en main des multinationales en s'assurant qu'elles paient effectivement les impôts qu'elles doivent en fonction de leur activité sur le territoire, et moratoire sur les aides indirectes via les crédits d'impôts, ou autres subventions. »
- « Instauration d'une « règle verte » : on ne produit que ce que la nature peut renouveler et on taxe les importations d'objets vite obsolètes et considérés comme du gadget. »

L'argent ne manque pas vraiment pour financer un projet de sobriété au vu des immenses ressources financières des multinationales et de leurs actionnaires. Cependant, mobiliser ces fonds annonce de féroces batailles d'avocats en droit des affaires ! Un audit fin des financements publics indirects (plus de 3,4 milliards d'aides indirectes aux énergies fossiles en 2014[6]) doit être conduit, ainsi qu'un immense chantier de réforme des financements publics.

Par ailleurs, une diminution rapide de la consommation des ménages et l'arrêt brutal de certains secteurs va rapidement impliquer un chômage massif, en parallèle avec un renchérissement de nombreux produits de première nécessité. La répartition des richesses doit être donc complètement repensée avec des rémunérations de substitution (de type revenu universel ou revenu minimum d'existence) permettant à chacun de supporter les bouleversements annoncés dans les meilleures conditions possibles. Une période de transition pour chacun d'entre nous va être nécessaire pour nous former à de nouveaux métiers, pour repenser notre mode de vie dans un contexte radicalement différent. Cette transition doit être financée par une réforme fiscale exceptionnelle réduisant considérablement les inégalités et laissant le moins de personnes possible dans des situations de précarité extrême.

## **Stratégie de mobilisation**

- « Ne pas opposer l'action individuelle et collective, le survivalisme et l'atténuation-adaptation collective : tous les chantiers doivent être conduits simultanément. »
- « Le changement est faisable sans oppression, par la formation en permaculture et la création d'emploi dans les secteurs qui deviendront indispensables (agriculture, rénovation...). »
- « Passer par l'éducation pour ne pas avoir besoin d'interdire. En tout premier lieu : la connaissance. Éclairer avant toute obligation ou toute interdiction, en douceur avec bienveillance et diplomatie. Rendre palpable le réel, c'est déjà permettre de s'y préparer. »
- « Inciter, éduquer plutôt qu'interdire, mettre en place un grand programme éducatif sur l'autosuffisance. »
- « Se faire élire sur un programme assez standard, puis organiser une semaine de congrès national où tous les députés et sénateurs écouterait des conférences d'une journée chacune de Jancovici, Jouzel, l'ex-ministre Cochet, Bihoux, etc. Le tout retransmis en direct à la télé, dans les facs, les lycées... En deuxième semaine on aurait chaque jour des séances de question-réponses entre experts et élus. En troisième semaine on discute des grandes orientations à donner au pays, etc. »
- « Mettre en place des outils de mobilisations des élus avec des propositions concrètes, et faire chacun un travail d'information et de pédagogie »

Le cumul des interdictions et taxations ne fait pas un projet de société. Il faut nécessairement poursuivre les efforts de sensibilisation et d'éducation. Cependant, nous n'avons pas le temps nécessaire à la diffusion de la connaissance sur tous les points, et la construction d'une société un peu plus résiliente passe forcément par des privations de libertés, ou des taxes prohibitives.

Il est néanmoins nécessaire de construire un nouvel imaginaire collectif qui reste désirable, sans vendre un rêve impossible comme c'est le cas du système capitaliste actuel qui fait la publicité d'un niveau de vie insoutenable alors qu'il ne concerne qu'une frange marginale de la population mondiale.

## **Premières conclusions**

L'économie est la grande thématique absente : qu'est-ce qu'une économie de décroissance, et cela existe-t'il ?

Est-il possible de plafonner drastiquement les revenus pour éviter la surconsommation ? Peut-on réquisitionner d'office les richesses superflues pour financer un revenu minimum décent à toutes les personnes qui auront vu disparaître leur emploi ? Les inégalités liées aux dégradations de l'environnement et à l'épuisement des ressources s'ajoutent aux inégalités de revenus ou de capital, elles impliquent que les plus gros

pollueurs ont en même temps les meilleurs moyens pour se prémunir des dangers des pollutions, qui vont affecter directement la santé et la survie des plus modestes. Un accès contraint aux ressources alimentaires ou énergétiques va incontestablement rendre ces inégalités insupportables, imposant aux victimes de ce système des moyens de rebellions nécessairement violents.

La lecture de ces propositions montre déjà une limite de l'exercice : une « politique de l'effondrement » est inenvisageable dans le contexte économique, et un (très hypothétique !) succès électoral provoquerait probablement lui-même un effondrement économique majeur, qui ne manquerait pas de s'étendre à un certain nombre de pays interconnectés avec notre économie.

Cela pose une question sous-jacente : assume-t'on un effondrement « volontaire » avec le maigre espoir d'en maîtriser collectivement certains impacts, ou continue-t'on d'attendre passivement un effondrement structurel en s'y préparant chacun de son côté ?

Selon moi c'est un non-choix : l'inaction d'aujourd'hui aura un coût incalculable demain, et la sobriété est impossible sans un changement radical de fonctionnement de notre pays.

L'exercice n'est pas achevé (si tant et qu'il puisse l'être), si la lecture du texte vous inspire un commentaire ou une contribution, envoyez vos réactions à [deuxmillevingtdeux\(at\)ntymail.com](mailto:deuxmillevingtdeux(at)ntymail.com)

## **Ils ont participé aux échanges et donc contribué à cette synthèse**

[Iñaki Nologs](#), [Aristide Lepoulet](#), [Wal Exis](#), [Culture du Code](#), [Thierry Wagner](#), [Hortensia Mamina](#), [Arni Marni](#), [George Appleton](#), [NiCo LapSe](#), [Stéphane Huguenin](#), [Steph Drumsplanet](#), [Jean Baptiste](#), [Cynthia Ugazzi](#), [Sam Cattaneo](#), [Vincent Mouret](#), [Myriam Fernández de Heredia](#), [Christophe Netillard](#), [Cyrille Bechet](#), [Jean-Philippe Beaucher](#), [Christian Lepretre](#), [Rudy Dubosc](#), [Pierre Lanéry Guarani Kaiowá](#), [Susana Rivera](#), [Erik Nordahl](#), [Pascal Sodium Potassium](#), [Olivier Marechal](#), [Frédéric User](#), [Paul Leluc](#), [Alex Fullvibes](#), [Olivier Khai](#), [Benoît Noel](#), [Arnauld Leportier](#), [Romain Captier](#), [Steph Drumsplanet](#), [Aymeric David](#), [Sylviane Toutcourt](#), Anne Gallet, Antoine Fernandes

### **NOTES:**

[1] D'après « Comment tout peut s'effondrer », Pablo Servigne et Raphaël Stevens, ed. Seuil, 2015 : La **collapsologie** est « l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder, en s'appuyant sur les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition et sur des travaux scientifiques reconnus ».

[2] « Les limites à la croissance (dans un monde fini) » Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers, ed. Rue de l'Échiquier, 2012

[3] [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/69/L.85](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/69/L.85)

[4] <http://www.gouvernement.fr/risques/se-preparer-en-toutes-circonstances>

[5] D'après « L'âge des low tech », Philippe Bihouix, ed. Seuil, 2014

[6] [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FFS\\_AUS](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FFS_AUS)

# The Newsroom et le climat : quand la fiction énonce le vrai

Adrastia 2017

Si la fiction est le lieu de l'invention et du dépassement de la réalité, elle permet aussi parfois de dire les choses plus clairement, presque innocemment, justement sous le prétexte de la fiction.

Cette interview est basée sur [les mesures réelles de la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère](#) effectuées en... 2012. À noter que l'épisode dont est issu l'extrait ci-dessous date également de 2012, une simple série télévisée a donc été aussi prompte que les grands médias d'information et, vous allez le voir, nettement plus directe sur les conséquences du réchauffement climatique. C'était il y a bientôt 3 ans. Nous risquons de découvrir dans les années à venir le vrai sens de l'expression « la réalité dépasse la fiction ».

(À propos du risque méthodologique de ne chercher que les informations qui confirmeraient opportunément un point de vue, [lire cet article](#)).

**Série [The Newsroom](#), saison 3 épisode 3, 2012 (sous titres en anglais dans les options Youtube de la vidéo, retranscription en français ci-dessous) :**

**Les phrases essentielles :**

– « *Les personnes qui mourront à cause d'une catastrophe environnementale sont déjà nées.* »

– « *Vous estimez le problème urgent ?*

*Westbrook : Pas exactement. Votre maison brûle complètement, le problème est urgent. Votre maison a déjà brûlé, le problème est réglé.* »

– « *Vous sous-entendez que c'est sans espoir. C'est l'avis de l'administration ou le vôtre ?*

*Westbrook : Il n'y a pas plus d'avis à avoir là-dessus que sur la température de l'eau bouillante.* »

– « *Nous devrions connaître une évolution dystopique vers une vie post-apocalyptique.* »

– « *C'est le problème Will. Les américains sont optimistes de nature. Si nous faisons face au problème, si nous écoutons nos meilleurs scientifiques et agissons de manière décisive, je ne vois quand même pas comment nous pourrions survivre.* »

**Vidéo :**



### **Retranscription intégrale :**

Will McAvoy (journaliste) : Ce jour, le gouvernement a rendu publique une information surprenante sur le niveau de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Nous sommes avec le délégué Richard (...) C'est une mise en garde des scientifiques de l'Administration de l'Océan et de l'Atmosphère. Le monde a dépassé un cap longtemps craint : le niveau de concentration de CO<sub>2</sub> a atteint un seuil jamais atteint depuis des millions d'années.

(McAvoy à l'expert, en off) : Il n'y aura pas de questions difficiles. Je vais vous demander de développer le rapport. Dites que vous êtes un témoin-expert et que je suis votre avocat.

Richard Westbrock (expert) : Ça me semble bien.

McAvoy : Les 450 ppm vont bientôt être passées. La question est : comment allons-nous y faire face ? Mr Westbrock, vous avez passé une grande partie de votre carrière comme climatologue dans le secteur public.

Westbrock : Oui, dix ans comme analyste superviseur au Bureau d'Information Environnemental. Avant cela, j'étais spécialiste des programmes de l'Agence pour l'Environnement.

McAvoy : Vous êtes Dr en climatologie de Stanford.

Westbrock : Oui, aussi en chimie avec un master en biologie.

McAvoy : Parlez-nous de ce rapport révélé récemment.

Westbrock : Les dernières mesures effectuées à Mauna Loa, Hawaï, indiquent un niveau de CO<sub>2</sub> de 400 ppm.

McAvoy : Pour savoir de quoi nous parlons, si vous étiez docteur et nous les patients, quel serait votre pronostic ? 1000 ans, 2000 ans ?

Westbrock : Les personnes qui mourront à cause d'une catastrophe environnementale sont déjà nées.

McAvoy : Pouvez-vous développer ?

Westbrook : La dernière fois où le taux de CO<sub>2</sub> était aussi élevé, les océans étaient 25 mètres plus haut. Deux choses à savoir : la moitié de la population dans le monde vit à moins de 200 km d'un océan. L'homme ne respire pas sous l'eau.

McAvoy : Vous estimez le problème urgent ?

Westbrook : Pas exactement. Votre maison brûle complètement, le problème est urgent. Votre maison a déjà brûlé, le problème est réglé.

McAvoy : Que faire pour inverser le cours de choses ?

Westbrook : On aurait pu faire beaucoup de choses. Il y a vingt ans, même dix ans. Mais maintenant... non.

McAvoy : Donneriez-vous un exemple qui nous aiderait à comprendre ?

Westbrook : Oui. Si vous êtes assis dans votre voiture, moteur allumé, dans votre garage, porte fermée, et que vous perdez connaissance. C'est... fini.

McAvoy : Si quelqu'un ouvre la porte du garage ?

Westbrook : Vous êtes déjà mort.

McAvoy : Si cette personne arrive à temps ?

Westbrook : Vous pourriez être sauvé.

McAvoy : Quelle équivalence en CO<sub>2</sub> représente ce sauvetage in extremis ?

Westbrook : Ne plus rouler en voiture pendant 20 ans.

McAvoy : Vous sous-entendez que c'est sans espoir. C'est l'avis de l'administration ou le vôtre ?

Westbrook : Il n'y a pas plus d'avis à avoir là-dessus que sur la température de l'eau bouillante.

McAvoy (troublé) : L'administration... charbon propre, nucléaire, améliorer les normes d'économie d'essence et construire un réseau électrique plus efficace...

Westbrook : Oui.

McAvoy : Et ?

Westbrook : Cela aurait été bien.

McAvoy : Laissez-moi voir si on ne peut pas trouver mieux, les gens commencent leur week-end. Le rapport dit qu'on peut relâcher 565 gigatonnes de CO<sub>2</sub> en plus sans que les effets soient calamiteux. Que se passerait-il si on en relâchait que 564 ?

Westbrook : Nous devrions connaître une évolution dystopique vers une vie post-apocalyptique. Mais le dioxyde de carbone dans le pétrole que nous avons déjà consommé est de 2795 gigatonnes et...

McAvoy : À quoi cela ressemblera-t-il ?

Westbrook : Migrations en masse, pénurie de nourriture et d'eau, des propagations d'épidémies mortelles, des incendies sans fin. Trop de choses pour que nous en gardions le contrôle. Des tempêtes qui ont le pouvoir de raser des villes, d'obscurcir le ciel et de nous plonger dans les ténèbres.

McAvoy : N'allez-vous pas avoir des ennuis en disant cela en public ?

Westbrook : Est-ce important ?

McAvoy : Mr Westbrook, nous voulons informer les gens, mais nous ne voulons pas les alarmer. Pouvez-vous nous donner une raison de rester optimiste ?

Westbrook : C'est le problème Will. Les américains sont optimistes de nature. Si nous faisons face au problème, si nous écoutons nos meilleurs scientifiques et agissons de manière décisive, je ne vois quand même pas comment nous pourrions survivre.

McAvoy : Merci. Richard Westbrook, Administrateur de l'EPA.

## **Pourquoi je ne continue pas dans la recherche**

par T. CAUDWELL publié par Adrastia, novembre 2017

*Ce texte est un discours que j'ai prononcé en décembre 2015 à l'occasion de ma soutenance de thèse, à destination de mes collègues de laboratoire. Il résume ma position du moment à l'égard du monde de la recherche, dans un contexte de risque d'effondrement systémique. L'image est de [Pellichi](#).*

On m'a souvent demandé, et ces jours-ci ne font pas exception, ce que je compte faire après ma thèse. Alors pardonnez le caractère formel de l'affaire : considérant qu'un pot de thèse est aussi un pot de départ, je profite de la tribune qui m'est donnée pour répondre à tout le monde d'un coup, au moins dans les grandes lignes.

Alors autant le dire tout net : non, je ne compte pas continuer dans la recherche. Je me suis pourtant beaucoup plu en thèse, à vos côtés, et je vous en remercie tous très chaleureusement. Alors pourquoi donc changer de voie ?

Eh bien, je pourrais vous dire qu'enchaîner les post-docs, en déménageant régulièrement et si possible à l'étranger, n'est pas ce qui m'enchant le plus en terme de vie de famille. Je pourrais vous expliquer ensuite que faire ces sacrifices pour ne pas trouver de poste par la suite n'est guère plus engageant. Mais les offres existent malgré tout, me direz-vous. Et c'est vrai, je le reconnais. Je serais tenté de vous répondre qu'alors, manquer de moyens, ou passer une partie significative de son temps en recherche de financements et autres tâches administratives, au point de ne plus pouvoir décemment mener ses travaux de recherche ni même tutorer ses étudiants, ne sont pas des perspectives qui me font rêver. Pas plus que le fait de devoir composer avec les querelles interpersonnelles qui

minent les labos. Mais ceci n'est pas propre à la recherche, j'entends bien. Alors je pourrais aussi vous confier que le système de publications, au cœur du processus scientifique, me pose question. Qu'il a tout l'air d'un système à bout de souffle. Que la course aux publications, les pressions financières, le pouvoir des grands éditeurs ou de certains *referees* vont à l'encontre d'une production scientifique de qualité. Je pourrais constater que l'usage (ou le non-usage), par la société ou les grands groupes, de la connaissance finalement durement produite heurte bien souvent mes convictions.

Par ailleurs, du point de vue du défi intellectuel, je pourrais regretter le manque d'envergure et d'intérêt des sujets d'étude actuels, faisant suite à deux siècles d'avancées sans précédent qui semblent avoir largement défriché le terrain. Ou souligner le peu de résultats obtenus au regard des formidables moyens technologiques désormais mis en œuvre.

Ou bien, en prenant un peu de distance, je pourrais simplement me demander: à quoi bon tout cela ? faire progresser la connaissance ? Mais alors, pourquoi devoir toujours justifier nos projets ? faire progresser la technique dans ce cas ? pour complexifier le monde encore un peu ? gagner un demi pourcent de rendement sur nos moteurs d'avion ou de voiture sans jamais questionner les usages ? puiser un peu plus loin dans les ressources sans que cela ne profite à l'humanité dans son ensemble ? enrichir encore les Grands de ce monde ? faire de la croissance ? Nous savons bien, pourtant, que les arbres ne poussent pas jusqu'au ciel.

Tout cela joue un peu dans ma décision, c'est évident. Mais on ne touche pas encore le cœur du problème. En effet, vous conviendrez que ce panorama est quelque peu caricatural, et que nous sommes nombreux à nous plaire malgré tout au labo, moi le premier. C'est donc qu'à mes yeux l'enjeu est au-delà.

Mon sentiment, ma très profonde conviction, forgée et affinée ces 7 dernières années à force de documentation et de réflexions, c'est que nos sociétés du XXIème siècle vont vivre un effondrement. Sans doute moins spectaculaire que *Mad Max* ou *Le Jour d'Après*, et vraisemblablement bien moins brutal. Mais tout de même *un processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie...)* ne sont plus fournis [à un coût raisonnable] à une majorité de la population par des services encadrés par la loi<sup>[1]</sup>. Nous devons en effet nous apprêter à vivre dans un monde où les ressources manquent, où le climat se dérègle, où la biodiversité disparaît, où l'environnement est dégradé, et où les inégalités foisonnent. Tout cela impactant inévitablement nos économies, notre agriculture, notre manière de vivre et les fragiles équilibres géopolitiques, de manière profonde et chaotique.

Mon constat est froid et sans appel. Mais je suis désormais un scientifique . Et en tant que tel, j'ai des compétences pour juger de la qualité et de la validité d'une publication. J'ai été formé à produire, analyser, comprendre et interpréter des données. Puis-je donc encore me considérer comme un scientifique si je n'en tire pas les conséquences qui s'imposent, aussi radicales soient-elles ? Et cet horizon n'offre-t-il pas une formidable

opportunité de repenser des modèles à bout de souffle ?

Chacun y répond à sa manière. Mais pour moi, le moment est venu d'en prendre acte et de me mettre en marche. Je mène donc avec quelques amis un projet associatif qui devrait pouvoir, nous l'espérons, nous permettre collectivement de vivre et d'agir en faveur d'une transition écologique, localement. Notre bagage scientifique commun devrait notamment nous permettre de bâtir des ponts entre le monde du savoir et la société civile, dont je pense nous avons grand besoin.

Alors sans doute suis-je encore jeune, naïf et pleins d'illusions. J'assume ces qualificatifs de bon cœur. Mais je vous prie en retour de réaliser qu'aujourd'hui, l'utopie ne se situe plus du côté de ceux qui rêvent de changement, mais de ceux qui pensent l'avenir sans l'envisager.

**NOTE:** [1] Selon la définition d'Yves Cochet, citée dans [\*Comment tout peut s'effondrer\*](#), de Pablo Servigne et Raphaël Stevens.

## La planète ne parvient pas à réduire sa consommation de charbon

Vincent Collen Le 19/11 LesEchos.fr



*Pour des pays émergents comme l'Inde (ici une mine dans l'Etat du Jharkand), le charbon représente une source d'énergie bon marché et facile à stocker, et il génère des emplois. - KUNI TAKAHASHI/NYT-REDUX-REA*

**Les pays occidentaux multiplient les mesures pour limiter son utilisation. Mais ce n'est pas suffisant pour compenser le boom de la demande en Inde et en Asie du Sud-Est.**

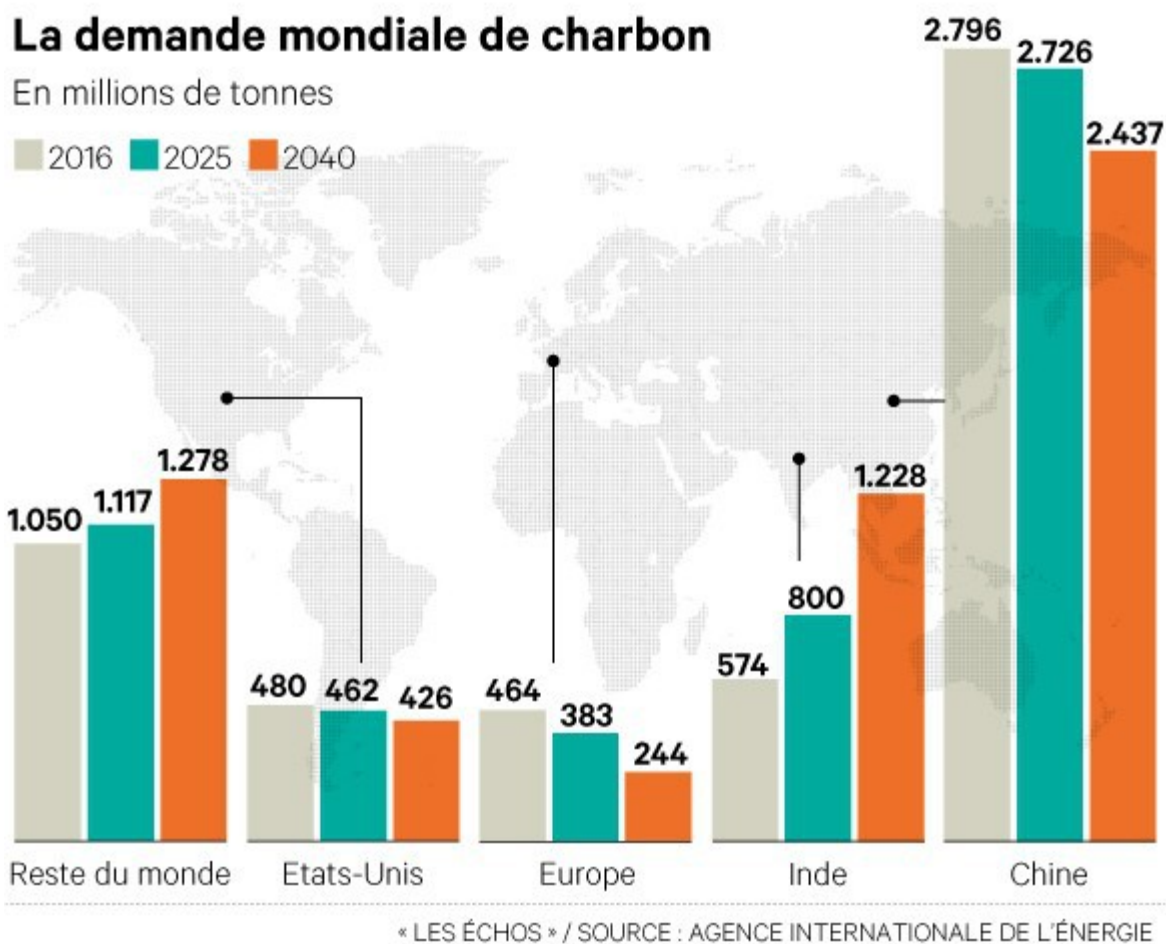
Lors de la COP23 réunie ces derniers jours à Bonn, plus de vingt pays ont promis de bannir le charbon de leur production d'électricité d'ici à 2030. La France, le Royaume-

Uni, l'Italie ou encore le Mexique sont sur la liste. « *Pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris, nous devons éliminer le charbon* », a déclaré la ministre de l'Environnement du Canada, à l'origine de cette initiative avec la Grande-Bretagne.

L'élimination accélérée du charbon se confirme dans les pays développés. La France s'est engagée à fermer ses centrales d'ici à la fin du quinquennat. L'Italie et la Grande-Bretagne feront de même en 2025. Des électriciens comme l'espagnol Iberdrola ont eux aussi programmé la fin de leurs capacités de production au charbon. Le français Engie est en train de vendre ou de fermer celles qu'il détient dans le monde entier.

### La demande on va doubler en Inde

Le recul de la consommation sera net dans les pays occidentaux au cours des prochaines décennies, prévoit l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Même aux Etats-Unis, malgré [les mesures favorables au secteur prises par Donald Trump](#) . Depuis l'an dernier, pour la première fois, le gaz naturel a dépassé le charbon dans la production d'électricité américaine.



Et pourtant, la consommation de charbon dans le monde va continuer à croître, de 5 % d'ici à 2040, prévoit l'Agence. Car les pays occidentaux représentent moins de 20 % de

la demande aujourd'hui. L'Inde sera responsable du plus gros de la progression : sa consommation va doubler d'ici à 2040. Elle est déjà devenue le deuxième pays consommateur en 2015, doublant les Etats-Unis. La demande va aussi augmenter en Asie du Sud-Est.

## Ressources inépuisables

Dans les pays émergents, le charbon est une source d'énergie à la fois « *bon marché, modulable, relativement sûre et facile à stocker* », pour produire de l'électricité ou alimenter l'industrie, sans oublier la cuisson, relève l'AIE. Et les ressources semblent inépuisables : plus de 1.000 milliards de tonnes de réserves prouvées, l'équivalent de 143 ans de production ! La part des [énergies renouvelables comme le solaire](#) n'augmentera pas assez vite pour stopper l'essor du charbon alors que 1,1 milliard de personnes n'ont pas encore accès à l'électricité. Le charbon est également générateur d'emplois pour les pays qui extraient eux-mêmes la matière première.

La Chine est un cas à part. Elle absorbe plus de la moitié de la production mondiale actuelle, mais la consommation va rester stable d'ici à 2025 avant de reculer par la suite, prévoit l'AIE. C'est le résultat des nouvelles orientations économiques de Pékin : le gouvernement veut réduire la dépendance aux industries lourdes et favoriser les services, moins gourmands en énergie.

## Sur une planète exsangue, les frontières se ferment

Michel Sourrouille 21 novembre 2017

Sur une [planète close et saturée d'humains](#), la bataille pour les dernières ressources est en train de s'exacerber. Chacun pour soi ! Quand son territoire d'appartenance s'appauvrit, on cherche à aller ailleurs, mais il n'y a plus de contrées vierges permettant de rebondir et d'être bien accueilli. Dans ce contexte, il est inéluctable que les frontières se ferment. La libre circulation des personnes aura été un mythe qui n'a duré que quelques dizaines d'années. La promesse inscrite en 1957 dans le traité de Rome d'assurer la libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises est devenue intenable. Un article du MONDE\* recense le cloisonnement en cours du territoire mondial : « *référendum catalan pour l'autonomie, aspirations à l'indépendance de l'Écosse, soubresauts du Brexit, affirmations nationalistes, retour du protectionnisme, crispations identitaires, Europe-forteresse, hécatombe en Méditerranée, murs érigés par la Grèce, la Hongrie, les États-Unis, Israël..., refus des « indésirables »* » .

Face à ce déferlement de barbelés, des économistes ont trouvé cet argument simpliste, seul argument pro-migrants exposé dans LE MONDE: « *les flux migratoires augmentent le PIB par tête, réduisent le chômage et améliorent le solde des finances publiques grâce à la hausse des recettes fiscales.* » L'article du MONDE en conclut : « *Des données qu'il ne serait pas inutile d'avoir à*

*l'esprit lorsque l'on débat des frontières.* » C'est tellement stupide que la plume en tombe. Nous laissons donc la place aux commentateurs sur [lemonde.fr](http://lemonde.fr) :

**A d'autres...** : « *L'effet du choc de migration nette est positif dès la première année* », constate l'article « *Le PIB par tête augmente significativement trois ans de suite, le taux de chômage diminue d'environ 0,15 point trois années de suite et le solde budgétaire s'améliore de 0,11 point de pourcentage deux années de suite.* » Imputer ces micro tendances « epsilonques » au choc de migration (ou à autre chose d'ailleurs) est une belle imposture. Des études sérieuses ont fait valoir un solde économique négatif pour la France.

**ALAIN-MICHEL SEUX** : Si le seul argument en faveur des migrants est économique, leurs partisans sont foutus d'avance. Il existe des choses plus importantes mais tant que les zélites continueront de considérer l'économie comme l'alpha et l'oméga de toutes choses, l'extrême droite continuera de monter avec des conséquences de moins en moins prévisibles.

**Marc D.** : Comme pour la médecine et la pharmacie, il faut se demander s'il n'y a pas un conflit d'intérêt chez les sociologues et autres démographes financés par les pouvoirs économiques immigrationnistes avides de main d'œuvre docile et pas chère.

**Pas à pas** : L'Europe ne saurait se cacher derrière une vitre. Et il en est de même pour tout état moderne qui diffuse ses productions sur toute la planète. Le monde est transparent. Alors les migrations seront inéluctables tant que le différentiel entre eux et nous sera important. Ils ne viendront pas spécifiquement pour nos prestations sociales, mais pour les images que nos civilisations émettent et pour les guerres et les famines, l'instabilité de leurs états, dont nous sommes parfois responsables...

**MICHEL SOURROUILLE** : sur une planète close et saturée, avec une croissance économique en berne mais qui continue quand même d'épuiser les dernières ressources de la terre, il paraît évident que les frontières vont se fermer. La libre circulation des personnes n'a d'ailleurs été qu'une parenthèse de quelques dizaines d'années qui n'a été autorisée que par l'abondance entraînée par les ressources fossiles. On ne peut éviter les réalités biophysiques...

**Buber** : Dans son « *Eloge de la frontière* » Régis Debray avait bien vu que la mondialisation produisait l'effet contraire et il s'en prenait aux sans-frontiéristes. On voit ici la même cécité, écrire dans l'article « *immigration massive de travailleurs d'Europe de l'Est venus occuper des emplois délaissés par les Britanniques* », c'est ne pas comprendre le concept d'armée de réserve du capitalisme. L'immigration booste le PIB mais bénéficie surtout aux classes favorisées, les autres se tournent vers l'extrême droite.

\* LE MONDE du 20 novembre 2017, *Le retour des frontières à la lumière des sciences sociales*

**23 années à se contenter de regarder la planète brûler**

**Michel Sourrouille 20 novembre 2017**

Je suis désespéré, nous allons au désastre. 196 pays, près de 22 000 participants, la COP23 est terminée\*. Mais on savait avant même l'ouverture que l'objectif de limiter le réchauffement de la planète sous le seuil des 2 °C resterait un rideau de fumée. On échange des points de vue et les américains plombent encore une fois les débats. Les divisions entre pays développés et pays en développement resurgissent, en particulier autour des promesses financières sans lendemain des nations industrialisées. Aucune perspective ne permet de couvrir les « pertes et dommages » des pays les plus vulnérables. Les dérèglements climatiques, l'agriculture industrielle et l'explosion démographique vont continuer à nourrir la faim dans le monde. Voici quelques réactions sur le monde.fr :

**Le sceptique** : Merci à Trump, c'est bien pratique de mettre en avant « la défection des Etats-Unis ». Mais qui croit ce story telling? Quand les vertueux poids lourds de la vertueuse Europe (France, Allemagne) n'arrivent pas à tenir leurs modestes objectifs 2020? Quand la Chine « paradis du renouvelable » augmente ses émissions dès qu'elle a un regain de croissance ? Quand on continue d'investir dans le fossile à horizon 2040-2060 ? Quand 10 milliard d'humains auront besoin d'énergie en 2050 ? Allons donc...

**Nous** : bien dommage.. mais n'attendons pas quelque chose de ce niveau, même si cela pourrait énormément aider. Agissons à notre niveau personnel et citoyen. Partout des initiatives existent. La transition doit partir de la base... les politiques suivront !

**MICHEL SOURROUILLE** : COP23, le chiffre veut dire que cela fait 23 années où les diplomates papotent sans résultat puisque la planète chauffe de plus en plus. Normal ! Il faudrait dire aux gens qu'il faut diminuer d'au moins 80 % leurs propres dépenses d'énergie fossile, et ça, aucun politique n'a le courage de le dire, ni même l'intelligence de le penser... Nous préférons préparer la guerre, c'est tellement plus facile d'envoyer les gens au casse-pipe.

**Je m'interroge** : Et le coût de ces 23 grand-messes, qui nous en parle ? A part les vendeurs de Mercedes et les filles des éros-centers du coin qui profitent vraiment de ces guignolades ? Les américains ont bien fait de se sortir du piège !

**ERIK SYLVANDER** : Évidemment, il y a encore des gens pour mégoter sur trois sous quand on parle de la survie de l'humanité.

\* LE MONDE du 19-20 novembre 2017, *Climat : de timides avancées en conclusion de la COP23*

## **PRODUITS PETROLIERS : LE FLOP APRES LE CLAPOTIS...**

**20 Novembre 2017 , Rédigé par Patrick REYMOND**

La consommation de produits pétroliers d'octobre connaît une baisse assez sensible, qui rend fragile les hausses -minuscules- observées les années précédentes.

Hausse de 0.4 % en 2016...

Hausse de 1.1 % en 2015...

Hausse de 0.3 % en 2013... Tout n'est pas flamboyant donc...

La consommation observée en 2012, reste pratiquement stable, ce qui est une performance, par rapport aux chutes antérieures. Le surcroît de croissance observé est sans nul doute lié à cette consolidation, plus qu'à un quelconque progrès, le tripotage statistique faisant le reste...

Comme elle dégringolait à une allure de - 2 % par an, la consommation d'hydrocarbures a donc bénéficié d'un effet prix sans aucun doute. Il est difficile de se passer de voiture en ce moment en France.

Comme je l'ai souvent dit, on observe une marche de l'escalier dans la descente en LLLL. Mais certainement pas à un progrès.

Selon la perspective Usherbrooke, d'ailleurs, la baisse s'est seulement ralentie, pas inversée. Et elle est vieille de 12 ans déjà, passant d'une consommation de 94.05 millions de tonnes de pétrole (2004), à 76.12 (2015), soit, près de 20 %.

Mais on voit que la chute de la consommation de pétrole en Italie, a été bien plus violente et importante de 92.88 Mt en 2002 à 59.33 Mt en 2015. Soit - 33.55 Mt et - 36 %.

Espagne et Grèce ont connus, eux aussi, des chutes de consommations importantes.

L'Europe du Nord, Allemagne et Grande Bretagne n'échappent pas à la baisse. Elle est plus ancienne en Allemagne (2001), et moins importante, passant de 131.59 à 110.16. (- 16 %)

Mais rien ne remplace un gisement à soi. La consommation britannique, elle, ne recule que modestement, de 83.77 Mt à 71.58 (-15 %).

On peut en conclure justement, que les histoires de croissance en Europe ne sont que du pipotron de grande ampleur. Le récent "rebond", s'il a eu lieu, fait juste office d'été de la Saint Martin (*depuis Joe Dassin je hais le terme "d'été indien", d'abord parce que c'est américain, ensuite parce que cette chanson a été tellement diffusée qu'elle me donne encore des petits boutons. Je rends grâce d'ailleurs à Stéphane Collaro, pour l'avoir tellement ridiculisée, qu'elle disparut subitement des postes de radio. En plus, elle était nulle.*)

Après l'été de la saint martin, je vous laisse deviner ce qui arrive.

## **DISLOCATION...**

**21 Novembre 2017 , Rédigé par Patrick REYMOND**

On ne sait jamais comment évoluent les choses, ce qui fait qu'on dit qu'il est difficile de prévoir l'avenir, surtout quand on parle du futur.

Par exemple, [l'effondrement russe](#) qui devait suivre obligatoirement les sanctions. Bon, on l'a pas bien vu arriver. Ils font même du fromage français. Simple, il suffit d'avoir le lait, la recette, et les capacités industrielles. Au Creme-lin, on est aux anges. Ce qu'on chantait depuis 1999 est enfin arrivé, le substitut d'importation. C'est Vladimir qui est heureux comme une cane. Vous voulez pas en rajouter une autre couche ? Surtout quand la principale puissance industrielle, la Chine, est toujours susceptible de vous fournir ce qui par hasard, peut vous manquer... C'est le problème quand on prend un courtisan, pour un expert.

Simplement, ils ont confondus URSS de 1991, et la Russie de 2017. La roue tourne. Dans un monde qui risque la dislocation économique, politique et sociale, il est toujours bon d'avoir un peu d'avance.

A l'heure où l'on lynche Filoche, pour avoir débordé du politiquement correct, j'ai la remémoration d'une certaine époque. La sortie D'Anna Cabanna me fait penser à ces militant(e)s communistes hystériques bavant leur haine, contre ceux qui venaient d'être exclus. Mêmes les insultes n'y manquent pas.

Au même moment, le politiquement correct flanche en Allemagne. l'entre-soi régnant depuis 70 ans s'effondre.

Il faut dire que l'engouement que créa Merkel est totalement incompréhensible. On vient sans doute aussi de comprendre que le roi est nu, la [domination obtenue](#) ne sert à rien, et il n'y a [aucune perspective](#). Accumuler les excédents commerciaux ? Pourquoi faire ???

De plus, on voit mal le système actuel, si tendu, pourrait perdurer et l'élastique ne pas claquer. Il n'y a aucune signification à devoir la moitié de son pib aux exportations, et s'attendre à voir des milliards d'euros partir en fumée. Dans une crise ou une autre...

"[Crise en Allemagne](#) : Une mauvaise nouvelle pour l'Europe" pour la presse. Moi, je trouve au contraire que c'est une bonne chose pour le continent européen, le coma dépassé de la fuhrerin. Après, une mauvaise nouvelle pour l'union européenne ? Même pas. Ce machin est condamné. La seule nouvelle, c'est que le craquement vient du centre. Le centre de l'UE, c'est largement l'Allemagne, avec ses acolytes godons, et français. Il n'y a [pas eu miracle allemand](#), seulement stupidité conjointe franco-britannique. Enlevons les excédents commerciaux avec ces deux ~~partenaires~~ larbins. Qu'est ce qu'il reste ? Ah oui, l'excédent grec...

L'union soviétique s'est disloquée par la Russie, et non comme le disait Carrère d'Encausse, par sa périphérie musulmane.

Avec Merkel, c'était continuer comme avant. Mais ce n'est plus possible. MBS (Mohamed Ben Salmane), [en a tiré les conclusions](#). Continuer, c'est aller à l'effondrement. Sans doute est il un personnage pas très attirant, pas très recommandable, mais à l'intérieur, il a tiré les conséquences de la situation, et se projette un minimum dans l'avenir. Un agenda 2030, c'est prévoir. La notion de "modernité", d'ailleurs, est en porte à faux. Il n'est pas moderne, mais réaliste. Toute dictature finit par

s'effondrer, surtout quand les gamelles se vident.

Il est en mode "Louis XV 1770-1774".

MBS a au moins le mérite d'avoir un cerveau. Même si certaines de ses idées sont fausses. Si MLP traite "En Marche" de secte, [elle est en plein dans le mille](#). Ils nous mènent au suicide sans sourciller. Et avec un logiciel empreint d'un crétinisme sans égal. A tel point que cela en devient psychiatrique. Le maintien de guignols -jeunes- mais sans culture, totalement sous l'empreinte des 30 dernières années, fait que l'effondrement est inéluctable... Ils ne pensent même pas que le monde puisse être différent.

Pourtant, la planète a des variations. Et le gros problème se situe avec la déforestation, l'érosion et la perte de fertilité des sols.

Après, le libéralisme ambiant, on verra ce qu'il en reste... Brève séquence historique, de gens qui (ne) pensaient (pas), que la période de vaches grasses, liée au pétrole, serait éternelle...

La start-up, sans la bouffe, c'est limité.

## SECTION ÉCONOMIE



### **Philippe Herlin: La BCE veut bloquer les comptes bancaires en cas de crise financière**

Publié le 21 novembre 2017 à 07:30:38 par Tiger54 / 12 commentaires / 1 542 vues

Nous avons été parmi les premiers à alerter sur la directive européenne BRRD, qui permet à une banque en situation de faillite de ponctionner les comptes de ses clients... Lire la suite



### **France: Aujourd'hui une commune rurale sur deux n'a plus aucun commerce.**

Publié le 20 novembre 2017 à 13:00:07 par Tiger54 / 7 commentaires / 1 477 vues

Dans les villages de la campagne française, beaucoup de commerces sont contraints de fermer. Simon Ricottier analyse ce phénomène inquiétant. Budget des communes: une... Lire la suite



### **François Asselineau: « Tout le monde anticipe une crise financière monumentale. Il est absolument**



### **Voilà à quoi ressemble un marché au bord de l'effondrement**

19/11/2017 / 00:36:58 / [24 commentaires](#) / 5 156 vues



**Charles Sannat: « General Electric s'effondre. Prélude au krach généralisé ? »**

16/11/2017 / 11:00:49 / 10 commentaires / 3 823 vues



**L'action Altice a dégringolé de 43% en quelques jours seulement: la chute d'un géant des télécoms ?**

16/11/2017 / 07:00:10 / 12 commentaires / 2 157 vues

## **La BCE veut bloquer les comptes bancaires en cas de crise financière**

Publié par [Philippe Herlin](#) | 21 nov. 2017 [www.goldbroker.fr/](http://www.goldbroker.fr/)

**[NYOUZ2DÉS: les idées stupides ont tendances à être copiées rapidement.]**

Nous avons été parmi les premiers à alerter sur la [directive européenne BRRD](#), qui permet à une banque en situation de faillite de ponctionner les comptes de ses clients afin de se renflouer. Quand le sujet était - rarement - évoqué dans les médias, aussitôt le banquier ou le responsable d'un quelconque organisme de régulation affirmait aussitôt qu'il ne fallait pas s'inquiéter puisque les comptes de moins de 100.000 euros n'étaient pas concernés. C'est en effet ce qui est écrit dans le texte de la directive, mais nous avons expliqué que [cette garantie était purement illusoire](#) et que les comptes de moins de 100.000 euros seraient également touchés, mais nous le proclamions jusqu'ici dans le désert.

Ce n'est rien moins que la Banque Centrale Européenne qui vient confirmer ce que nous disions, comme le révèle [Zero Hedge](#). Dans une "opinion" très étayée (69 pages) du 8 novembre concernant la gestion de crise, la BCE se rend évidemment compte qu'en cas de crise touchant une ou plusieurs banques, les déposants retireraient en catastrophe leur argent pour le garder en liquide ou le placer ailleurs, ce qui ne ferait qu'accentuer la crise. La BCE veut donc tout simplement empêcher ce "bank run" en permettant de bloquer les dépôts et en n'autorisant que des retraits limités, comme cela s'est passé à Chypre en mars 2013. Selon l'institution, le système de protection des dépôts n'est plus nécessaire :

*"Les dépôts couverts et les créances au titre des systèmes d'indemnisation des investisseurs devraient être remplacés par des exemptions discrétionnaires limitées accordés par l'autorité compétente afin de conserver un certain degré de flexibilité."*

*"Pendant une période transitoire, les déposants devraient avoir accès à un montant approprié de leurs dépôts couverts pour couvrir le coût de la vie dans les*

*cinq jours ouvrables suivant une demande."*

Après le blocage de l'assurance-vie en cas de crise, comme l'a prévu la [loi Sapin 2](#), attendons-nous à son équivalent dans le domaine bancaire. Ce qui n'est pour l'instant qu'une suggestion formulée par la BCE dans un document de recherche et d'analyse, ne devrait pas tarder à emprunter la voie législative, n'en doutons pas.

Voilà qui démontre que lors de la prochaine crise financière, les épargnants seront pieds et poings liés, leurs comptes bloqués, seulement à même de disposer d'une somme minimale (*accordée par "l'autorité compétente"*) afin de satisfaire leurs besoins de base. Pendant ce temps, les responsables des banques, du gouvernement, et bien sûr de la BCE étudieront à quelle sauce seront mangées les économies des déposants. Et les comptes de moins de 100.000 euros ne seront nullement protégés, ils contribueront au "redressement" du secteur bancaire...

## **Une monnaie résistante au vol légal**

*Rédigé le 21 novembre 2017 par [Simone Wapler](#)*

*Le succès du bitcoin prouve-t-il que la monnaie de nos banquiers centraux inspire une défiance grandissante ou est-il seulement une bulle spéculative de plus ?*

Veolia a pu emprunter le 16 novembre à taux négatif (500 M€ échéance 2020 à -0,026%). Des « investisseurs » payent une entreprise privée notée BBB pour conserver leurs fonds.

Mais votre épargne n'est plus décemment rémunérée. Si jamais l'inflation repart, elle fondra comme neige au soleil.

Depuis plus de 40 ans, les politiques monétaires avantagent ceux qui s'endettent et punissent ceux qui épargnent. C'est normal : les puissants sont ceux qui s'endettent. Les gouvernements, les grandes entreprises proches du pouvoir, l'industrie financière qui vit du commerce de la dette.

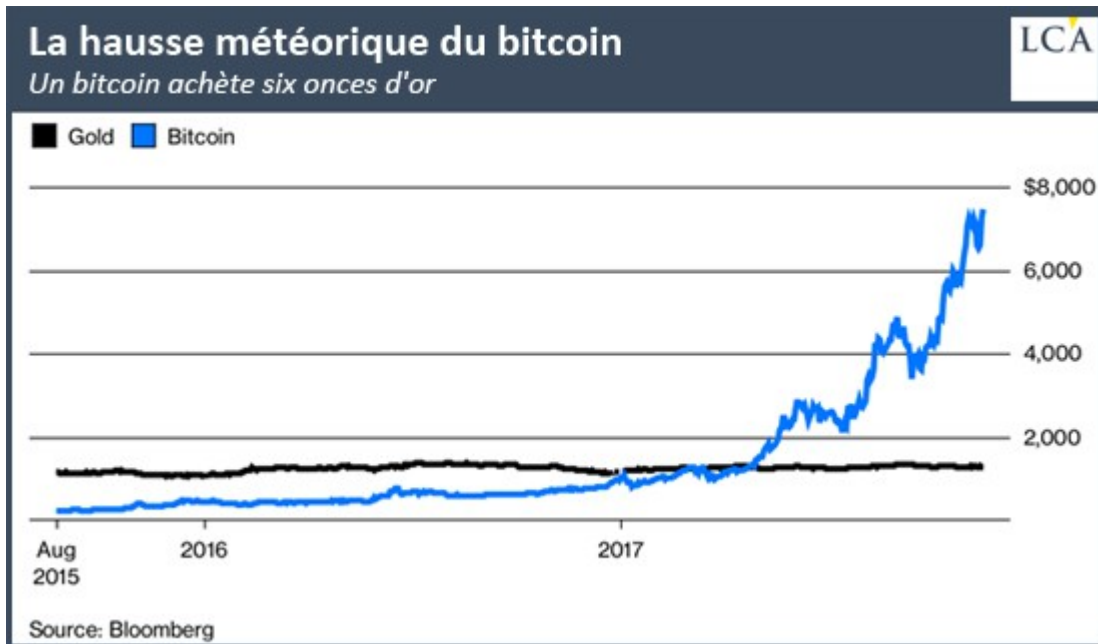
Vous pensez peut-être comme moi qu'il est insupportable que des technocrates décident de la valeur de notre argent. Vous n'avez aucune confiance en Mario Draghi et sa clique ni dans sa politique monétaire.

Si vous pensez ainsi, vous avez deux moyens d'entrer en résistance.

Le premier moyen est d'avoir une partie de votre épargne en métal comme l'or et l'argent. Ce n'est pas idiot, les cours de l'or ont beaucoup moins progressé que les indices actions partout dans le monde, les obligations ou l'immobilier. L'or est un actif financier (puisque les banques centrales en détiennent) qui n'est la dette de personne et dont la quantité échappe au contrôle de la bureaucratie.

Le second moyen consiste à placer une partie de votre argent dans une monnaie sans support physique et sans ancrage réel (tout comme l'euro ou le dollar) mais dont la

quantité est connue à tout instant. Ce sont les cryptomonnaies. Elles ont beaucoup monté récemment. Un bitcoin vaut désormais plus de 8 000 \$ tandis que l'once d'or reste sous 1 300 \$.



Ces deux modes de résistance au vol légal planifié que nous inflige la Parasitocratie ont chacun des avantages et des inconvénients, des avocats et des détracteurs.

Les techies, les geeks, les modernes, les progressistes préfèrent le bitcoin.

Les vieux, les conservateurs, les traditionnels préfèrent l'or ou l'argent qui ont résisté à beaucoup d'épreuves (guerres innombrables, faillites, effondrements d'empire).

Ces progressistes et ces conservateurs ont un point commun : ils ont une réflexion saine sur la monnaie. Une réflexion libérale, au sens classique du terme.

La monnaie ne doit pas être un instrument de manipulation des masses entre les mains de bureaucrates mais un honnête instrument d'échange pour des bipèdes souhaitant commercer paisiblement.

Les conservateurs doivent se réjouir de la fabuleuse hausse des cryptomonnaies.

A *La Chronique Agora*, nous avons choisi comme devise cette citation de l'économiste Frédéric Bastiat :

*« Détruire la liberté d'agir, c'est tuer l'intelligence, c'est tuer la pensée, c'est tuer l'homme ».*

L'économiste du XIXème siècle pensait aussi que « détruire la concurrence, c'est tuer l'intelligence ». Inversement, la concurrence la stimule. L'irruption des cryptomonnaies est donc une excellente nouvelle. Nous ne sommes plus contraints d'être les cobayes des expériences monétaires de nos grands planificateurs.

Il existe cependant avec le bitcoin et les myriades de cryptomonnaies une grande

incertitude. A quelle sauce fiscale Bercy voudra-t-il l'accommoder ?



*[Source H16](#)*

La riposte ne va pas tarder et attendez-vous à beaucoup de créativité dans ce domaine... Ce qui est vrai dans un sens, l'est dans l'autre. Stimulés par cette concurrence inattendue, nos parasitocrates vont déployer des trésors d'ingéniosité pour taxer la monnaie privée à leur avantage.

Mais ce faisant, ils vont se démasquer : le contrôle de la monnaie n'est pas pour l'intérêt général mais pour l'intérêt de ceux qui vivent de l'argent des autres, celui des contribuables, ou qui vivent du déficit quand cela ne suffit pas.

Bitcoin, ethereum... or, argent... que les meilleurs survivent !

## **Réforme fiscale : stimuler l'un en affaiblissant l'autre**

*Rédigé le 21 novembre 2017 par [Bill Bonner](#)*

*La réforme fiscale des républicains est une imposture. Elle allège les impôts des uns sans réduire les dépenses publiques et diminuer l'emprise de l'Etat.*

Nous sommes dans le train de 8h34, qui part de Baltimore et traverse l'une des régions les plus pourries d'Amérique, en direction de la ville de New York. Le Northeast

Corridor est une triste relique de l'ère industrielle... qui ressemble désormais à un cimetière, où de vieux réfrigérateurs, des maisons abandonnées et des usines désaffectées sont revenus mourir.

Qu'allons-nous faire à New York ?

Ravi que vous posiez la question.

Nous allons rencontrer notre confrère David Stockman, ex-directeur du budget sous le mandat de Ronald Reagan.

« Que se passe-t-il avec cette réforme fiscale ? », allons-nous lui demander.

En ce moment, partout en Amérique, les gens posent les mêmes questions. Ils font des projets. Nous en faisons partie.

Pour nous assister – moyennant un taux horaire de 800 \$ – nous avons reçu trois avocats, au bureau, vendredi dernier. Ce sont des experts en matière de fiscalité, de patrimoine et de trusts.

Lorsque vous atteignez un certain âge, vous n'avez guère le choix. Des voix s'adressent à vous comme si elles venaient d'un crâne : « ce que tu es... je l'ai été », dit le *memento mori*. « Tu deviendras ce que je suis ».



*Vanité en mosaïque de Pompei – Musée de Naples*

« Garde ça pour toi », ripostons-nous dans un murmure.

Nous n'aimons pas ce message. Mais nous ne pouvons le contester.

« Vous ne pourrez pas l'emporter avec vous », énoncent les sages et les conseillers financiers.

Cela nous convient plutôt bien : nous n'avons aucune envie d'aller où que ce soit où

nous ne pourrions l'emporter. Mais ce n'est pas ainsi que va le monde. Lorsque votre heure est venue... vous disparaîsez. Et si vous n'avez pas préparé un plan méticuleux, votre fortune disparaît également.

Ce n'est pas que cela nous pose un problème. Mais nous détestons l'idée que l'Etat se nourrisse de notre carcasse, tels des vautours autour d'un animal écrasé.

C'est ainsi que trois des plus brillants avocats de Baltimore travaillent sur un plan.

« Nous ne pensons pas que vous devriez compter sur le projet de loi sur la fiscalité des républicains de la Chambre », nous a dit l'un d'eux, vêtu d'un costume bleu. « Ils vont s'apercevoir qu'ils n'en ont pas les moyens ».

« Le plus probable, c'est qu'ils vont accepter la version du Sénat », a dit un autre, également vêtu d'un costume bleu. « Cette version se contente d'augmenter l'exonération, mais elle ne supprime pas les droits de succession ».

« Cela va vous faire économiser de l'argent », a dit le troisième costume bleu. « Mais cela ne changera pas grand-chose pour vous. Vos héritiers devront tout de même payer 40% de droits de succession sur le montant dépassant le plafond d'exonération. Et le Congrès pourrait le relever ».

L'un des mythes entretenu par le gouvernement fédéral américain, c'est qu'il ne se serait pas développé tant que ça puisque, proportionnellement au PIB, la part des dépenses publiques est à peu près la même depuis longtemps.

Mais bien que l'arbre ne soit pas plus haut, comparé à la dimension de l'économie, il projette une ombre bien plus vaste.

Outre les dépenses directes de l'Etat, les ramifications se sont propagées dans toutes les directions. Il existe des lois et réglementations qui donnent à l'Etat des pouvoirs étendus, indirects et difficilement mesurables.

L'Etat ne contrôle pas directement, par exemple, le lieu où vous vivez. Mais les « règles de zonage », les codes de la construction, l'accès au réseau routier, les transports publics et les prix de l'énergie (tels qu'influencés par les subventions et pénalités touchant le secteur de l'énergie) influencent grandement votre décision.

L'Etat ne contrôle pas directement la nourriture que vous mangez ou les médicaments que vous prenez, non plus. Mais les secteurs de la santé, pharmaceutiques et alimentaires sont si lourdement réglementés, et s'accompagnent de lobbies si puissants à Washington, que le choix qu'il vous reste au bout du compte est largement biaisé par les autorités.

### **Bénéficiaire ingrat de la fausse générosité de l'Etat**

Depuis les années 1960, les apparatchiks qui font les lois et les réglementations – et qui entrent et sortent de la fonction publique – sont devenus plus audacieux et prolifiques.

Bien qu'il soit impossible d'évaluer de façon précise à quel point ces règles contrôlent

l'économie américaine et la vie privée, il suffit de regarder les pages du code fiscal fédéral pour en avoir au moins une idée.

Le code fiscal est en quelque sorte un système dissimulé de la carotte et du bâton. Si nous avions le choix, nous préfèrerions ne pas passer deux heures avec des avocats, à travailler sur un plan patrimonial. Mais l'Etat a l'intention de nous matraquer... même mort.

Après la Deuxième guerre mondiale, un citoyen était confronté à un « code fiscal » de moins de 10 000 pages. A présent, il compte plus de 73 000 pages de réglementations, lois et interprétations.

Cela permet à l'Etat d'orienter l'argent, le temps et les ressources ici et là, bien au-delà du véritable budget fédéral ou de la fonction publique.

Une activité est plus lourdement taxée qu'une autre. La différence tient à une pénalité ou à une subvention, selon quels lobbyistes de quel secteur ont réussi leur coup. On vous octroie un crédit/une carotte d'un côté pour avoir fait quelque chose ; on vous donne un coup de bâton de l'autre pour en avoir fait une autre.

Chaque secteur est touché. Chaque entreprise guette le moindre changement. Chaque comptable doit suivre le rythme, à moins de rater une déduction.

L'argent nécessaire au fonctionnement de l'Etat, pour récompenser les compères et soutenir ses zombies, doit bien venir de quelque part. Comme toujours, ce que gagne l'un, l'autre le perd.

Si la version du projet de loi de la Chambre passe (nous ne le pensons pas), nous serons les bénéficiaires ingrats de la générosité de l'Etat.

Nous y gagnerons énormément. Merci beaucoup.

C'est bien beau de nous lâcher un peu. Mais sans réduction des dépenses publiques, notre gain se fera au détriment de quelqu'un d'autre.

Elle est là, la grande imposture de la « relance ». Elle stimule l'un... mais affaiblit l'autre.

C'est la véritable signification de la réforme fiscale des républicains. Elle élague une branche ici et là... pour que des groupes privilégiés puissent profiter un peu plus de la lumière. Elle secoue les feuilles... mais l'ombre du *Deep State* est plus sombre que jamais.

Et nous, toujours aussi altruiste, nous pensons à nos pauvres enfants qui pleureront notre mort, lorsque nous ne serons plus là pour leur dire comment s'habiller.

« Papa est mort... snif. Nous allons le regretter... snif. Et maintenant, il faut faire un gigantesque chèque à l'Etat... SNIF !

« Mais comment a-t-il pu laisser faire ça ? »

# La crise du profit continue de saper le système.

Editorial de Bruno Bertez du 20 novembre 2017

Nous vivons dans l'illusion que les profits ne cessent de monter et que leurs excès sont à l'origine de la crise. On croit de même que ce sont les profits qui sont à l'origine de l'accroissement des inégalités, c'est une erreur. C'est l'ensemble des mesures destinées à pallier le manque de profit qui produisent les inégalités. Ces mesures s'articulent autour d'une politique monétaire et fiscale qui, pour compenser le manque de profits fait monter artificiellement le prix/valeur du capital, créent de fausses plus values, créent de faux sentiments de richesse et ainsi incitent à l'endettement. La réalité économique, attestée par les chiffres indiscutables montre que notre système souffre d'une insuffisante profitabilité devenue chronique et que ce sont les mesures pour y faire face qui produisent l'illusion du profit et surtout les inégalités qui vont avec.

L'illusion que les profits augmentent a plusieurs origines:

-la hausse continue des cours de la Bourse, la Bourse est censée être un reflet des profits

-la hausse de la masse des profits en valeur absolue

-la hausse des marges bénéficiaires des entreprises par rapport à leur chiffre d'affaires, ou en regard de leur valeur ajoutée.

Ce que l'on voit donc donne intuitivement l'impression que les profits augmentent, qu'ils sont la cause de la crise et de nos divisions sociales. Le public, ses représentants, les médias confondent la richesse apparente, fondée sur l'inflation du prix des biens patrimoniaux avec la vraie richesse économique, celle qui se forme à partir de l'accumulation des profits.

Ce que l'on voit est une évidence trompeuse entretenue aussi bien par les capitalistes, le Medef, le gouvernement que par les syndicats, les partis politiques anti-capitalistes, les gauchistes spontex. Tous ces gens ont un intérêt commun à escamoter la question du profit, à mal la poser et finalement à détourner l'attention des problèmes qui sont posés par la tendance de la profitabilité à chuter.

Les capitalistes vivent du profit, mais ils n'en parlent pas. Ce sont des capitalistes honteux. Ils ne vous parlent pas du profit mais de tout ce qui le masque et prend une forme socialement acceptable: le cash flow, la capacité d'autofinancement, la productivité, la compétitivité, la concurrence. Que sais je encore.

Le credo de tous ces gens ce n'est surtout pas : il faut augmenter les profits, non c'est: il faut investir, il faut innover, il faut être compétitif, il faut augmenter la productivité, il faut baisser les charges sociales, il faut assouplir les échine, il faut flexibiliser, il faut réviser le code du travail, il faut baisser les retraites, il faut baisser les dépenses budgétaires...

L'impératif systémique du taux de profit qui sous tend le système capitaliste est remplacé par des détours qui, en fait, s'analysent simplement: il faut augmenter le taux de profit.

Le profit régenté tout, mais il n'apparaît qu'en filigrane, reconstitué derrière ce qui cache sa tyrannie. Quand Helmut Schmidt lance sa célèbre formule: les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain, il illustre avec une communication remarquable notre propos, le profit n'est accepté et acceptable que si il est masqué, si il ne se donne pas à voir pour lui même.

*Helmut Schmidt et sa célèbre formule : les profits d'aujourd'hui ...*



Hollande n'a pas osé expliquer que le CICE, la baisse des charges, la recherche de la compétitivité n'étaient que des détours pour augmenter les profits, non il est resté hypocrite comme un apparatchik du Medef. Il cherchait à hausser les profits mais sans prononcer le mot. Le mot est magique, il ne doit pas être prononcé, il est banni du vocabulaire; la notion même doit être évacuée, elle est reléguée dans le non-dit, le non-su, le non-exprimé; devenu profondément enfouie dans l'inconscient collectif elle exerce encore mieux sa tyrannie, comme tout ce qui est inconscient.

Sarkozy a juste effleuré le débat mais il a commis un contresens, il a confondu le profit avec la richesse. Il a essayé au Fouquets's de déculpabiliser la fortune, ce fut une erreur car la fortune est encore plus interdite de cité que le profit. Elle a des relents passéistes. Sarkozy n'a rien compris à l'économie.

Macron est bien sûr confronté au même problème, toute son action vise à hausser le taux de profit dans l'économie mais lui sait ce qu'est l'économie et sait ce que c'est un facteur de production. Il ne confond pas le profit avec la fortune et il essaie de faire passer son action de remontée de la profitabilité du système français par un détour de communication, par « le moderne ». Et c'est pour cela que Mélenchon échoue, il représente une opposition archaïque, ringarde à ce que Macron présente comme moderne, voire hyper-moderne. Macron réalise le détour(nement) en surfant sur une vague, sur un grand courant, celui de l'idéologie moderniste.

En face, les syndicats, les partis anti-capitalistes, les gauchistes spontex ne peuvent reconnaître le profit et sa problématique. Historiquement ils ont choisi de marteler, d'ancrer dans la tête de leurs suiveurs une idée simple: il y a trop de profits, le profit est excessif, c'est lui la cause de la crise. Ces gens sont prisonniers à la fois de leur discours historique et des apparences. Quoi de plus scandaleux en apparence que les profits des sociétés du CAC 40?

Mélenchon ne peut prendre ses suiveurs à contre-évidence et leur dire : vous savez c'est plus compliqué que cela, si on vous impose des régressions, des précarisations, des reculs sociaux c'est ... parce qu'il n'y a pas assez de profit pour faire tourner le système! Imaginez ce qui se passerait si il osait dire cela. Imaginez ce qui se passerait si il était honnête et expliquait vraiment que la crise est une crise de l'insuffisance de profit. imaginez ce qui se passerait si il devait cesser de mentir et dire clairement ce que je dis, à savoir que toutes les mesures qui sont prises le sont parce que la masse de profit n'est pas assez élevée pour tout faire: distribuer des revenus décents, investir, innover, payer de retraites, des soins médicaux, entretenir les ponctionnaires, rémunérer l'abstinence de ceux qui économisent, entretenir les 30 000 planqués qui sont la structure capitaliste cachée de la construction européenne! Mélenchon est obligé de simplifier, de raccourcir et donc de mentir. Il dit donc: il y a trop de profits. Il dit: il y a trop de profit alors que la réalité c'est qu'il n'y en a pas assez pour tout faire. La vérité est incontournable.

Nous vivons dans le mensonge et la mystification: notre système repose sur un moteur qui est celui du profit mais nous refusons de le reconnaître, nous refusons de l'étudier et de l'éclairer. Etant enfoui dans les ténèbres du non-savoir, ce profit ou son insuffisance exercent leurs ravages. On obéit à un dieu souterrain, un dieu des profondeurs que l'on refuse de faire remonter au grand jour. On peut agir sur le conscient, on est soumis à l'inconscient.

Tout cela s'alimente d'un contresens.

Le profit cela a à voir avec le capital. Son adéquation ou son manque ou son insuffisance sont relatifs. Ils sont relatifs à la masse qui prétend exercer/recevoir ses droits et avoir sa part; et cette masse c'est l'ensemble de ce qui fait fonction de capital. C'est l'ensemble qui prétend avoir droit au profit sous une forme ou sous une autre, bénéfice, rente, agios, droits acquis, droits à prélever sans produire etc. Le profit comme le capital n'est pas magique, on ne produit pas de richesse en dormant, non mais on peut en bénéficier en fonction d'un rapport social. Les migrants sont devenus des ayants droits sur notre masse de profits. Donc la rentabilité ne se mesure pas, ne s'apprécie pas en regard du chiffre d'affaires d'une société, en regard de sa valeur ajoutée que constitue le GDP, non cela se mesure par un ratio entre la masse de profits et la masse de capital mis en oeuvre qui prétend avoir des droits.

La rentabilité c'est un ratio, une division de la masse de profits par la masse de capital. Et si on a enfin compris ceci on peut du même coup comprendre que le taux de profit peut baisser même si la valeur absolue des profits augmente, même si les marges

bénéficiaires des entreprises progressent et atteignent des records ... il suffit pour que le ratio baisse que la masse de capital progresse plus vite .. ce qui est le cas dans nos systèmes.

Nos systèmes se caractérisent par une progression de la masse de capital très supérieure à la production de richesses d'une part et très supérieure à la production de profits d'autre part. En clair nos systèmes sont très gourmands en capital. Et c'est ce qui fait baisser de façon tendancielle le taux de profit. Le profit ne s'auto-produit pas, il ne tombe pas ciel miraculeusement, il résulte d'une répartition. Et si il faut le répartir entre une masse de plus en plus colossale, le taux de profit chute, inexorablement, mathématiquement.

Nos système sont gourmands en capital pour de nombreuses raisons.

L'économie moderne immobilise beaucoup de capital, il faut beaucoup investir surtout si on accélère le remplacement du travail vivant par des processus de production qui se passent de l'homme. Il y a hausse de la composition organique du capital qui n'est que partiellement compensée par la baisse tendancielle du coût des équipements. Et puis nos systèmes sont , contrairement aux mots d'ordre progressistes, très conservateurs, ils n'acceptent pas que ce qui est zombie, dépassé, inefficace soit détruit. Le capital insuffisamment productif s'accumule.

Mais il y a d'autres raisons. La tendance à la baisse du taux de profit fait qu'il n'y a pas assez de revenus gagnés, le système ne produit pas assez de revenus et donc il est obligé de pallier cette insuffisance par un recours sans cesse accru à l'endettement et au crédit. La part du crédit dans les GDP monte sans cesse, je publie souvent les ratios correspondants.

Nous nous surendettons de façon continue, c'est d'ailleurs pour cela que l'on ne peut plus monter le coût du crédit!

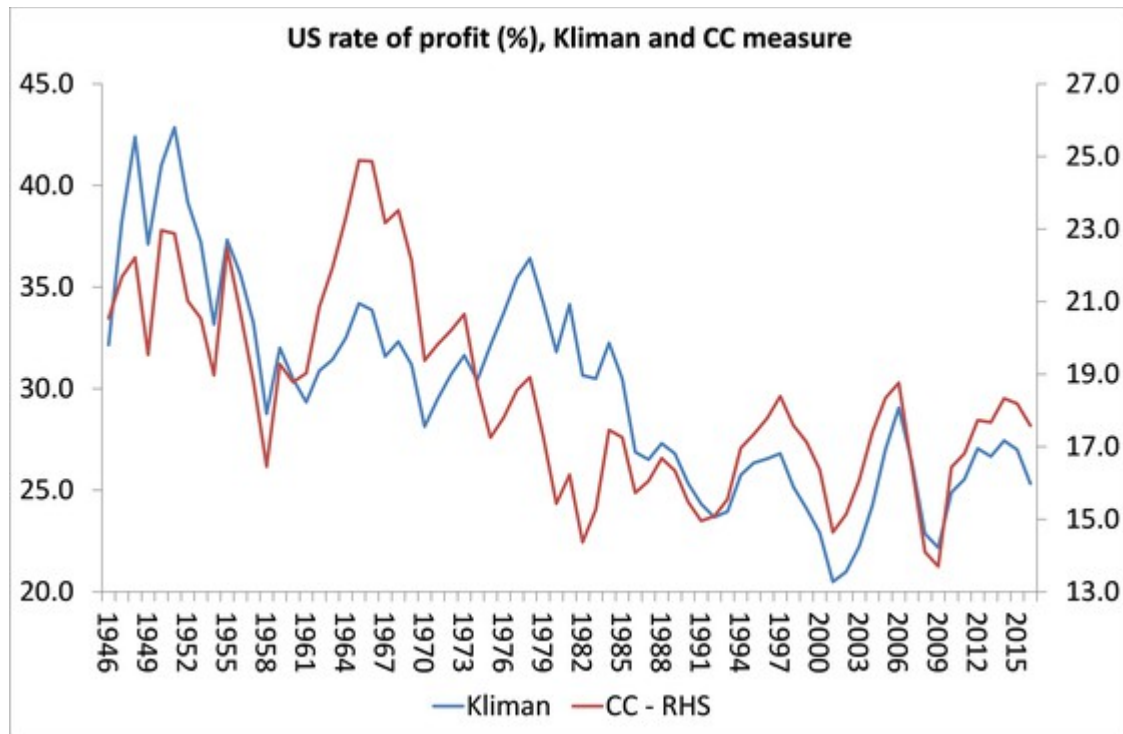
Ces dettes, ce crédit ont des droits, il faut les honorer et donc ils accroissent la masse de capital qui demande sa part. Ce capital fictif n'arrête pas de grossir, il est quasi auto-engraissé, il produit soit dit en passant un système nouveau que l'on appelle la financialisation. C'est une sorte de hernie. C'est un capital comme on disait dans les années 20, un « capital de poids mort ». Ce qui veut dire que les solutions pour pallier l'insuffisance de profit aggravent la situation, ces solutions aggravent les contradictions. Il faut plus de crédit pour faire tourner le système, mais la progression du crédit oblige à en créer encore plus, à accélérer car elle pèse sur le taux de profit. De tout ceci témoigne la hausse fantastique de la dette dans le monde et ce de façon encore accélérée depuis 2007.

Les remèdes à la crise de 2007 n'ont absolument pas résolu le problème de l'insuffisance du profit... au contraire.

Les données sont maintenant disponibles pour calculer l'évolution de la profitabilité au cours de ces deux dernières années. Elle a baissé a nouveau en 2015 et 2016. Elle se

situé maintenant en baisse de 6 à 10% par rapport au chiffre de 2006. La tendance à la baisse que l'on constate depuis le début des années 60 se confirme, avec des hauts et des bas bien sur : le taux de profit est de 25% à 30% plus bas maintenant que ce qu'il était alors.

*Evolution de la profitabilité rapportée au seul capital productif. Il n'y a pas de sortie de crise!*



La chute de la profitabilité est sévère après le sommet de 1965 et les bonnes années d'après guerre propices aux profits maximum. Au début des années 60 il a fallu commencer à assouplir les conditions de crédit et de création monétaire, ce qui fut réalisé par Kennedy et Johnson grâce aux pressions sur la Fed. Ensuite la Fed s'est chargée toute seule en toute indépendance (sic) de fabriquer le crédit nécessaire pour faire tourner la machine, elle a accompli les mutations et réformes permissives avec Greenspan, Bernanke, Yellen allant jusqu'à monétiser carrément le crédit pour le rendre plus abondant.

La baisse de la profitabilité est masquée/limitée dans les comptes des entreprises par les astuces comptables, par les buy backs, par l'ingénierie financière et la baisse des impôts. Wall Street capitalise des bénéfices en grande partie fictifs ou manipulés, faits à la main car c'est la base de la rémunération et du statut des dirigeants. mais les données de la comptabilité nationale, elles ne mentent pas.

Sources A. Kliman, M. Roberts, G. Carchedi

M. Roberts: The Long Depression, [the rate of profit](#).

# « Appel à la grève !! Halloween, Black Friday, ces fêtes de la consommation que vous devez célébrer ! »

L'édito de Charles SANNAT 21 Nov 2017



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Suis-je américain ?

NON.

Est-ce mal, est-ce bien ? Ce n'est ni l'un ni l'autre, ni bien ni mal, je vous le concède, je ne suis pas américain.

Je ne suis pas américain, et je ne fête pas Thanksgiving.

**Thanksgiving, ou comment remercier ceux qui vous ont sauvé en les massacrant tous...**

Un poil d'histoire, je cite, histoire de remettre l'histoire, la Grande, dans le bon sens. « En 1620, une centaine de dissidents anglais, nommés Pères pèlerins, débarquent du Mayflower dans la baie de Plymouth au Massachusetts. Ils y fondent la colonie de Plymouth et la ville éponyme. Mais les débuts de la colonisation furent difficiles et la moitié des arrivants périrent du scorbut.

Les survivants ne durent leur salut qu'à l'intervention d'un autochtone nommé Squanto qui, avec l'aide de sa tribu, les Wampanoags, leur offrit de la nourriture, puis leur apprit à pêcher, chasser et cultiver du maïs »...

S'ils avaient su l'avenir funeste qui les attendait, sans doute auraient-ils laissé crever de faim cette poignée de colonisateurs futurs éradicateurs des Amérindiens. Mais je ne suis pas là pour faire le procès des Américains.

C'est juste que je ne suis pas américain, et que fêter le Black Friday, c'est-à-dire un jour

de promotion le lendemain d'une fête qui me concerne pas pour acheter des trucs dont je n'ai pas besoin avec de l'argent que je n'ai pas et fabriqué par des petits Chinois forts sympathiques mais qui sont bien loin de chez moi, me laisse très froid.

### **Halloween et les morts-vivants et la chasse aux bonbons...**

Nous avons une fête chez nous, elle s'appelle la Toussaint. Bon, certes, pour le marketing, ce n'est pas génial car les seuls produits dérivés que l'on propose à la Toussaint, c'est les cierges pas cher premier prix de l'église, quelques messes (toujours aussi rasoir de façon générale) et quelques pots de chrysanthèmes.

Bref, la Toussaint, c'est un tue-PIB, que dis-je, un tue-croissance...

Du coup, Halloween, pour les commerçants, c'est nettement mieux.

On vous vend plein de bonbons dégueux et chimiques, mais aussi plein de trucs inutiles pour les gamins, allant des masques en plastique aux déguisements... Le totalitarisme marchand vous remercie et en profite pour vous faire un peu plus les poches avant Noël.

### **Bande de con-sommateurs !**

Dans le monde actuel, votre acte d'achat est un acte de vote.

N'achetez pas et... cela ne se vend pas.

Malgré les promotions, malgré les publicités reçues, matraquées, répétées, je ne participerai pas à ce Black Friday que l'on cherche à m'imposer.

Comme je vous le disais, je ne suis pas américain.

Et je ne veux pas devenir américain. Je suis profondément pour la diversité. Et la diversité c'est des Américains d'Amérique américanisés avec leur culture, et des Français, des Polonais, des Italiens, des noirs, des blancs, des jaunes et des cultures et des traditions différentes !

En réalité, le totalitarisme marchand exècre la diversité. Il ne voudrait qu'une seule et unique culture, celle de la con-sommation comme unique horizon d'épanouissement et de bonheur.

J'ai une autre vision de l'homme, du monde et l'humanité.

Nous méritons tous beaucoup mieux.

Alors, je ne sais pas pour vous, mais moi, le Black Friday, je ne mettrai pas les pieds dans un magasin, et pas une souris sur un site Internet, car je ne sais pas si je vous l'ai dit, mais je ne suis pas américain et je refuse d'être réduit à un simple rang de consommateur.

D'ici-là, nous aurons droit aux images pathétiques d'un monde à la dérive, aux bousculades d'abrutis, aux chutes des imbéciles, à ces ruades de crétins déifiés sur l'autel de la consommation, où le supermarché devient le temple, l'église de la seule religion célébrée. Un monde où ne brille plus l'intelligence.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

## **Mario Draghi persiste**

par [Charles Sannat](#) | 21 Nov 2017

Selon cet article de Boursier.com, “Mario Draghi insiste. Le patron de la Banque centrale européenne a profité d’une intervention devant le Parlement européen pour rappeler que la politique accommodante de l’Institution qu’il dirige reste nécessaire pour permettre une revalorisation salariale effective, et in fine, une accélération de l’inflation”.

Et de rajouter qu’il “faut encore du temps pour que les améliorations de la situation du marché du travail que nous avons observées se transposent en une croissance salariale plus dynamique”.

Le problème de notre mamamouchi de la banque centrale, grand timonier de notre monnaie ? L’inflation qui ne veut pas repartir, et sans inflation... c’est la déflation qui finit par arriver.

Hélas, même en injectant tout plein d’argent créé à partir de rien, l’inflation reste plate, désespérément plate est la courbe.

Pourquoi ?

Parce que les facteurs déflationnistes à l’œuvre, à savoir le triptyque mondialisation-robotisation/informatisation-immigration, provoque un chômage très élevé.

Et qui dit chômage élevé, dit salaires qui ne peuvent pas monter.

Si les salaires ne montent pas, alors il n’y a pas d’inflation.

C’est en réalité très simple.

Draghi le sait comme vous et moi le savons.

Il sait donc très bien que ce qu’il dit n’a aucune chance d’arriver.

C’est juste de la communication et de la manipulation.

***Charles SANNAT***

[Source Boursier.com ici](#)

## **Crise politique sans précédent en Allemagne**

par [Charles Sannat](#) | 21 Nov 2017

Voici un article sur la crise politique qui se déroule en Allemagne où la chancelière allemande Angela Merkel, présentée comme ultra-victorieuse-haut-la-main, a pourtant (et contre toute attente) été incapable de former une coalition majoritaire au Bundestag. “Une première depuis 1949 qui pourrait lui coûter son poste” !!

Personnellement, en tant que Français, voir Merkel partir ne me poserait aucun problème car sous son règne, sa politique profondément germano-centrée n’a eu que pour objectif et pour résultat d’enrichir l’Allemagne sur le dos en partie de ses partenaires européens.

Quand Merkel patine, j’ai du mal à retenir les sourires qui illuminent mon visage !

Autre bonne nouvelle, “faute d’alternative, la première puissance économique

européenne se prépare des semaines ou mois de paralysie, sur le plan national comme en Europe”.

Et comme je n’aime pas particulièrement le sens politique de cette construction européenne qui est une négation des droits des peuples et des souverainetés nationales, voir cette Europe paralysée, c’est au moins la certitude que nos europathes devront patienter encore un peu avant de nous faire encore plus de l’Europe dont nous ne voulons pas, c’est-à-dire l’Europe du libre-échange outrancier et de la dictature des multinationales.

Du coup, comme nous l’apprend cet article d’Euractiv que je vous invite à lire, car il synthétise bien la situation, “en l’état actuel des choses, des élections anticipées semblent la solution la plus probable, Mme Merkel ayant exclu un gouvernement minoritaire et ses anciens alliés sociaux-démocrates (SPD) ayant bruyamment refusé toute coalition sous l’égide de la chancelière.

Les Allemands pourraient donc devoir retourner aux urnes début 2018, alors qu’ils venaient fin septembre d’élire leurs députés”...

D’ici à ce que nos amis Allemands se mettent à voter encore plus mal, c’est-à-dire pour le parti d’”esssstrême droate”, et la crise en Europe pourrait se déchaîner.

Au moment où tous nos gentils compatriotes européens (dont français) reviennent massivement de leurs voyages en Syrie, les choses pourraient bien échapper au contrôle de nos mamamouchis.

***Charles SANNAT***

[Source Euractiv.fr ici](#)

### **Les dettes de Saad Hariri qui doit 15 millions d’euros à 240 de nos compatriotes**

par [Charles Sannat](#) | 21 Nov 2017



Derrière l’histoire autour de Saad Hariri, Premier ministre libanais en fonction mis littéralement aux arrêts par les Saoudiens lors d’un voyage officiel, se cachent également des histoires de gros sous, de corruption et de détournements de fonds monumentaux. Il y a aussi évidemment des enjeux politiques et diplomatiques très forts avec une ambition

évidente de déstabilisation du Liban où certaines factions (notamment celle d'Hariri) sont très proches de l'Iran, ennemi juré des Saoudiens.

Dans tout cela, quelques centaines de Français font les frais de la grande politique et encore, ils ne sont pas les plus mal lotis car l'intervention de l'Ambassade de France a permis de rapatrier nos compatriotes que l'on a pu sortir de l'enfer saoudien alors que pour des milliers de travailleurs étrangers, réduits à l'état d'esclave car les papiers sont confisqués à votre arrivée par les autorités, l'enfer saoudien s'est refermé sur eux.

Tant qu'ils doivent de l'argent, ils ne peuvent pas partir...

Avec la crise économique qui sévit là-bas, ce sont des milliers de travailleurs qui ont été remerciés et qui restent coincés en Arabie saoudite.

En attendant, Saad Hariri doit quelques 15 millions d'arriérés de paiement à ses salariés français.

Affaire à suivre.

*Charles SANNAT* [Source France 24 ici](#)

## **Espagne : le système des retraites est déjà en crise, personne n'en parle**

Par [Or-Argent](#) - Nov 21, 2017

*Article de Don Quijones, publié le 18 novembre 2017 sur [WolfStreet.com](#)*

**À de nombreux égards, l'Espagne, avec son climat ensoleillé, est un lieu idéal pour les retraités. L'espérance de vie y est parmi les plus élevées du monde tandis que les retraites sont parmi les plus généreuses : on y touche en Europe le plus gros ratio par rapport au dernier salaire, derrière la Grèce. Mais sur base des tendances actuelles, tout ceci risque bien de changer.**

La caisse des retraites espagnole, qui devait servir de bas de laine national afin de garantir le paiement des retraites futures, est en train d'être saignée à blanc par le gouvernement alors que la population vieillit. Cela a commencé en catimini dès 2012, lorsque le gouvernement commença à ponctionner de l'argent. Une partie des sommes prélevées fut utilisée pour colmater le propre déficit budgétaire du gouvernement, tandis que l'autre servit à couvrir une partie des déficits grandissants de la sécurité sociale. Résultat des courses, le trésor de guerre de la caisse des retraites est passé de 66 milliards en 2011 à juste 15 milliards en 2016.

Afin de ne pas vider totalement les caisses cette année, le gouvernement espagnol a prolongé un crédit sans intérêt de 10,1 milliards accordé à la sécurité sociale espagnole, ce qui lui a permis de payer les 2 doubles mois de juin et de décembre. Ce faisant, seulement 7 à 7,5 milliards d'euros seront prélevés dans la caisse. Vider totalement les réserves cette année aurait été inacceptable politiquement parlant, d'après *El País*. Néanmoins, elles seront vidées l'année prochaine alors que la sécurité sociale doit

couvrir un nouveau déficit annuel phénoménal.

L'année dernière, elle a enregistré le plus gros déficit de son histoire (18,1 milliards), qui fut couvert par la caisse des retraites. En 2017, les projections du gouvernement anticipent un déficit de 16,6 milliards. C'est environ 1,5 % du PIB espagnol. L'année prochaine, il faudra couvrir entre 18 et 20 milliards d'euros. On s'attend à des déficits jusqu'en 2020 d'environ 0,5 % du PIB... d'après les projections optimistes du gouvernement !

En l'absence d'injections massives de liquidités par le gouvernement via de la dette fraîchement émise, le système se serait déjà effondré cette année. La solution est néanmoins temporaire, et elle ne fera que créer toute une série de nouveaux soucis pour un pays dont le ratio d'endettement a déjà été multiplié par 3 durant la dernière décennie. Si, comme attendu, les taux obligataires poursuivent leur légère tendance haussière alors que la BCE se retire du marché, la pression pourrait devenir intenable.

### **Mais comment en est-on arrivé là ?**

Deux grands facteurs expliquent le cauchemar des retraites espagnoles : le vieillissement rapide de la population ainsi que la destruction massive des emplois bien ou relativement bien payés suite à la crise financière. Tous les autres pays développés font également face à ces problématiques, mais elles sont particulièrement prononcées en Espagne.

Ces 2 dernières années, l'Espagne a enregistré plus de décès que de naissances. Du jamais vu depuis la guerre civile de la fin des années 30. (...)

De nombreux jeunes travailleurs espagnols sont incapables de joindre les deux bouts, sans parler des millions de retraités qui éprouvent des difficultés financières. Même si le chômage a baissé, de 27 % en 2013 à 16,5 % aujourd'hui, il n'y a aucune chance de voir les chômeurs, les sous-employés et les salariés mal payés entretenir 8,6 millions de retraités qui vivent toujours plus longtemps et qui ont l'habitude de toucher une retraite de 921 € en moyenne. En 2042, il devrait y avoir 15 millions de retraités en Espagne. (...)

## **L'arrivée des micro-drones assassins**



Mish  
Global Economic Analysis

**Publié le 20 novembre 2017**



[https://youtu.be/6L1\\_o0D5-M](https://youtu.be/6L1_o0D5-M)

*Film d'anticipation.*

Les drones Micro Assassins dotés de capacités de reconnaissance faciale deviennent une réalité et tiennent dans votre main. La vidéo ci-dessus montre comment ils fonctionnent.

### **Miniaturisation des Drones, Reconnaissance faciale, Missions Kamikaze**

Le 9 juin 2014, Natural News a rapporté que [Tiny, des drones à faible coût, pourraient un jour assassiner des politiciens corrompus, des PDG d'entreprises et des criminels de rue.](#)

En étudiant les tendances du développement des drones, aussi bien en termes de logiciels que de matériel, je prédis le développement prochain de micro-drones kamikazes à reconnaissance faciale capables de mener des missions ciblées d'assassinats humains avec une précision et une fiabilité remarquables. Les quatre tendances qui mèneront à ceci sont:

- 1) La miniaturisation des drones: Le développement de «micro-drones» produits en série, abordables, à peu près de la taille d'un oiseau commun. Ceux-ci seront probablement produits comme des avions de loisir qui seront facilement modifiés pour jouer un rôle plus agressif.
- 2) Les systèmes de reconnaissance faciale: La miniaturisation des logiciels / systèmes de reconnaissance faciale qui peuvent être déployés sur des micro-drones et alimentés par de très petites alimentations embarquées.
- 3) Les avancées rapides dans l'efficacité de la fabrication des drones, entraînant une plus grande accessibilité des plates-formes de drones par des groupes de plus en plus petits, incluant des entreprises, des nations plus petites, des universités, des groupes militants et même des militants isolés.
- 4) Les améliorations incrémentielles de la densité de puissance des batteries

embarquées, permettant un temps de vol plus long et des calculs embarqués plus gourmands en ressources CPU.

*Ces quatre tendances aboutiront finalement à la création de «micro-drones d'assassinat Kamikaze» avec la capacité de rechercher, d'identifier et de tuer une cible humaine spécifique. Il est probable, en fait, que de nombreux gouvernements du monde travaillent déjà sur cette technologie.*

Cette technologie remodelera le sens de la «guerre» en permettant à des pays voyous comme la Corée du Nord, par exemple, d'expédier des dizaines de milliers de ces drones aux États-Unis via la Chine, marqués comme «jouets» sur les manifestes d'importation.

### **Et qu'est-ce qui se passerait si?**

Et si quelqu'un pouvait tuer presque n'importe qui d'autre pour quelques milliers de dollars?

Il n'y aura même pas de trace de qui l'a fait si le drone s'est détruit dans le processus.

## **Sommes-nous condamnés à répéter le passé ?**

**Pierre Templar 20 novembre 2017**

La théorie de l'histoire qui se répète est vieille comme le monde. La première trace écrite remonte aux textes sacrés de l'Inde ancienne appelés Védas, vieux de 3500 ans. Depuis ce temps, beaucoup de ceux qui se sont penchés sur la question, depuis le grec Polybios jusqu'aux pères de l'histoire moderne, ont développé leur théorie des cycles historiques.

L'exemple le plus frappant de modèles répétitifs nous est donné à travers les **cycles des dynasties chinoises**.

La Chine, tout au long d'une histoire ininterrompue de 3000 ans, montre une répétition d'ascensions et d'effondrements de dynasties. Les historiens divisent ces cycles en quatre parties :

- Les fondations de la dynastie,
- L'épanouissement
- Le déclin
- Le chaos

Ce modèle à **quatre stades** est commun à la plupart des théories cycliques depuis Ovide, le poète romain, jusqu'aux théories générationnelles des chercheurs modernes. Bien que les libellés concernant les divers stades puissent varier d'un auteur à l'autre, leurs caractéristiques demeurent pratiquement identiques. En combinant les diverses appellations, on pourrait aboutir aux quatre suivantes :

- L'âge des guerriers
- L'âge des intellectuels
- L'âge des marchands
- L'âge du chaos



Pour illustrer le propos, reprenons l'exemple de nos dynasties chinoises.

Après que la dernière dynastie s'effondre, et que le pays se disloque, apparaît un nouveau chef de guerre qui conquiert ses rivaux, se déclare empereur, et fonde la dynastie suivante.

C'est l'âge des héros nimbés de valeurs nobles telles que l'honneur, la force, et le courage. Leurs activités incluent l'exploration, la conquête, la colonisation, et la construction d'infrastructures. Le crime est à son niveau le plus bas, le statut de la femme au plus haut. La richesse est distribuée sur une base méritocratique, et la population se remet doucement des pertes antérieures.

Chaque nouvelle dynastie nécessite d'établir sa légitimité sur de nouvelles règles favorables, et les conditions de vie du peuple augmentent ainsi régulièrement durant le règne des quelques empereurs suivants. Cette période est souvent appelée "l'âge d'or" de la dynastie.

C'est l'âge des arts et des sciences, des idées innovantes, des inventions, des techniques... Les activités remarquables incluent des projets d'art publics, la fondation de bibliothèques, la création d'universités. Pendant ce temps, la population continue de croître.

Pendant que l'empire jouit d'une période de paix et de stabilité, les commerçants prospèrent et le niveau de vie continue d'augmenter. Cependant, les graines du déclin

sont déjà semées dans une bureaucratie qui ne cesse de s'étendre. Bientôt, le gouvernement en vient à contrôler et taxer tous les secteurs de la vie quotidienne. C'est l'âge où l'avidité domine le système politique. Le crime augmente, le statut social de la femme décline, la richesse s'accumule dans les mains des oligarques. De son côté, la population continue à augmenter.

La dynastie est alors en déclin, au bord de l'effondrement. La cour et les courtisans sont corrompus et décadents. L'empereur est efféminé, licencieux, et souvent idiot. Ayant dilapidé l'or de ses réserves, l'empire lève de nouvelles taxes jusqu'à ce que le peuple en soit réduit à la pauvreté.

Les infrastructures du pays tombent en ruine. Les prélèvements fiscaux et la décrépitude des systèmes d'irrigation détruit les fermes et les cultures. Le peuple se soulève.

C'est l'âge durant lequel le gouvernement est si corrompu qu'il est juste incapable de diriger efficacement. L'ordre et la loi sont bafoués. Le crime est rampant, le statut de la femme atteint son point le plus bas, et à cause des maladies et désastres naturels, la population décline rapidement. La richesse passe dans les mains des criminels.

Le pays se divise en factions luttant les unes contre les autres pour la domination, à travers une série de conflits civils. La bataille continue, jusqu'à ce qu'un beau jour, un nouveau héros prenne le contrôle et fonde une nouvelle dynastie.

Tels est l'histoire de la Chine ancienne basée sur les quatre cycles. Une telle théorie peut-elle s'appliquer à toutes les civilisations et servir à prédire le futur ? Le fait est que si l'on étudie l'histoire depuis l'Egypte ancienne, Rome, les Aztèques ou les Incas, on s'aperçoit que ces quatre âges existent bel et bien, avec de légères variations.



A quel cycle en sommes-nous aujourd'hui en Europe, et où allons-nous ?

Si l'on compare les caractéristiques de chaque âge avec l'état actuel de nos démocraties, on peut d'office éliminer les périodes relatives aux guerriers et aux intellectuels. Sans même prendre la peine de réfléchir, il suffit de voir la trombine de ceux qui nous dirigent, et le niveau de leurs interventions. Le temps des leaders héroïques et des penseurs brillants est certainement révolu. Aujourd'hui, ce ne sont plus que des nains pathétiques assistés de gonzesses aussi connes que mal baisées.

De toute évidence, nous sommes à l'âge des marchands, et quiconque a essayé d'acheter quelque chose "Fabriqué en France" pourrait même dire que nous en sommes plutôt à la fin. La destruction de l'industrie française et la dévastation de nos ressources naturelles ne signifient rien d'autre que le temps des vaches grasses est à présent loin derrière nous. J'en suis presque à pleurer lorsque je parcours un catalogue Manufrance des années 50...

L'histoire est-elle donc condamnée à se répéter, ou pouvons-nous apprendre de nos erreurs et éviter ainsi de plonger tête première dans le chaos ?

Dans le cas de la Chine, l'histoire montre qu'aucune dynastie n'a été capable d'une telle chose. L'une d'elle a-t-elle échoué dans la compréhension de ses erreurs ? Certainement pas. Les philosophes et penseurs chinois étaient parfaitement conscients des erreurs commises par les dynasties précédentes, et n'ont eu de cesse d'avertir les empereurs régnants sur les dangers d'ignorer le passé, en pure perte.

Malheureusement, les évidences tendraient à suggérer que les civilisations sont condamnées à répéter les mêmes erreurs.

Qu'elles aient été inspirées par un modèle prédictif basé sur les cycles historiques, ou qu'elles jouent stupidement leurs rôles de crapules, il ne peut y avoir de doute que les élites actuelles se préparent pour le chaos. Comment expliquer autrement le durcissement des interventions de la police nationale, l'aménagement de bunkers au profit des élites, l'accroissement permanent des moyens de surveillance intérieure, ou le grignotage sans fin de nos droits et libertés.

De toute évidence, leur plan, comme l'était celui de tous les despotes qui les ont précédés, est de se terrer derrière un mur de mesures sécuritaires, tandis que le reste des nôtres se battent pour les miettes restantes de la civilisation.

A quoi faut-il s'attendre ?

Des quatre âges, le plus facile à prédire est celui du chaos. Il semble que chaque régime à travers l'histoire utilise le même modèle usé jusqu'à la corde pour se détruire lui-même.

Donc, voici les prédictions pour notre futur. En dehors de toutes contingences politiques ou idéologiques, et suivant une approche purement sociologique.

Une corruption galopante draine les finances de l'état. Pour compenser les pertes, l'état accroît les taxes, amenant les entreprises à la banqueroute et les employés à la pauvreté. La taxation en vient rapidement à la confiscation forcée de la propriété, des métaux précieux, et de la nourriture.

Les marches pour la faim tournent en émeutes. L'état lance ses sbires pour donner à la canaille une leçon. La loi martiale est déclarée, et la gamme complète des tactiques de terreur, depuis les perquisitions et saisies abusives jusqu'à l'emprisonnement et la torture, est alors utilisée contre les "dissidents".

Pendant ce temps, le manque de financement du gouvernement amène les infrastructures à décrépir. Dans le passé, cela signifiait que les terres agricoles étaient soit inondées, soit desséchées. Les cultures périllicitaient, et la famine suivait. Dans notre monde moderne, nous pouvons ajouter à cela des pannes de réseau, le manque de pétrole pour chauffer la maison ou faire rouler nos véhicules, et aucun accès à l'eau potable.

Les gens affamés deviennent désespérés et les crimes augmentent en flèche. Les carences en nourriture et le manque de crédit pour les hôpitaux et les médicaments contribuent à la propagation des épidémies.

Le dernier acte du gouvernement consiste alors à guerroyer pour tuer un nombre conséquent de "bouches inutiles", et mettre en esclavages les survivants.

Tout cela est schématique, bien entendu, et vaut aussi à l'échelle du monde.



Puisque de telles situations de chaos se sont déjà produites de nombreuses fois par le passé, qu'ont fait les gens pour arriver à survivre ?

Une des stratégies utilisées par de nombreuses civilisations a été le système monastique. Après la chute de Rome, les monastères ont servi de plateformes commerciales et produisaient alors la majorité de la richesse locale à travers l'agriculture, la viticulture, et les petites industries. Ils étaient les seuls endroits où l'on pouvait recevoir une quelconque éducation, et s'ils n'avaient pas sauvé les livres de la destruction, il ne nous resterait rien de l'histoire ancienne.

En Chine, en Inde, et au Japon, comme dans tout le Moyen Orient, les monastères ont réussi à passer à travers la tourmente sans trop de dégâts, pendant que les sociétés s'écroulaient autour d'eux.

Or si l'on met de côté l'aspect religieux, on obtient alors des communautés autonomes autosuffisantes, qui partagent le savoir et les talents, et se supportent mutuellement durant les temps difficiles. Un exemple récent était les sociétés d'aide mutuelle anglaises du début 19ème (les "friendly societies"). Avant cela, il y a eu en France tout le système corporatiste français, que la révolution s'est empressé de détruire pour prendre le contrôle sur la population.

Apprendre les bases de la préparation et travailler ensemble en se supportant mutuellement est la clé de toute stratégie de survie.

Malgré les prévisions sombres à court terme, on peut logiquement s'attendre à ce que l'avenir pas trop lointain soit plus brillant qu'aujourd'hui, dans la mesure où l'étape qui doit suivre est l'âge des Guerriers. Autrement dit, un retour à l'éthique, la prospérité et l'égalité.

Alors, qu'en sera-t-il de l'élite ? Vont-ils émerger de leurs bunkers pour asservir et dominer le monde pour réaliser leur rêve ultime ? Dans la Chine ancienne, chaque membre de l'aristocratie appartenant à la dynastie qui venait de s'écrouler a été traqué et exécuté durant les âges de Chaos. Un seul empereur a survécu assez longtemps pour voir la fondation de la dynastie suivante, et il l'a fait en se cachant pendant quarante ans dans un monastère...

Publié par [Pierre Templar](#)